

# MICHAEL LÖWY



## Écosocialisme

L'alternative radicale  
à la catastrophe écologique capitaliste

MILLE . ET . UNE . NUITS

## Table des matières

[Page de titre](#)

[Page de Copyright](#)

[Table des matières](#)

[Avant le déluge l'écossocialisme, l'enjeu politique actuel. \*Préface\*](#)

### **[I. Socialisme écologique](#)**

[Chapitre 1. Qu'est-ce que l'écossocialisme ?](#)

[Chapitre 2. Écossocialisme et planification démocratique](#)

### **[II. Marxisme et écossocialisme](#)**

[Chapitre 3. Progrès destructif : Marx, Engels et l'écologie](#)

[Chapitre 4. La révolution est le frein d'urgence Actualité politico-écologique de Walter Benjamin](#)

### **[III. Aspects essentiels de la théorie et de la pratique écossocialistes](#)**

[Chapitre 5. Pour une éthique écossocialiste](#)

[Chapitre 6. Écologie et altermondialisme](#)

[Chapitre 7. Écologie et publicité](#)

### **[IV. Étude de cas : États-Unis et Brésil](#)**

[Chapitre 8. Une écologie de gauche aux États-Unis](#)

[Chapitre 9. Au Brésil, le combat de Chico Mendes](#)

### **[Annexes](#)**

[1. Manifeste écossocialiste international \(septembre 2001\)](#)

[2. Réseau brésilien écossocialiste \(2003\)](#)

[3. Déclaration écosocialiste internationale de Belém \(2008\)](#)

[4. Copenhague, le 12 avril 2009 \(2009\)](#)

[5. Cancún \(2010\)](#)

### **Bibliographie sélective**

MICHAEL  
LÖWY

Écosocialisme

L'alternative radicale  
à la catastrophe écologique capitaliste



*Michael Löwy, « Visage de l'avenir », collage.*

2011

# Avant le déluge l'écocialisme, l'enjeu politique actuel

## Préface

L'écocialisme est un courant politique fondé sur une constatation essentielle : la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes – y compris la nôtre – sont incompatibles avec la logique expansive et destructrice du système capitaliste. La poursuite de la « croissance » sous l'égide du capital nous conduit en effet, à brève échéance – les prochaines décennies –, à une catastrophe sans précédent dans l'histoire de l'humanité : le réchauffement global.

James Hansen, climatologue de la NASA, un des plus grands spécialistes mondiaux sur la question du changement climatique – l'administration Bush avait essayé, en vain, de l'empêcher de rendre publics ses diagnostics –, écrit ceci dans le premier paragraphe d'un livre publié en 2009 : « La planète Terre, la création, le monde dans lequel la civilisation s'est développée, le monde avec les normes climatiques que nous connaissons, avec sa géographie côtière stable, est en péril, un péril imminent. L'urgence de la situation ne s'est cristallisée qu'au cours des dernières années. Nous avons maintenant des preuves évidentes de la crise [...]. La surprenante conclusion est que la poursuite de l'exploitation de tous les combustibles fossiles de la Terre menace non seulement les millions d'espèces de la planète, mais aussi la survivance de l'humanité elle-même – et les délais sont plus courts que ce que nous le pensions<sup>1</sup>. »

Ce constat est largement partagé. Dans son livre incisif et bien informé, *Comment les riches détruisent la planète* (2007), Hervé Kempf présente, sans euphémismes ni faux-semblants, les scénarios du désastre qui se prépare : au-delà d'un certain seuil, qui pourrait être atteint bien plus vite que prévu, le système climatique pourrait s'emballer de façon irréversible ; on ne peut plus exclure un changement soudain et brutal, qui ferait monter la température globale de plusieurs degrés, à un niveau insupportable. Devant ce constat, confirmé par les scientifiques et partagé par des millions de citoyens du monde entier conscients du drame, que font les puissants, l'oligarchie des milliardaires qui dirige l'économie mondiale ? « Le système social qui régit actuellement la société humaine, le capitalisme, s'arc-boute de manière

aveugle contre les changements qu'il est indispensable d'espérer si l'on veut conserver à l'existence humaine sa dignité et sa promesse. » Une classe dirigeante prédatrice et cupide fait obstacle à toute velléité de transformation effective ; presque toutes les sphères de pouvoir et d'influence sont soumises à son pseudo-réalisme qui prétend que toute alternative est impossible et que la seule voie imaginable est celle de la « croissance ». Cette oligarchie, obsédée par la consommation ostentatoire et la compétition somptuaire – comme le montrait déjà l'économiste américain Thorstein Veblen<sup>2</sup> –, est indifférente à la dégradation des conditions de vie de la majorité des êtres humains, et aveugle devant la gravité de l'empoisonnement de la biosphère<sup>3</sup>.

Les « décideurs » de la planète – milliardaires, managers, banquiers, investisseurs, ministres, parlementaires et autres « experts » –, motivés par la rationalité bornée et myope du système, obsédés par les impératifs de croissance et d'expansion, par la lutte pour les parts de marché, par la compétitivité, les marges de profit et la rentabilité, semblent obéir au principe proclamé par Louis XV : « Après moi, le déluge. » Le déluge du XXI<sup>e</sup> siècle risque de prendre la forme, comme celui de la mythologie biblique, d'une montée inexorable des eaux, noyant sous les vagues les villes côtières de la civilisation humaine.

Le spectaculaire échec des conférences internationales sur le changement climatique de Copenhague (2009) et de Cancun (2010) illustre cet aveuglement : les puissants de ce monde, à commencer par les États-Unis et la Chine, ont refusé tout engagement chiffré et concret, même minimal, de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Les mesures jusqu'ici prises par les pouvoirs capitalistes les plus « éclairés » – accords de Kyoto, paquet climat/énergie européen, avec leurs « mécanismes de flexibilité » et leurs marchés de droits à polluer – relèvent, comme le montre l'écologiste belge Daniel Tanuro, d'une « politique de gribouille » incapable d'affronter le défi du changement climatique ; le même vaut, *a fortiori*, pour les solutions « technologiques » qui ont la préférence du président Obama et des gouvernements européens : la « voiture électrique », les agro-carburants, le « *clean carbon* » et cette énergie merveilleuse, propre et sûre : le nucléaire (c'était avant la catastrophe de Fukushima)...

Comme l'avait prévu Marx dans *L'Idéologie allemande*, les forces productives sont en train de devenir des forces destructives, créant un risque de destruction physique pour des dizaines de millions d'êtres humains – un scénario pire que les « holocaustes tropicaux » du XIX<sup>e</sup> siècle étudiés par Mike Davis<sup>4</sup>.

Quelle est donc la solution alternative ? La pénitence et l'ascèse individuelle, comme semblent le proposer tant d'écologistes ? La réduction drastique de la consommation ? L'agronome Daniel Tanuro constate avec lucidité que la critique culturelle du consumérisme proposée par les « objecteurs de croissance » est

nécessaire, mais insuffisante. Il faut s'attaquer au mode de production lui-même. Seule une prise en charge collective et démocratique permettrait à la fois de répondre aux besoins sociaux réels, de réduire le temps de travail, de supprimer les productions inutiles et nuisibles, de remplacer les énergies fossiles par le solaire. Ce qui implique une incursion profonde dans le régime de la propriété capitaliste, une extension radicale du secteur public et de la gratuité, bref un plan écosocialiste cohérent<sup>5</sup>.

Prémisse centrale de l'écosocialisme, implicite dans le choix même de ce terme, tout socialisme non écologique est une impasse. Corollaire : une écologie non socialiste est incapable de prendre en compte les enjeux actuels. L'association du « rouge » – la critique marxiste du capital et le projet d'une société alternative – et du « vert » – la critique écologique du productivisme qu'il réalise n'a rien à voir avec les combinaisons gouvernementales dites « rouges-vertes », ces coalitions entre la social-démocratie et certains partis verts qui se forment autour d'un programme social-libéral de gestion du capitalisme. L'écosocialisme est donc une proposition *radicale* – c'est-à-dire s'attaquant à la racine de la crise écologique – qui se distingue aussi bien des variantes productivistes du socialisme du <sup>xx</sup>e siècle (que ce soit la social-démocratie ou le « communisme » de facture stalinienne) que des courants écologiques qui s'accommodent, d'une façon ou de l'autre, du système capitaliste. Il est une proposition radicale qui vise non seulement à une transformation des rapports de production, à une mutation de l'appareil productif et des modèles de consommation dominants, mais aussi à créer un nouveau paradigme de civilisation, en rupture avec les fondements de la civilisation capitaliste/industrielle occidentale moderne.

Il sera principalement question dans le présent ouvrage du courant éco-marxiste. Toutefois, on trouve dans l'écologie sociale d'inspiration anarchiste de l'Américain Murray Bookchin, dans l'écologie profonde du Norvégien Arne Naess et dans les écrits de plusieurs « objecteurs de croissance » dont le Français Paul Ariès, des analyses radicalement anticapitalistes et des propositions alternatives qui sont proches de l'écosocialisme.

Ce n'est pas ici le lieu de développer une histoire de l'écosocialisme. Rappelons cependant quelques jalons.

L'idée d'un socialisme écologique – ou d'une écologie socialiste – ne naît véritablement dans les années 1970, sous des formes très diverses, dans les écrits de plusieurs pionniers de la réflexion « rouge et verte » : Manuel Sacristán (Espagne), Raymond Williams (Royaume-Uni), André Gorz et Jean-Paul Deléage (France) et Barry Commoner (États-Unis). Le terme « écosocialisme », apparemment, ne commence à être utilisé qu'à partir des années 1980, quand le parti Die Grünen allemand, un courant de gauche se désigne comme « écosocialiste » ; ses principaux

porte-parole sont Rainer Trampert et Thomas Ebermann. Vers cette époque paraît le livre *L'Alternative*<sup>6</sup> écrit par un dissident socialiste de l'Allemagne de l'Est, Rudolf Bahro<sup>7</sup>, lequel développe une critique radicale du modèle soviétique et est-allemand, au nom d'un socialisme écologique. Au cours des années 1980, le chercheur nord-américain James O'Connor théorise sa conception d'un marxisme écologique et fonde la revue *Capitalism, Nature and Socialism*, tandis que Frieder Otto Wolf, député européen et dirigeant d'un courant à la gauche du Parti Verts allemand, et Pierre Juquin, ancien dirigeant communiste, réformateur converti aux perspectives rouges/vertes, rédigent ensemble le livre *Europe's Green Alternative*<sup>8</sup>, sorte de tentative de manifeste écosocialiste européen. Parallèlement, en Espagne, autour de la revue de Barcelone *Mientras Tanto*, des disciples de Manuel Sacristán tel que Francisco Fernández Buey développent eux aussi une réflexion écologique socialiste. En 2003, la IV<sup>e</sup> Internationale adopte lors de son congrès le document « Écologie et Révolution socialiste », d'inspiration clairement écosocialiste. En 2001, le philosophe américain Joel Kovel et moi-même publions un *Manifeste écosocialiste*, qui servira de référence pour la fondation, à Paris en 2007, du Réseau écosocialiste international – qui distribuera, lors du Forum social mondial de Belém (Brésil), la *Déclaration de Belém*, un nouveau manifeste écosocialiste au sujet du réchauffement global. Ajoutons à cela les travaux de John Bellamy Foster et de ses amis de la revue de gauche américaine bien connue *Monthly Review*, qui se réclament d'une révolution écologique avec un programme socialiste ; les écrits des écosocialistes féministes Ariel Salleh et Terisa Turner ; la revue *Canadian Dimension*, animée par les écosocialistes Ian Angus et Cy Gornik ; les réflexions du révolutionnaire péruvien Hugo Blanco sur les rapports entre indigénisme et écosocialisme ; les travaux du chercheur belge Daniel Tanuro sur le changement climatique et les impasses du « capitalisme vert » ; les travaux d'auteurs français proches du courant altermondialiste comme Jean-Marie Harribey ; les écrits du philosophe (disciple d'Ernst Bloch et d'André Gorz) Arno Münster ; les réseaux écosocialistes du Brésil et de la Turquie, les conférences écosocialistes qui commencent à s'organiser en Chine, etc.

Quels sont les convergences et les désaccords entre l'écosocialisme et le courant de la décroissance, dont l'influence en France n'est pas négligeable ? Rappelons tout d'abord que ce courant, inspiré par les critiques de la société de consommation – dues notamment à Henri Lefebvre, à Guy Debord et à Jean Baudrillard – et du « système technicien » – décrit par Jacques Ellul – est loin d'être homogène. Il s'agit d'une mouvance plurielle, qui s'organise entre deux pôles : d'une part, des anti-occidentalistes tentés par le relativisme culturel (Serge Latouche), d'autre part des écologistes républicains/universalistes (Vincent Cheynet, Paul Ariès).

L'économiste Serge Latouche est sans doute le plus controversé des « décroissants ». Certes, une partie de ses arguments est justifiée, et l'on peut souscrire à son entreprise de démystification du « développement durable », de critique de la religion de la croissance et du progrès, et son appel à un changement culturel. Mais son refus en bloc de l'humanisme occidental, de la pensée des Lumières et de la démocratie représentative, ainsi que son relativisme culturel sont très discutables : en dépit de ce qu'il annonce, on voit mal comment ses préconisations ne nous ramèneraient pas à l'âge de pierre. Quant à sa dénonciation des propositions d'Attac (Jean-Marie Harribey) pour les pays du Sud – développer les réseaux d'adduction d'eau, les écoles et les centres de soin –, en ce qu'elles seraient « ethnocentriques », « occidentalistes » et « destructrices des modes de vie locaux », elle est difficilement supportable. Enfin, son argument pour ne pas parler du capitalisme – ou si peu, puisque ce serait enfoncer une porte ouverte, cette critique ayant « déjà été faite et bien faite par Marx » – n'est pas sérieux : c'est comme si l'on n'avait pas besoin de dénoncer la destruction productiviste de la planète puisque Gorz a déjà fait cette critique, et l'a « bien faite »...

Plus intéressant est le courant universaliste, représenté notamment par la revue *La Décroissance*, même si l'on peut critiquer les illusions « républicaines » de Cheynet et Ariès. Contrairement au premier, ce deuxième pôle a de nombreux points de convergence – malgré les polémiques – avec les altermondialistes d'Attac, les écosocialistes et la gauche de la gauche française (PG et NPA) par les thématiques qu'il défend : extension de la gratuité, prédominance de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, réduction du temps de travail et des inégalités sociales, élargissement du « non-marchand », réorganisation de la production selon les besoins sociaux et la protection de l'environnement.

Dans un ouvrage récent<sup>9</sup>, l'ancien journaliste et pasteur Stéphane Lavignotte esquisse un bilan du débat entre les « objecteurs de croissance » et les écosocialistes. Faut-il privilégier la critique des rapports sociaux de classe et le combat contre les inégalités, ou la dénonciation de la croissance illimitée des forces productives ? L'effort doit-il porter sur les initiatives individuelles, les expérimentations locales, la simplicité volontaire, ou sur le changement de l'appareil productif et de la « mégamachine » capitaliste ? L'auteur refuse de choisir, et propose plutôt d'associer ces deux démarches complémentaires. Le défi, à son avis, c'est de combiner le combat pour l'intérêt écologique de classe de la majorité, c'est-à-dire des non-propriétaires de capital, et la politique des minorités actives pour un changement culturel radical. En d'autres termes, réussir – sans cacher les divergences ni les désaccords inévitables – une « composition politique » qui rassemblerait tous ceux qui savent qu'une planète et une humanité vivables sont contradictoires avec le

capitalisme et le productivisme, et qui cherchent le chemin pour sortir de notre système inhumain.

En conclusion de cette brève préface, disons enfin que l'écossocialisme est un projet d'avenir, une utopie radicale, un horizon du possible, mais aussi, et inséparablement, une action *hic et nunc*, ici et maintenant, qui se donne des objectifs concrets et immédiats. Le premier espoir pour le futur réside dans des mobilisations comme celle de Seattle en 1999, qui a vu la convergence des écologistes et des syndicalistes avant de donner naissance au mouvement altermondialiste ; ou les protestations de cent mille personnes à Copenhague en 2009, autour du mot d'ordre « Changeons le système, pas le climat » ; ou la conférence des peuples sur le changement climatique et la défense de la mère Terre, à Cochabamba Bolivie, en avril 2010, qui vit le rassemblement de plus de trente mille délégués de mouvements indigènes, paysans et écologiques du monde entier.

Le présent ouvrage n'est pas une mise en forme systématique des idées ou pratiques écossocialistes. Reprenant plusieurs articles que j'avais fait paraître, il se propose, plus modestement, d'explorer certains aspects, certains terrains et certaines expériences de l'écossocialisme. Il ne représente, bien entendu, que l'opinion de son auteur, qui ne coïncide pas nécessairement avec celle d'autres penseurs ou réseaux se réclamant de ce courant. Il ne vise pas à codifier une doctrine nouvelle ni à fixer une quelconque orthodoxie. L'une des vertus de l'écossocialisme, c'est précisément sa diversité, sa pluralité, la multiplicité des perspectives et des approches, souvent convergentes ou complémentaires – comme le montrent les documents publiés en annexe, qui émanent de différents réseaux écossocialistes –, mais aussi, parfois, divergentes ou même contradictoires.

M.L.  
mars 2011.

#### POSTSCRIPTUM :

Au moment de mettre sous presse arrivent les terrifiantes nouvelles de la catastrophe nucléaire de Fukushima, au Japon. Pour la deuxième fois de son histoire, le peuple japonais est victime de la folie nucléaire. On ne sait pas encore l'étendue du désastre, mais il est évident qu'il s'agit d'un tournant. Dans l'histoire de l'énergie nucléaire civile, il y aura un avant et un après Fukushima.

Après Tchernobyl, le lobby nucléaire occidental avait trouvé la parade : la catastrophe en Ukraine était le résultat de la gestion bureaucratique, incompétente et inefficace, propre au système soviétique. « Cela ne pourrait pas avoir lieu chez nous »,

nous avait-on répété. Que vaut cet argument aujourd'hui, quand c'est le fleuron de l'industrie privée japonaise qui est concerné ?

Les médias ont mis en évidence l'irresponsabilité, l'impréparation et les mensonges de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) – avec la complicité active des autorités locales et nationales et des organismes de contrôle japonais –, plus préoccupée de rentabilité que de sécurité. Ces faits sont indiscutables. Mais, à trop insister sur cet aspect, on risque de perdre de vue l'essentiel : *l'insécurité est inhérente à l'énergie nucléaire*. Non seulement, pas plus en ce domaine d'activité qu'ailleurs, il n'y a pas de risque zéro, mais tout incident menace d'avoir des conséquences incontrôlables et désastreuses, irrémédiables. Statistiquement les accidents sont inévitables. Le système nucléaire est en soi insoutenable. Tôt ou tard, d'autres Tchernobyl et d'autres Fukushima auront lieu, provoqués par des erreurs humaines, des dysfonctionnements internes, des tremblements de terre, des accidents d'aviation, des attentats ou des événements imprévisibles. Pour paraphraser Jean Jaurès, on pourrait dire que le nucléaire porte la catastrophe comme la nuée porte l'orage.

Il n'est donc pas étonnant que le mouvement antinucléaire se remobilise à grande échelle, avec déjà quelques résultats positifs, notamment en Allemagne. « Sortie immédiate du nucléaire » : ce mot d'ordre se répand comme une traînée de poudre. Cependant, la réaction de la plupart des gouvernements – d'abord en Europe et aux États-Unis –, c'est le refus de sortir du piège nucléaire. On tente de calmer l'opinion publique avec la promesse d'une « sérieuse révision de la sécurité de nos centrales ». La Moan<sup>10</sup>, Médaille d'or de l'aveuglement nucléaire revient incontestablement au gouvernement français. L'un des conseillers du président, le sieur Henri Guaino, a récemment déclaré : « L'accident nucléaire au Japon pourrait favoriser l'industrie française dont la sécurité est une marque de fabrique. » *No comment...*

Les nucléocrates – une oligarchie particulièrement obtuse et imperméable – prétendent que la fin du nucléaire dans le monde signifierait le retour à la bougie ou à la lampe à huile. La simple vérité, c'est que 13,4 % de l'électricité mondiale est produite par les centrales nucléaires. On pourrait se passer de cette source énergétique. Il est possible, probable même, que, sous la pression de l'opinion publique, on réduise considérablement les projets délirants d'expansion illimitée des capacités nucléaires et la construction de nouvelles centrales dans beaucoup de pays. Toutefois, on peut craindre que ce coup de frein s'accompagne d'une fuite en avant dans les énergies fossiles les plus « sales » : le charbon, le pétrole *offshore*, les sables bitumineux, le gaz de schiste. Le capitalisme ne peut pas limiter son expansion, donc sa consommation d'énergie. Et comme la conversion aux énergies renouvelables n'est pas « compétitive », on peut prévoir une nouvelle et rapide hausse des émissions de gaz à effet de serre. Premier jalon dans la bataille socio-écologique pour une transition

énergétique, il faut refuser ce faux dilemme, impossible à trancher entre une belle mort radioactive et une lente asphyxie due au réchauffement global. Un autre monde est possible !

Michael Löwy  
Paris, avril 2011.

Je remercie chaleureusement Luis Martinez Andrade pour son aide à la préparation de cet ouvrage.



« Londres sous l'eau » : photographie, Dean White.

1- James E. Hansen, *Storms of my Grandchildren. The Truth About the Coming Climate Catastrophe and our Last Chance to Save Humanity*, New York, Bloomsbury, 2009, p. IX.

2- Thorstein B. Veblen, *Théorie de la classe de loisir* (1899), Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1979.

3- Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Le Seuil, 2007. Voir aussi son autre ouvrage tout aussi intéressant, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Paris, Le Seuil, 2009.

4- Mike Davis, *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte, 2003.

5- Daniel Tanuro, *L'Impossible Capitalisme vert*, Paris, La Découverte, coll. « Les empêchés de penser en rond », 2010. Voir aussi le recueil collectif dirigé par Vincent Gay, *Pistes pour un anticapitalisme vert*, Paris, Syllepse, 2010, avec les contributions de Daniel Tanuro, François Chesnais, Laurent Garrouste, entre autres. On trouve aussi une critique argumentée et précise du capitalisme vert dans les travaux des écomarxistes nord-américains : Richard Smith, « Green capitalism : the god that failed », *Real-World Economics Review*, n° 56, 2011, et John Bellamy Foster, Brett Clark et Richard York, *The Ecological Rift*, New York, Monthly Review Press, 2010.

6- Rudolf Bahro, *Die Alternative. Zur Kritik des real existierenden Sozialismus*, Europäische

Verlagsanstalt, 1977 ; *L'Alternative : pour une critique du socialisme existant réellement*, trad. sous la dir. de Patrick Charbonneau, Paris, Stock 2, coll. « Lutter », 1979.

[7](#)- Penny Kemp, Frieder Otto Wolf, Pierre Juquin, Carlos Antunes, Isabelle Stengers, Wilfrid Telkamper, *Europe's Green Alternative : A Manifesto For a New World*, Montréal, Black Rose Books, 1992.

[8](#)- Black Rose, Montréal, 1992.

[9](#)- Stéphane Lavignotte, *La décroissance est-elle souhaitable ?*, Paris, Textuel, 2010.

[10](#)- Allusion au verbe anglais, « *to moan* », se plaindre (N.d. É.).

I

# Socialisme écologique

# Chapitre 1

## Qu'est-ce que l'écosocialisme ?

Croissance exponentielle de la pollution de l'air dans les grandes villes, de l'eau potable et de l'environnement en général ; réchauffement de la planète, fonte des glaces des deux calottes polaires (Groenland et Antarctique) multiplication des cataclysmes « naturels » ; début de destruction de la couche d'ozone dans l'atmosphère terrestre ; destruction, à une vitesse grandissante, des forêts tropicales et réduction rapide de la biodiversité par l'extinction de milliers d'espèces ; épuisement des sols, désertification ; accumulation de déchets, notamment nucléaires, impossibles à gérer que cela soit sur les continents ou dans les océans ; multiplication des incidents nucléaires et menace d'un nouveau Tchernobyl ; pollution de la nourriture par les pesticides et autres substances toxiques, ou par des manipulations génétiques, « vache folle » et autres viandes aux hormones...

Tous les clignotants sont au rouge : il est évident que la course folle au profit, la logique productiviste et mercantile de la civilisation capitaliste/industrielle nous conduisent à un désastre écologique aux conséquences incalculables. Ce n'est pas céder au catastrophisme que de constater que la dynamique de « croissance » infinie induite par l'expansion capitaliste menace d'anéantir les fondements de la vie humaine sur la planète<sup>1</sup>.

### **Les marxistes et l'écologie**

Comment réagir à ce danger ? Le socialisme et l'écologie – ou du moins certains de ses courants – ont des objectifs communs, qui impliquent une mise en question de l'autonomisation de l'économie, du règne de la quantification, de la production comme but en soi, de la dictature de l'argent, de la réduction de l'univers social au calcul des marges de rentabilité et aux besoins de l'accumulation du capital. Socialisme et écologie se réclament tous les deux de valeurs qualitatives : la valeur d'usage, la satisfaction des besoins, l'égalité sociale pour les uns, la sauvegarde de la nature, l'équilibre écologique pour les autres. Tous les deux conçoivent l'économie comme « encadrée » dans l'environnement : social pour les uns, naturel pour les

autres. La question écologique est, à mon avis, *le grand défi* pour un renouveau de la pensée marxiste au XXI<sup>e</sup> siècle. Elle exige des marxistes une profonde révision critique de leur conception traditionnelle des « forces productives », ainsi qu’une rupture radicale avec l’idéologie du progrès linéaire, comme avec le paradigme technologique et économique de la civilisation industrielle moderne. Le philosophe allemand Walter Benjamin fut l’un des premiers marxistes au XX<sup>e</sup> siècle à se poser ce type de questions : dès 1928, dans son livre *Sens unique*, il dénonçait l’idée de domination de la nature comme un « enseignement impérialiste » et proposait une nouvelle conception de la technique : non plus maîtrise de la nature par l’homme, mais « maîtrise du rapport entre la nature et l’humanité ». Quelques années plus tard, dans les Thèses sur le concept d’Histoire (*Über den Begriff der Geschichte*, 1940), il enrichit le matérialisme historique avec les idées de Charles Fourier : ce visionnaire utopique avait rêvé « d’un travail qui, bien loin d’exploiter la nature, [soit] en mesure de faire naître d’elle les créations qui sommeillent en son sein<sup>2</sup> ».

Aujourd’hui encore, le marxisme est loin d’avoir comblé son retard sur ce terrain. Cependant, plusieurs réflexions sont désormais menées, qui commencent à s’atteler à cette tâche. Une piste féconde a été ouverte par l’écologiste et « marxiste polanyiste » américain James O’Connor : à la première contradiction du capitalisme, examinée par Marx, celle entre forces et rapports de production, il convient d’en ajouter une deuxième, celle entre forces productives et *conditions de production* – les travailleurs, l’espace urbain et la *nature*, développe O’Connor. Par sa dynamique expansionniste, le capital met en danger ou détruit ses propres conditions, à commencer par l’environnement naturel. Une possibilité que Marx n’avait pas prise suffisamment en considération<sup>3</sup>.

Une autre approche intéressante est celle que suggère un « écomarxiste » italien dans l’un de ses textes récents : « La formule selon laquelle se produit une transformation des forces potentiellement productives en forces effectivement destructrices, surtout par rapport à l’environnement, nous semble plus appropriée et plus significative que le schéma bien connu de la contradiction entre forces productives (dynamiques) et rapports de production (qui les enchaînent). Par ailleurs, cette formule permet de donner un fondement critique et non apologétique au développement économique, technologique, scientifique, et donc d’élaborer un concept de progrès “différencié” (E. Bloch)<sup>4</sup>. »

Qu’il soit marxiste ou pas, en Europe, le mouvement ouvrier traditionnel – syndicats, partis sociaux-démocrates et communistes – reste encore profondément marqué par l’idéologie du progrès et par le productivisme : en plusieurs occasions, il lui est arrivé de défendre, sans se poser trop de questions, l’énergie nucléaire ou l’industrie automobile. Certes, il connaît un début de sensibilisation à l’écologisme,

ces idées se sont répandues notamment dans les syndicats et les partis de gauche des pays nordiques, en Espagne, en Allemagne, etc.

### **Les impasses de l'écologisme**

La grande contribution de l'écologie a été – et est encore – de nous faire prendre conscience des dangers qui menacent la planète, lesquels sont la conséquence de l'actuel mode de production et de consommation. L'augmentation exponentielle des agressions contre l'environnement et la menace grandissante d'une rupture de l'équilibre écologique déterminent un scénario-catastrophe qui pose la question de la survivance même de l'espèce humaine sur terre. Nous sommes confrontés à une *crise de civilisation* qui exige des changements radicaux.

Malheureusement, les propositions avancées par les courants dominants de l'écologie politique européenne ont été jusqu'à présent très insuffisantes ou aboutissent à des impasses. Leur principale faiblesse réside dans leur ignorance de la connexion entre productivisme et capitalisme. La négation de ce lien consubstantiel conduit à l'illusion d'un « capitalisme propre » ; ou bien à l'idée qu'il est possible et souhaitable de réformer le capitalisme afin d'en contrôler les « excès » (par exemple, il pourrait être corrigé par des écotaxes). Et les courants majoritaires de l'écologie politique tiennent pour similaires les économies bureaucratiques de commandement et les économies du productivisme occidental : ils renvoient dos à dos capitalisme et « socialisme », qu'ils considèrent comme des variantes du même modèle. Or, cet argument a perdu beaucoup de son intérêt depuis l'écroulement du prétendu « socialisme réel ».

Les écologistes se trompent s'ils pensent pouvoir faire l'économie de la critique marxienne du capitalisme. Une écologie qui ne se rend pas compte du rapport entre « productivisme » et logique du profit est vouée à l'échec – ou pire, à la récupération par le système. Les exemples ne manquent pas... L'absence de position anticapitaliste cohérente a conduit la plupart des partis verts européens – en France, en Allemagne, en Italie, et en Belgique notamment – à devenir de simples partenaires « éco-réformistes » de la gestion sociale-libérale du capitalisme par les gouvernements de centre gauche.

Considérant les travailleurs comme irrémédiablement voués au productivisme, certains écologistes font l'impasse sur le mouvement ouvrier et ont inscrit sur leur drapeau : « Ni gauche, ni droite ». D'ex-marxistes convertis à l'écologie déclarent hâtivement « adieu à la classe ouvrière » (André Gorz), tandis que d'autres (Alain Lipietz) insistent pour que ses partisans quittent le « rouge » – c'est-à-dire le marxisme ou le socialisme – et adhèrent absolument au « vert », nouveau paradigme

qui apporterait une réponse à tous les problèmes économiques et sociaux.

Enfin, dans les courants dits fondamentalistes ou de *deep ecology*, on voit s'esquisser, au prétexte de combattre l'*hubris* humaine dévastatrice et l'anthropocentrisme, un refus de l'humanisme qui conduit à des positions relativistes. Celles-ci tendent à mettre toutes les espèces vivantes au même niveau. Faut-il vraiment considérer que le bacille de Koch ou l'anophèle ont le même droit à la vie qu'un enfant malade de tuberculose ou de malaria ?

## **L'écosocialisme**

Qu'est-ce donc que l'écosocialisme ? Il s'agit d'un courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Pour les écosocialistes, la logique du marché et du profit – de même que celle de l'autoritarisme bureaucratique de feu le « socialisme réel » – est incompatible avec les exigences de sauvegarde de l'environnement naturel. Tout en critiquant l'idéologie des courants dominants du mouvement ouvrier, les écosocialistes savent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour toute transformation radicale du système, et pour l'établissement d'une nouvelle société, socialiste et écologique.

L'écosocialisme s'est développé principalement au cours des trente dernières années, grâce aux travaux de penseurs tels que Manuel Sacristán, Raymond Williams, Rudolf Bahro (dans ses premiers écrits) et André Gorz, ainsi que grâce aux précieuses contributions de James O'Connor, Barry Commoner, John Bellamy Foster, Joel Kovel (États-Unis), Juan Martinez-Alier, Francisco Fernandez Buey, Jorge Riechman (Espagne), Jean-Paul Deléage, Jean-Marie Harribey (France), Elmar Altvater, Frieder Otto Wolf (Allemagne), et beaucoup d'autres, qui s'expriment dans un réseau de revues telles que *Capitalism, Nature and Socialism*, *Ecologia Politica*, etc.

Ce courant est loin d'être politiquement homogène, mais la plupart de ses représentants partagent plusieurs idéaux communs : tous sont en rupture avec l'idéologie productiviste du progrès – dans sa forme capitaliste et/ ou bureaucratique – et opposés à l'expansion infinie d'un mode de production et de consommation destructeur de la nature. Ce courant manifeste une tentative originale d'articuler les idées fondamentales du socialisme marxiste avec les acquis de la critique écologique.

James O'Connor définit comme écosocialistes les théories et les mouvements qui aspirent à subordonner la valeur d'échange à la valeur d'usage, en organisant la production en fonction des besoins sociaux et des exigences de la protection de l'environnement. Leur but commun, un socialisme écologique, se traduirait par une

société écologiquement rationnelle fondée sur le contrôle démocratique, l'égalité sociale et la prédominance de la valeur d'usage<sup>5</sup>. J'ajouterai que cette société suppose la propriété collective des moyens de production, une planification démocratique qui permette à la société de définir les buts de la production et les investissements, et une nouvelle structure technologique des forces productives.

Autrement dit, une transformation révolutionnaire au niveau social et économique<sup>6</sup>.

Le raisonnement écosocialiste repose sur deux arguments essentiels :

Premièrement, le mode de production et de consommation actuel des pays capitalistes avancés, fondé sur une logique d'accumulation illimitée (du capital, des profits, des marchandises), de gaspillage des ressources naturelles, de consommation ostentatoire et de destruction accélérée de l'environnement, ne peut aucunement être étendu à l'ensemble de la planète, sous peine de crise écologique majeure. Selon des calculs déjà anciens, si l'on généralisait à l'ensemble de la population mondiale la consommation moyenne d'énergie des États-Unis, les réserves connues de pétrole seraient épuisées en *dix-neuf jours*<sup>7</sup>. Ce système est donc nécessairement fondé sur le maintien et l'aggravation d'inégalités criantes, à commencer par celle entre le Nord et le Sud.

Deuxièmement, en tout état de cause, la continuation du « progrès » capitaliste et l'expansion de la civilisation fondée sur l'économie de marché – même sous cette forme brutalement inégalitaire – menacent directement, à moyen terme (toute prévision serait hasardeuse), la survivance même de l'espèce humaine. La sauvegarde de l'environnement naturel est donc un impératif pour l'homme.

La rationalité bornée du marché capitaliste, avec son calcul immédiatiste des pertes et des profits, est intrinsèquement contradictoire avec une rationalité écologique, qui prend en compte la temporalité longue des cycles naturels. Il ne s'agit pas d'opposer les « mauvais » capitalistes écocides aux « bons » capitalistes verts : c'est le système lui-même, fondé sur l'impitoyable compétition, les exigences de rentabilité, la course au profit rapide, qui est destructeur des équilibres naturels. Le prétendu capitalisme vert n'est qu'une manœuvre publicitaire, une étiquette visant à vendre une marchandise, ou, dans le meilleur des cas, une initiative locale équivalant à une goutte d'eau sur le sol aride du désert capitaliste.

Contre le fétichisme de la marchandise et l'autonomisation de l'économie par le néolibéralisme, l'enjeu auquel est suspendu l'avenir, c'est la mise en œuvre d'une « économie morale », au sens que donnait l'historien britannique Edward P. Thompson à ce terme, c'est-à-dire une politique économique fondée sur des critères non monétaires et extra-économiques : en d'autres termes, la « réintrication » de l'économie dans l'écologique, le social et le politique<sup>8</sup>.

Les réformes partielles sont totalement insuffisantes : il faut remplacer la micro-rationalité du profit par une macro-rationalité sociale et écologique, ce qui exige un véritable *changement de civilisation*<sup>9</sup>. Cela est impossible sans une profonde réorientation *technologique*, visant au remplacement des sources actuelles d'énergie par d'autres, non polluantes et renouvelables, telles que l'énergie éolienne ou solaire<sup>10</sup>. La première question qui se pose est donc celle du contrôle des moyens de production, et surtout des décisions d'investissement et de mutation technologique : le pouvoir décisionnaire en ces domaines doit être arraché aux banques et aux entreprises capitalistes pour être restitué à la société qui seule peut prendre en compte l'intérêt général. Certes, le changement radical concerne non seulement la production, mais aussi la *consommation*. Cependant, le problème de la civilisation bourgeoise/industrielle n'est pas – contrairement à ce que prétendent souvent les écologistes – la « consommation excessive » de la population, et la solution n'est pas une « limitation » générale de la consommation, notamment dans les pays capitalistes avancés. C'est le *type de consommation* actuel, fondé sur l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation marchande, l'obsession accumulatrice, qui doit être mis en question.

Une réorganisation d'ensemble du mode de production et de consommation est nécessaire, selon des critères *extérieurs au marché capitaliste* : les besoins réels de la population (« solvables » ou non) et la sauvegarde de l'environnement. En d'autres termes, *une économie de transition au socialisme*, « ré-encadrée » (comme dirait Karl Polanyi) dans l'environnement social et naturel, parce que découlant du choix démocratique, effectué par la population elle-même, des priorités et des investissements – et non par les « lois du marché » ou par un Politburo omniscient. En d'autres termes, une planification démocratique locale, nationale et, tôt ou tard, internationale définissant : 1. quels produits devront être subventionnés ou même distribués gratuitement ; 2. quelles options énergétiques devront être poursuivies, même si elles ne sont pas, dans un premier temps, les plus « rentables » ; 3. comment réorganiser le système des transports, en fonction de critères sociaux et écologiques ; 4. quelles mesures prendre pour réparer, le plus vite possible, les gigantesques dégâts environnementaux laissés « en héritage » par le capitalisme. Et ainsi de suite...

Cette transition conduirait non seulement à un nouveau mode de production et à une société égalitaire et démocratique, mais aussi à un *mode de vie alternatif*, à une *civilisation nouvelle*, écosocialiste, au-delà du règne de l'argent, des habitudes de consommation artificiellement induites par la publicité et de la production à l'infini de marchandises nuisibles à l'environnement (la voiture individuelle !).

Utopie ? Au sens étymologique (« nulle part »), sans doute. Mais si l'on ne croit pas, avec Hegel, que « tout ce qui est réel est rationnel, et tout ce qui est rationnel est réel », comment penser une rationalité substantielle sans faire appel à des utopies ?

L'utopie est indispensable au changement social, elle tire sa force des contradictions de la réalité et des mouvements sociaux réels. C'est le cas de l'écosocialisme, qui propose une stratégie d'alliance entre les « rouges » et les « verts », non pas au sens politicien étroit des partis sociaux-démocrates et des partis verts, mais au sens large, c'est-à-dire entre le mouvement ouvrier et le mouvement écologiste – et la solidarité avec les opprimé(e)s et exploité(e)s du Sud.

Cette alliance présuppose que l'écologie renonce à l'idée d'un naturalisme antihumaniste, séductrice pour certains, et abandonne sa prétention à se substituer à la critique de l'économie politique. Cette convergence implique aussi que le marxisme se débarrasse du productivisme, en remplaçant le schéma mécaniste de l'opposition entre le développement des forces productives et les rapports de production qui l'entravent, par l'idée, bien plus féconde, que les forces potentiellement productives sont effectivement des forces destructrices<sup>11</sup>.

### **Développement des forces productives ou subversion de l'appareil de production ?**

Un certain marxisme classique, s'appuyant sur quelques passages de Marx et d'Engels, part de la contradiction entre forces et rapports de production pour définir la révolution sociale comme la suppression des rapports de production capitalistes, devenus un obstacle au libre développement des forces productives. Cette conception semble considérer l'appareil productif comme « neutre » ; et une fois libéré des rapports de production imposés par le capitalisme, il pourrait avoir un développement illimité. L'erreur de cette conception théorique n'est plus à prouver.

Il faut rejeter cette perspective. D'un point de vue écosocialiste, on peut réfuter cette conception en s'inspirant des commentaires de Marx sur la Commune de Paris : les travailleurs ne peuvent pas s'emparer de l'appareil d'État capitaliste et le faire fonctionner à leur service. Ils doivent le « briser » et le remplacer par un autre, de nature totalement distincte, une forme non étatique et démocratique de pouvoir politique, écrit-il dans *La Guerre civile en France* (1871).

La même analyse vaut, *mutatis mutandis*, pour l'appareil productif : par sa nature et sa structure, il n'est pas neutre, il est au service de l'accumulation du capital et de l'expansion illimitée du marché. Il est en contradiction avec les exigences de sauvegarde de l'environnement et de santé de la force de travail. Il faut donc le « révolutionnariser » en transformant radicalement sa nature. Cela peut signifier, pour certaines branches de la production – par exemple certaines techniques de pêche intensive et industrielle (responsables de la quasi-extinction de nombreuses espèces marines), les coupes à blanc dans les forêts tropicales, les centrales nucléaires, etc., la

liste est très longue – de le « briser ».

C'est l'ensemble du mode de production et de consommation, construit entièrement autour d'une consommation énergétique toujours croissante, de la voiture individuelle et de nombreux autres produits ménagers énergivores – qui doit être transformé, avec la suppression des rapports de production capitalistes et le commencement d'une transition au socialisme. Il va de soi que chaque transformation du système productif ou des transports – remplacement progressif de la route par le train, par exemple – doit se faire avec la garantie du plein emploi de la force de travail.

Quel sera l'avenir des forces productives dans cette transition vers le socialisme – un processus historique qui ne se compte pas en mois ni en années ? Deux écoles s'affrontent au sein de ce qu'on pourrait appeler la gauche écologique. L'école optimiste, selon laquelle, grâce au progrès technologique et aux énergies douces, le développement des forces productives socialistes pourrait satisfaire « chacun selon ses besoins » (reprenant le schéma de l'expansion illimitée), n'intègre pas les limites naturelles de la planète, et finit par reproduire, sous l'étiquette « développement durable », le modèle socialiste ancien. L'école pessimiste, qui part de ces limites naturelles et considère qu'il faut limiter, de façon draconienne, la croissance démographique et le niveau de vie des populations, caresse, parfois, le rêve d'une « dictature écologique éclairée » : comme il faudrait réduire de moitié la consommation d'énergie, au prix d'un renoncement à notre mode de vie (maison individuelle, chauffage très confortable, etc.), ces mesures, qui seraient fort impopulaires, ne pourraient être imposées que sans l'assentissement de la société.

Il me semble que ces deux écoles partagent une conception purement *quantitative* du développement des forces productives. Il y a une troisième position, qui me paraît plus appropriée, dont l'hypothèse principale est le *changement qualitatif* du développement : mettre fin au monstrueux gaspillage des ressources par le capitalisme, fondé sur la production à grande échelle de produits inutiles ou nuisibles, pour orienter la production vers la satisfaction des besoins authentiques, à commencer par ceux qu'on peut désigner comme « bibliques » : l'eau, la nourriture, le vêtement, le logement.

Comment distinguer les besoins authentiques de ceux artificiels et factices ? Ces derniers sont induits par le système de manipulation mentale qui s'appelle « publicité ». Pièce indispensable au fonctionnement du marché capitaliste, la publicité est vouée à disparaître dans une société de transition vers le socialisme, pour être remplacée par de l'information, fournie par les associations de consommateurs. Le critère pour distinguer un besoin authentique d'un besoin artificiel, c'est sa persistance après la suppression de la publicité...

La voiture individuelle répond à un besoin réel, mais, dans un projet écosocialiste

fondé sur l'abondance des transports publics gratuits, celle-ci aura un rôle bien plus réduit que dans la société bourgeoise, où elle est devenue un fétiche marchand, un signe de prestige et le centre de la vie sociale, culturelle, sportive et érotique des individus.

Certes, répondront les pessimistes, mais les individus sont mus par des désirs et des aspirations infinis, qu'il faut contrôler et refouler. Or, l'écosocialisme est fondé sur un pari, qui était déjà celui de Marx : la prédominance, dans une société sans classes, de l'« être » sur l'« avoir », c'est-à-dire la réalisation personnelle dans des activités culturelles, ludiques, érotiques, sportives, artistiques, politiques, plutôt que l'accumulation de biens et de produits.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de conflit entre les exigences de protection de l'environnement et les besoins sociaux, entre les impératifs écologiques et les nécessités du développement, notamment dans les pays pauvres. C'est à la démocratie socialiste, libérée des impératifs du capital et du marché, de résoudre ces contradictions.

### **Convergences dans le combat**

L'utopie révolutionnaire d'un socialisme vert ou d'un « communisme solaire » ne signifie pas que l'on ne doit pas agir dès maintenant. Ne pas avoir d'illusion sur la possibilité d'écologiser le capitalisme ne veut pas dire renoncer à engager le combat pour des réformes immédiates. Par exemple, certaines formes d'écotaxes peuvent être utiles, à condition qu'elles soient portées par une logique sociale égalitaire (faire payer les pollueurs et non les consommateurs), et qu'on se débarrasse du mythe qu'il serait possible de calculer, au prix du marché, le coût des dégâts (externalités) écologiques : ce sont des variables incommensurables du point de vue monétaire. Nous avons désespérément besoin de gagner du temps, de lutter immédiatement pour l'interdiction des gaz fluorés CFC qui détruisent la couche d'ozone, pour un moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), pour des limitations sévères des émissions de gaz à effet de serre, pour privilégier les transports publics<sup>12</sup> à la voiture individuelle polluante et antisociale.

Le piège qui nous menace sur ce terrain, c'est de voir nos revendications prises formellement en compte, mais vidées de leur contenu. Un cas exemplaire de ce détournement a été donné par le protocole de Kyoto sur le changement climatique, qui prévoyait une réduction minimale de 5 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 pour la période d'engagement 2008-2012 – bien trop peu pour des résultats vraiment probants dans le phénomène de réchauffement climatique de la planète. Les États-Unis, principale puissance responsable des émissions de gaz, avant

d'être dépassées en 2009 par la Chine, se refusent toujours obstinément à ratifier le protocole ; quant à l'Europe, le Japon et le Canada, ils l'ont certes ratifié, mais en l'assortissant de clauses, dont le célèbre marché de droits d'émission, ou la reconnaissance des prétendus puits de carbone, dispositions qui réduisent énormément la portée, déjà limitée, du protocole. Plutôt que les intérêts à long terme de l'humanité ont primé ceux, à courte vue, des multinationales du pétrole et du complexe industriel de l'automobile<sup>13</sup>.

Le combat pour des réformes écosociales sera porteur d'une dynamique de changement, de transition entre les demandes minimales et le programme maximal, à la condition que l'on se soustrait aux pressions des intérêts dominants, qui avancent en invoquant les « lois du marché », la « compétitivité » ou la « modernisation ».

Déjà se manifeste un besoin de convergence et d'articulation cohérente des mouvements sociaux et des mouvements écologistes, des syndicats et des défenseurs de l'environnement, des « rouges » et des « verts » : à commencer par la lutte contre le système de la dette et les politiques d'ajustement ultralibérales imposées par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Union européenne aux conséquences sociales et écologiques dramatiques : chômage massif, destruction des services publics, des protections sociales et des cultures vivrières, épuisement des ressources naturelles pour favoriser l'exportation ; et la nécessité de produire localement des biens peu polluants, aux normes contrôlées, et d'assurer la souveraineté alimentaire des populations, contre l'avidité des grandes entreprises capitalistes<sup>14</sup>.

Le combat pour une nouvelle civilisation, à la fois plus humaine et plus respectueuse de la nature, passera par une mobilisation de l'ensemble des mouvements sociaux émancipateurs qu'il faut associer. Comme le dit si bien Jorge Riechmann, « ce projet ne peut renoncer à aucune des couleurs de l'arc-en-ciel : ni le rouge du mouvement ouvrier anticapitaliste et égalitaire, ni le violet des luttes pour la libération de la femme, ni le blanc des mouvements non violents pour la paix, ni le noir de l'anti-autoritarisme des libertaires et des anarchistes, et encore moins le vert de la lutte pour une humanité juste et libre sur une planète habitable<sup>15</sup>. »

### **Émergence de la question écosociale au Sud**

L'écologie sociale est devenue une force sociale et politique présente dans la plupart des pays européens, mais aussi, dans une certaine mesure, aux États-Unis. Toutefois, rien ne serait plus faux que de considérer que les questions écologiques ne concernent que les pays du Nord, qu'elles seraient un luxe de plus des sociétés riches. Dans les pays du capitalisme périphérique (« Sud ») émergent des mouvements

sociaux à dimension écologique qui réagissent à une aggravation croissante des problèmes écologiques sur leur continent, en Asie, en Afrique ou en Amérique latine : bien souvent, il s'agit là des conséquences d'une politique délibérée d'exportation des productions polluantes ou des déchets des pays impérialistes du Nord. Cette politique est d'ailleurs assortie d'un discours économique la légitimant imbattable : du point de vue de la logique du marché, formulée par Lawrence Summers lui-même, éminent expert, ancien chef économiste de la Banque mondiale et ancien Secrétaire au Trésor américain, les pauvres coûtent moins cher ! Ce qui dit, dans ses propres termes, donne : « Le calcul du coût de la pollution nuisible à la santé dépend de la perte de rendement due à la morbidité et à la mortalité accrues. De ce point de vue, une quantité donnée de pollution nuisible à la santé devrait être réalisée dans le pays aux coûts les plus bas, c'est-à-dire le pays aux salaires les plus bas<sup>16</sup>. » Une formulation cynique qui traduit sans faux-semblants la logique du capital globalisé. Au moins sa phrase a-t-elle le mérite de la franchise par rapport à tous les discours lénifiants des institutions financières internationales qui ne cessent d'invoquer le « développement ».

Dans les pays du Sud se sont formés des mouvements que l'économiste barcelonais Joan Martinez-Alier appelle l'« écologie du pauvre », ou encore le néo-narodnisme<sup>17</sup> écologique. Celui-ci désigne par là des mobilisations populaires en défense de l'agriculture paysanne et l'accès communal aux ressources naturelles, menacés de destruction par l'expansion agressive du marché (ou de l'État), ainsi que des luttes contre la dégradation de l'environnement immédiat provoquée par l'échange inégal, l'industrialisation dépendante, les manipulations génétiques et le développement du capitalisme dans les campagnes : l'« agro-business ». Souvent, ces mouvements ne se définissent pas comme écologistes, mais leur combat n'en a pas moins une dimension écologique déterminante<sup>18</sup>. Il va de soi qu'ils ne s'opposent pas aux améliorations apportées par le progrès technologique : au contraire, la demande d'électricité, d'eau courante, les besoins de canalisation et d'égouts, l'implantation de dispensaires médicaux figurent en bonne place dans les plateformes de leurs revendications. Ce qu'ils refusent, c'est la pollution et la destruction de leur milieu naturel au nom des lois du marché et des impératifs de l'expansion capitaliste.

Un texte du dirigeant paysan péruvien Hugo Blanco exprime remarquablement le sens de cette « écologie des pauvres » : « À première vue, les défenseurs de l'environnement ou les conversationnistes paraissent être de gentils types, légèrement fous, dont le principal objectif dans l'existence est d'empêcher la disparition des baleines bleues ou des ours pandas. Le peuple ordinaire a des préoccupations bien plus importantes, par exemple obtenir son pain quotidien. [...] Cependant, il existe au Pérou un grand nombre de gens qui sont des défenseurs de l'environnement. Bien sûr,

si on leur dit : “Vous êtes des écologistes”, ils hocheront la tête et répondront probablement “Écologiste ta sœur”... Et pourtant, les habitants de la ville d’Ilo et des villages environnants, en lutte contre la pollution provoquée par la Southern Peru Copper Corporation [exploitation minière de cuivre] ne sont-ils pas des défenseurs de l’environnement ? [...] Et la population de l’Amazonie n’est-elle pas totalement écologiste, prête à mourir pour défendre ses forêts contre la déprédation ? De même, la population pauvre de Lima, lorsqu’elle proteste contre la pollution des eaux<sup>19</sup>. »

Au début du <sup>xxi</sup>e siècle, l’écologie sociale est devenue l’une des formations les plus importantes du vaste mouvement contre la globalisation capitaliste néolibérale qui s’est répandue aussi bien au nord qu’au sud de la planète. La présence massive des écologistes a été l’une des caractéristiques frappantes de la grande manifestation de Seattle contre l’Organisation mondiale du commerce en 1999, qui a lancé le mouvement international de contestation. Lors du premier Forum social mondial à Porto Alegre en 2001, un des actes symboliques forts fut l’opération d’arrachage d’une plantation de maïs transgénique de la multinationale Monsanto menée par des militants du Mouvement des paysans sans terre brésilien (MST) et par la Confédération paysanne française de José Bové. Le combat contre la multiplication incontrôlée des OGM mobilise au Brésil, en Inde, en France et dans d’autres pays, non seulement le mouvement écologique, mais aussi le mouvement paysan, et une partie de la gauche, avec la sympathie de l’opinion publique, inquiète des conséquences imprévisibles des manipulations transgéniques sur la santé publique et l’environnement naturel.

Lutte contre la marchandisation du monde et défense de l’environnement, résistance à la dictature des multinationales et combat pour l’écologie sont intimement liés dans la réflexion et la pratique du mouvement mondial contre la mondialisation capitaliste/libérale.

<sup>1</sup>- Voir à ce sujet l’excellent ouvrage de Joel Kovel, *The Enemy of Nature. The end of capitalism or the end of the world ?*, New York, Zed Books, 2002.

<sup>2</sup>- Walter Benjamin, *Sens unique (Einbahnstraße, 1928)* Paris, Lettres Nouvelles-Maurice Nadeau, 1978, p. 243 ; et « Thèses sur la philosophie de l’histoire », in *L’Homme, le Langage et la Culture*, Paris, Denoël, 1971, p. 190. On peut aussi mentionner le théoricien socialiste autrichien Julius Dickmann, auteur d’un essai pionnier publié en 1933 dans la revue française *La Critique sociale* : selon lui, le socialisme serait le résultat non pas d’un « essor impétueux des forces productives », mais plutôt une nécessité imposée par le « rétrécissement du réservoir de ressources naturelles » dilapidées par le capital. Le développement « irréfléchi » des forces productives par le capitalisme mine les conditions mêmes d’existence du genre humain. (« La véritable limite de la production capitaliste », *La Critique sociale*, n° 9, septembre 1933).

<sup>3</sup>- James O’Connor, « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », in « L’écologie, ce matérialisme historique », *Actuel Marx* n° 12, Paris, 1992, pp. 30 et 36.

<sup>4</sup>- Tiziano Bagarolo, « Encore sur marxisme et écologie », *Quatrième Internationale*, n° 44, mai-

juillet 1992, p. 25.

5- James O'Connor, *Natural Causes. Essays in Ecological Marxism*, New York, The Guilford Press, 1998, pp. 278, 331.

6- John Bellamy Foster emploie le concept de « révolution écologique », mais il explique : « Une révolution écologique à l'échelle planétaire digne de ce nom ne peut avoir lieu que dans le cadre d'une révolution sociale – et je réitère, socialiste – plus large. Une telle révolution [...] nécessiterait, comme Marx le soulignait, que l'association des producteurs puisse réguler rationnellement la relation métabolique entre l'homme et la nature [...]. Elle doit être inspirée des idées de William Morris, un des plus original et écologiste héritiers de Karl Marx, de Gandhi et d'autres figures radicales, révolutionnaires et matérialistes, dont Marx lui-même, en allant jusqu'à Épicure » (John B. Foster, « Organizing Ecological Revolution », *Monthly Review*, vol. 57, n° 5, 2005, pp. 9-10).

7- María Mies, « Liberación del consumo o politización de la vida cotidiana », *Mientras Tanto*, n° 48, Barcelone, 1992, p. 73.

8- Voir Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif*, Paris, Fayard, 1995, pp. 385-386, 396 et Jorge Riechman, *Problemas con los frenos de emergencia ?*, Madrid, Editorial Revolucion, 1991, p. 15.

9- Voir à ce sujet le remarquable essai de Jorge Riechman, « El socialismo puede llegar solo en bicicleta », in *Papeles de la Fondation de Investigaciones Marxistas*, n° 6, Madrid, 1996.

10- Certains marxistes rêvent déjà d'un « communisme solaire » : voir David Schwartzman, « Solar Communism », *Science and Society*, numéro spécial « Marxism and Ecology », vol. 60, n° 3, automne 1996.

11- Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif*, *op. cit.*, pp. 391, 396.

12- Jorge Riechmann, « Necesitamos una reforma fiscal guiada por criterios igualitarios y ecológicos », in *De la economía a la ecología*, Madrid, Editorial Trotta, 1995, pp. 82-85.

13- Voir l'analyse éclairante de John Bellamy Foster, « Ecology against Capitalism », *Monthly Review*, vol. 53, n° 5, octobre 2001, pp. 12-14.

14- Voir Pierre Rousset, « Convergence de combats. L'écologique et le social », *Rouge*, 16 mai 1996, pp. 8-9.

15- Jerge Riechmann, « El socialismo puede llegar solo en bicicleta », *op. cit.*, p. 57.

16- « Let them eat pollution », *The Economist*, 8 février 1992.

17- Allusion à l'organisation russe anti-tsariste qui avait pris le nom de « Narodnaïa volia » (littéralement, la volonté du peuple) ; proche du révolutionnaire Netchaïev qui prône le terrorisme, elle n'existe que deux années, de 1879 à 1881.

18- Joan Martinez-Alier, « Political Ecology, Distributional Conflicts, and Economic Incommensurability », *New Left Review*, n° 211, mai-juin 1995, pp. 83-84.

19- Article dans le quotidien *La Republica*, Lima, 6 avril 1991 (cité par Joan Martinez-Alier, « Political Ecology, Distributional Conflicts, and Economic Incommensurability », *op. cit.*, p. 74).

## Chapitre 2

### Écosocialisme et planification démocratique

« S'il est impossible d'appliquer des réformes au capitalisme afin de mettre les bénéfices au service de la survie humaine, quelle alternative existe-t-il, si ce n'est d'opter pour un genre d'économie planifiée au niveau national et international ? Des problèmes tels que le changement climatique nécessitent la "main visible" de la planification directe [...]. Au sein du capitalisme, nos dirigeants corporatistes ne peuvent absolument pas s'empêcher de prendre systématiquement des décisions sur l'environnement et l'économie qui sont erronées, irrationnelles et, en fin de compte, suicidaires au niveau mondial, étant donné la technologie qu'ils ont à leur disposition. Alors, quel autre choix avons-nous si ce n'est d'envisager une véritable alternative écosocialiste ?<sup>1</sup> »

*Richard SMITH*

L'écosocialisme a pour objet de fournir une alternative de civilisation radicale à ce que Marx appelait le « *progrès destructif* » du capitalisme<sup>2</sup>. Il propose une politique économique qui satisfasse les besoins sociaux et maintienne l'équilibre écologique ; celle-ci doit donc être fondée sur des critères non monétaires et extra-économiques. Les principes fondateurs de l'écosocialisme trouvent leur origine dans le mouvement écologique, ainsi que dans la critique marxiste de l'économie politique. Cette synthèse dialectique – envisagée par un large spectre d'auteurs, d'André Gorz à Elmar Altvater, de James O'Connor, à Joel Kovel et John Bellamy Foster – est à la fois une critique de l'« écologie de marché », qui s'adapte au système capitaliste, et du « socialisme productiviste », qui reste indifférent à la question des limites de la nature.

Selon les écosocialistes, les écologistes politiques ne semblent pas prendre en considération la contradiction intrinsèque qui existe entre la dynamique capitaliste, fondée sur l'expansion illimitée du capital et l'accumulation des profits, et la préservation de l'environnement. Ils font certes une critique du productivisme souvent pertinente, mais qui ne mène pas pour autant plus loin que les réformes « écologiques », dérivées de l'« économie de marché ».

Au <sup>xxe</sup> siècle, la social-démocratie et le mouvement communiste d'inspiration soviétique ont accepté le modèle de production existant : pour la première, une version réformée – tout au mieux keynésienne – du système capitaliste, pour le deuxième, une forme de productivisme autoritaire et collectiviste – ou capitalisme d'État. Dans les deux cas, les enjeux environnementaux étaient négligés, ou du moins marginalisés.

Karl Marx et Friedrich Engels eux-mêmes avaient conscience des conséquences destructrices du mode de production capitaliste sur l'environnement. Plusieurs extraits du *Capital*, ainsi que d'autres écrits, nous l'indiquent<sup>3</sup>. De plus, ils estimaient que le but du socialisme n'était pas de produire de plus en plus de biens, mais de donner aux êtres humains du temps libre pour qu'ils puissent développer pleinement leur potentiel. À ce niveau, ils partagent peu l'idée du « productivisme », telle définie par une expansion illimitée de la production comme but en soi.

Cependant, dans plusieurs de leurs textes, il est suggéré que la transformation socialiste ne concerne que les relations capitalistes de la production, lesquelles seraient un obstacle (le terme employé le plus souvent est celui de « chaînes ») au libre développement des forces productives. Socialisme voudrait donc surtout dire appropriation sociale de ces capacités productives en les mettant au service des travailleurs. Voici, par exemple, un passage de l'*Anti-Dühring* de Friedrich Engels, texte « canonique » s'il en est pour nombre de générations marxistes : sous le régime socialiste « la société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes » dans le système existant<sup>4</sup>.

Le cas de l'Union soviétique illustre les problèmes qui découlent d'une appropriation collectiviste de l'appareil productif capitaliste. La thèse de la socialisation des forces productives existantes a prédominé dès l'instauration du régime en 1917. À la suite de la révolution d'Octobre, très rapidement, le processus de bureaucratisation stalinien a mis au point et appliqué des méthodes productivistes, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie ; lorsque la paysannerie résistait, la politique du régime était imposée par des moyens totalitaires quitte à éliminer les réfractaires ou supposés tels. Dans les années 1960, les autorités soviétiques intensifient la culture du coton en Asie centrale, alimentée par l'eau de la mer d'Aral : dès 1918, elles avaient planifié d'assécher cette mer pour produire du riz et du coton. La catastrophe de Tchernobyl en 1986 est l'exemple extrême des conséquences désastreuses de l'imitation des technologies occidentales de production. Si le changement des formes de propriété n'est pas suivi d'une gestion démocratique et d'une réorganisation écologique du système de production, c'est l'impasse.

Dans les écrits de quelques dissidents marxistes des années 1930, tels que Walter Benjamin, point déjà une critique de l'idéologie productiviste du « progrès », ainsi

que de l'idée d'une exploitation « socialiste » de la nature. Toutefois, c'est surtout au cours des dernières décennies du <sup>xx</sup>e siècle que l'écosocialisme proprement dit a mis à mal la thèse de la neutralité des forces productives.

Le système productif doit être transformé dans son ensemble. Le contrôle public des moyens de production et une planification démocratique qui prenne en compte la préservation des équilibres écologiques sont indispensables. Ils constituent deux piliers de l'écosocialisme : conformément à ces principes, l'investissement résultera de décisions d'ordre public tout comme le changement technologique ; ces deux domaines de compétence seront enlevés aux banques et aux entreprises capitalistes, si l'on veut qu'ils servent le bien commun de la société.

Pourtant, il ne suffit pas de remettre cette compétence entre les mains des travailleurs, c'est-à-dire la stricte catégorie des « actifs ». Dans *Le Capital*, livre III, Marx définit le socialisme comme une société dans laquelle « les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges (*Stoffwechsel*) avec la nature ». Dans le livre premier, il élargit cependant son approche : le socialisme est conçu comme « une association d'êtres humains (*Menschen*) libres qui travaillent avec des moyens communs (*gemeinschaftlichen*) de production<sup>5</sup> ». Cette conception est beaucoup plus appropriée : elle englobe « producteurs », et consommateurs, population productive et « non productive », les étudiants, la jeunesse, les femmes (et hommes) au foyer, les retraités, etc.

Dans ce sens, l'ensemble de la société sera libre de choisir démocratiquement les lignes productives à privilégier et le niveau des ressources qui devront être investies dans l'éducation, la santé ou la culture<sup>6</sup>. Le prix des biens eux-mêmes ne serait plus fixé selon les lois de l'offre et de la demande, mais déterminé selon des critères sociaux, politiques et écologiques. Au début, seuls les impôts sur certains produits et des subventions pour d'autres seraient appliqués, mais, idéalement, de plus en plus de produits et de services seraient distribués gratuitement selon la volonté des citoyens.

Loin d'être « despotique » en soi, la planification démocratique est l'exercice de la liberté de décision que se donne l'ensemble de la société. Un exercice nécessaire pour se libérer des « lois économiques » et des « cages de fer » aliénantes que sont les structures capitalistes et bureaucratiques. La planification démocratique associée à la réduction du temps de travail serait un progrès considérable de l'humanité vers ce que Marx appelait « le royaume de la liberté » : l'augmentation du temps libre est en fait une condition de la participation des travailleurs à la discussion démocratique et à la gestion de l'économie comme de la société.

Les partisans du marché intégral et du libre-échange justifient leur opposition catégorique à toute forme d'économie organisée par l'échec de la planification soviétique. On sait, sans engager une discussion sur les réussites et les échecs de

l'exemple soviétique, qu'il s'agissait de toute évidence d'une forme de « dictature sur les besoins », pour citer l'expression employée par György Márkus et ses collègues de l'École de Budapest : un système non démocratique et autoritaire qui donnait le monopole des décisions à une oligarchie restreinte de techno-bureaucrates. Ce n'est pas la planification qui a mené à la dictature. Ce sont la limitation croissante de la démocratie au sein de l'État soviétique et l'instauration d'un pouvoir bureaucratique totalitaire après la mort de Lénine qui ont donné lieu à un système de planification de plus en plus autoritaire et non démocratique. S'il est vrai que le socialisme est défini comme le contrôle des processus de production par les travailleurs et par la population en général, alors l'Union soviétique sous Staline puis sous ses successeurs fut très loin de correspondre à cette définition.

L'échec de l'URSS illustre les limites et les contradictions d'une planification bureaucratique, dont l'inefficacité et le caractère arbitraire ont précipité la chute du régime : il ne peut pas servir d'argument contre l'application d'une planification réellement démocratique<sup>7</sup>. La conception socialiste de la planification n'est rien d'autre que la démocratisation radicale de l'économie : s'il est certain que les décisions politiques ne doivent pas revenir à une petite élite de dirigeants, pourquoi ne pas appliquer le même principe aux décisions d'ordre économique ? *A fortiori*, lorsque la chose économique est la matière politique par excellence. La question de l'équilibre entre les mécanismes du marché et ceux de la planification est sans doute un enjeu complexe. Pendant les premières phases de la société de transition à venir, les marchés occuperont certainement encore une place importante, mais leur domaine sera encadré et restreint à mesure que la transition vers le socialisme progressera<sup>8</sup>.

Engels insistait sur le fait qu'une société socialiste « aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles de divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan [...]»<sup>9</sup>. Dans le système capitaliste, la valeur d'usage n'est qu'un moyen – et souvent une astuce – subordonné à la valeur d'échange et à la rentabilité : cela explique en fait pourquoi il y a tant de produits dans notre société sans aucune utilité. Dans une économie socialiste planifiée, la production des biens et des services ne répond qu'au seul critère de la valeur d'usage, ce qui entraîne des conséquences au niveau économique, social et écologique dont l'ampleur serait spectaculaire. Le principal levier de transformation, c'est la valeur d'usage : « Le renforcement de la valeur d'usage et les restructurations subséquentes des besoins deviennent le paramètre social de la technologie, au lieu de la transformation du temps en plus-value et en argent<sup>10</sup> », écrit Joel Kovel.

Entendons-nous bien. Le genre de système de planification démocratique envisagé

ici concerne les principes qui vaudront dans les choix économiques ; et il ne s'agit pas de planifier l'administration des restaurants, des épiceries, des boulangeries, des petits magasins, des entreprises artisanales ni même des services. Il est important de souligner que la planification n'est pas en contradiction avec l'autogestion des travailleurs dans leurs unités de production. Alors que la décision de transformer, par exemple, une usine de voitures en unité de production de bus ou de tramways reviendrait à l'ensemble de la société, l'organisation et le fonctionnement internes de l'usine seraient gérés démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes. On a débattu longuement sur le caractère « centralisé » ou « décentralisé » de la planification, mais l'important reste le contrôle démocratique du plan à tous les niveaux, local, régional, national, continental – et, espérons-le, planétaire – puisque les thèmes de l'écologie tels que le réchauffement climatique sont mondiaux et ne peuvent être traités qu'à cette échelle. Cette proposition pourrait être appelée « planification démocratique globale ». Même à un tel niveau, il s'agirait d'une planification – qui s'oppose à ce qui est souvent décrit comme une « planification centrale » – car les décisions économiques et, sociales ne seraient pas prises par un « centre » quelconque, mais déterminées démocratiquement par les populations concernées.

Bien entendu, dans le cadre d'un système de planification démocratique ne manqueront pas de soulever tensions et contradictions entre les établissements autogérés et les administrations démocratiques locales et d'autres groupes sociaux plus larges. Les négociations amèneront à la résolution de conflits ; en dernier ressort, il reviendra aux groupes concernés les plus larges, et seulement s'ils sont majoritaires, d'exercer leur droit à imposer leurs opinions. Prenons un exemple : une usine autogérée décide de décharger ses déchets toxiques dans un fleuve. La population de toute une région est menacée par cette pollution. Elle peut à ce moment-là, suite à un débat démocratique, décider que la production de cette unité doit être arrêtée jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée. Idéalement, dans une société écosocialiste, les travailleurs de l'usine eux-mêmes auront une conscience écologique suffisante et éviteront de prendre des décisions dangereuses pour l'environnement et pour la santé de la population locale. Néanmoins, le fait d'introduire des moyens garantissant le pouvoir de décision à la population pour défendre l'intérêt général, comme dans l'exemple précédent, ne signifie pas que les questions concernant la gestion interne ne soient pas à soumettre aux citoyens au niveau de l'usine, de l'école, du quartier, de l'hôpital ou du village.

La planification socialiste doit être fondée sur un débat démocratique et pluraliste, à chaque niveau de décision. Issus de partis ou de plateformes politiques, les délégués des organismes de planification sont élus et les diverses propositions sont présentées à tous ceux qu'elles concernent. Autrement dit, la démocratie représentative doit être

enrichie – et améliorée – par la démocratie directe, qui permet aux gens de choisir directement – au niveau local, national et, en dernier lieu, international – entre différentes propositions. Il pourrait être débattu de la gratuité du transport public, d'un impôt spécial payé par les propriétaires de voiture pour subventionner le transport public, du subventionnement de l'énergie solaire, de la réduction du temps de travail (à 30, 25 heures hebdomadaires ou moins), même si cela entraîne une réduction de la production. Le caractère démocratique de la planification ne la rend pas incompatible avec la participation des experts, dont le rôle n'est pas de décider, mais de contribuer aux débats et à l'information publics en appatant leur position – souvent différente, voire opposée. Ernest Mandel résumait ainsi la démocratie qui planifie : « Les gouvernements, les partis politiques, les conseils de planification, les scientifiques, les technocrates ou les individus peuvent faire des propositions, présenter des initiatives et essayer d'influencer les gens... Cependant, dans un système multipartite, de telles propositions ne seront jamais unanimes : les gens feront leur choix entre plusieurs options cohérentes. Ainsi, le droit et le pouvoir effectif de prendre les décisions devraient être aux mains de la majorité des producteurs-consommateurs-citoyens et de personne d'autre. Y a-t-il quelque chose de paternaliste ou de despotique dans cette posture ?[11](#) »

Une objection mérite cependant d'être levée : quelle garantie a-t-on que les gens feront les bons choix, ceux qui protègent l'environnement, même si le prix à payer est lourd ? Car le prix sera le changement d'une partie de leurs habitudes de consommation.

Une telle « garantie » n'existe pas. On ne peut se fier qu'à la rationalité des décisions démocratiques. Il est certain que le peuple fera parfois des erreurs et de mauvais choix, mais les experts ne font-ils pas eux-mêmes des erreurs ? Mandel a observé : « Nous ne pensons pas que “la majorité ait toujours raison” [...]. Tout le monde fait des erreurs. Cela est vrai pour la majorité des citoyens, pour la majorité des producteurs et pour la majorité des consommateurs, tous confondus. Cependant, il y aura une différence essentielle entre eux et leurs prédécesseurs. Dans tout système où le pouvoir est inégal [...], ceux qui prennent les mauvaises décisions sur l'attribution des ressources sont rarement ceux qui paient les conséquences de leurs erreurs [...]. Compte tenu du fait qu'il existe une réelle démocratie politique, des choix culturels réels et de l'information, il est difficile de croire que la majorité préférerait voir ses bois disparaître [...] ou ses hôpitaux en sous-effectif plutôt que de corriger les erreurs d'attribution[12](#). » Il est donc raisonnable d'estimer que les erreurs graves – y compris les décisions incompatibles avec les besoins en matière d'environnement – seront corrigées. En tout cas, l'on peut se demander si le processus démocratique, avec toutes ses limites... ne serait pas moins dangereux que

l'alternative – le marché impitoyable ou une dictature écologiste des « experts<sup>13</sup> » qui se profile si les peuples laissent faire.

Certes, pour que la planification fonctionne, il faut des corps exécutifs et techniques qui puissent mettre en œuvre les décisions, mais leur autorité serait limitée par le contrôle permanent et démocratique exercé par les niveaux inférieurs, là où l'autogestion des travailleurs a lieu dans le processus d'administration démocratique. On ne peut toutefois pas s'attendre à ce que la majorité de la population emploie l'intégralité de son temps libre à l'autogestion ou à des réunions participatives. Comme Ernest Mandel l'a remarqué « l'autogestion n'a pas pour effet la suppression de la délégation, mais elle est une combinaison entre la prise des décisions par les citoyens et un contrôle plus strict des délégués par leurs électeurs respectifs<sup>14</sup>. »

Au début des années 2000, le publiciste américain Michael Albert a défini et décrit l'économie qui serait la « vie après le capitalisme » : il l'a appelée « participatory economics » ou *parecon*, l'« économie participaliste ». Celle-ci a été l'objet de débats au sein du mouvement altermondialiste et de Global Justice Movement (le Mouvement pour la justice globale). Cette conception d'une économie postcapitaliste montre de sérieuses limitations, comme l'ignorance de l'écologie ; elle oppose « *parecon* » et « socialisme », qu'elle réduit au modèle bureaucratique et centraliste de l'Union soviétique. Le « *parecon* » a quelques caractéristiques communes avec le genre de planification écosocialiste que nous formulons : refus du marché capitaliste et de la planification bureaucratique anti-autoritarisme et confiance accordée à l'auto-organisation des travailleurs. Le modèle de planification participative d'Albert repose sur une construction institutionnelle complexe. Celle-ci est faite du dialogue, de la concertation permanente des différents acteurs sociaux : « Les travailleurs et les consommateurs déterminent en commun la production en évaluant de façon approfondie toutes les conséquences. Les instances d'assistance décisionnelle annoncent ensuite les indices des prix pour tous les produits, les facteurs de production, dont la main-d'œuvre et le capital fixe. Ces indices sont calculés en fonction de l'année précédente et des changements survenus. Les consommateurs (individus, conseils, fédération de conseils) répondent par des propositions en utilisant ces prix comme une évaluation réaliste de l'ensemble des ressources, du matériel, de la main-d'œuvre, des effets indésirables (tels que la pollution) et des avantages sociaux inhérents à chaque bien ou service. Simultanément, les travailleurs individuels, ainsi que leurs conseils et fédérations, font leurs propres propositions, en annonçant ce qu'ils prévoient de produire et les facteurs de production nécessaires, en se basant eux aussi sur les prix comme estimation de la valeur sociale de la production et des coûts qu'elle implique. Sur la base de propositions rendues publiques par les travailleurs et les consommateurs, les conseils décisionnels peuvent calculer les excès

d'offre ou de demande pour chaque produit et réviser l'indice des prix selon une méthode qui fait l'objet d'un accord social. Les conseils révisent alors à leur tour leurs propositions [...]. Dans la mesure où aucun acteur n'a pas plus d'influence qu'un autre dans le processus de planification, où chacun évalue les coûts et les bénéfices sociaux avec un poids qui correspond à son degré d'implication dans la production et la consommation, ce processus génère simultanément équité, efficacité et autogestion<sup>15</sup>. »

Le principal problème de cette conception – qui, n'est en rien « très simple », contrairement à ce qu'affirme Michel Albert, mais extrêmement élaborée et parfois assez obscure – est qu'elle semble réduire la « planification » à une sorte de négociation entre producteurs et consommateurs sur les prix, les ressources, les produits finis, l'offre et la demande. Concrètement, pour la branche de l'industrie de l'automobile, cela se traduirait par une réunion du conseil de ses travailleurs avec le conseil de consommateurs pour discuter des prix et adapter l'offre à la demande. Ce qui est omis ici, c'est justement l'objet principal de la planification écosocialiste, sa raison d'être : la réorganisation du système de transport, dont l'objectif est de réduire radicalement la place de la voiture personnelle. Le *parecon* privilégie la concertation, secteur économique par secteur, quand l'écosocialisme les remanie dans leur structure à l'instar de plusieurs industries – nucléaire par exemple – ; ou bien cherche à en créer de nouveau, par l'investissement massif, comme l'énergie solaire. Comment toute la production industrielle pourrait-elle être gérée par des « négociations coopératives » entre les unités de production existantes et les conseils de consommateurs, uniquement en encadrant ses « ressources » et ses « prix indicatifs » ?

Le modèle d'Albert conserve de fait les structures technologiques et productives actuelles ; il est trop « économiste » pour prendre en compte les intérêts sociopolitiques et socioécologiques de la population – les intérêts des individus en tant qu'êtres humains et citoyens, vivant dans un environnement naturel menacé, lesquels ne peuvent pas se réduire à leurs intérêts économiques en tant que producteurs et consommateurs. Dans sa conception, non seulement l'État en tant qu'institution est mis à l'écart – ce qui est un choix respectable –, mais la *politique* est aussi écartée, en tant que confrontation de différents choix, qu'ils soient d'ordre économique, social, politique, écologique, culturel ou civilisationnel, au niveau local, national et international.

Ce point est très important parce que le passage du « progrès destructif » du système capitaliste au « socialisme » (ou planification démocratique) est un processus historique, une transformation révolutionnaire et constante de la société, de la culture et des mentalités – et la *politique* au sens large, telle qu'elle a été définie ci-dessus, est indéniablement au cœur de ce processus. Une telle évolution ne peut naître sans un

changement révolutionnaire des structures sociales et politiques et sans le soutien actif d'une large majorité de la population au programme écosocialiste. Cette transition débouchera non seulement sur un nouveau mode de production et une société démocratique et égalitaire, mais aussi sur un *mode de vie* autre : elle aboutirait à une véritable *civilisation* écosocialiste au-delà de l'empire de l'argent, avec ses habitudes de consommation artificiellement induites par la publicité et sa production illimitée de biens inutiles et/ ou nuisibles à l'environnement.

Loin de la conception purement *quantitative* de la « croissance » – positive ou négative –, la planification écosocialiste se donnera pour critère de développement le *qualitatif*. Son objectif premier est de mettre un terme au gaspillage monstrueux des ressources provoqué par le capitalisme. La planification exclura de la production à grande échelle tous les produits inutiles et/ou nuisibles, ainsi que tous ces « produits » fabriqués dans le système capitaliste avec une obsolescence programmée<sup>16</sup>, qui n'ont d'autre utilité que de faire du chiffre d'affaires et de pomper du profit pour les grandes entreprises. La planification ne s'intéressera donc pas uniquement à la « consommation excessive », dans l'abstrait, mais plutôt au type de consommation.

La planification démocratique devra se saisir en priorité de la question alimentaire – si cruciale au Nord comme au Sud –, et de l'agriculture biologique paysanne organisée par unités familiales, coopératives ou fermes collectives, afin d'en finir avec les méthodes destructrices et antisociales de l'industrie de l'agro-business ; elle devra décider de la production de l'industrie chimique. Il n'y aurait nullement la nécessité – comme semblent le croire certains écologistes puritains et ascétiques – de réduire, en termes absolus, le niveau de vie des populations européennes ou nord-américaines. Il faudrait simplement que celles-ci se débarrassent des produits inutiles et dangereux, ceux qui ne satisfont aucun besoin réel et dont la consommation obsessive est soutenue par le système capitaliste.

Autre priorité, les ressources énergétiques renouvelables : l'eau, le vent et le soleil. La question de l'énergie est capitale car l'énergie fossile est responsable de la majeure partie de la pollution de la planète et qu'elle s'épuise. L'énergie nucléaire est une fausse alternative, non seulement en raison du risque de nouveaux Tchernobyl, mais aussi parce que personne ne sait quoi faire des milliers des tonnes de déchets radioactifs – lesquels restent toxiques pendant des centaines, des milliers d'années. Que deviendront les centrales à l'arrêt, polluées et devenues inutiles ? Négligée depuis toujours par les sociétés capitalistes (pour son manque de « rentabilité » ou de « compétitivité »), l'énergie solaire doit, dans la planification démocratique, devenir l'objet de recherches et de développement poussés. Elle doit jouer un rôle central dans la construction d'un système énergétique alternatif.

Dans le domaine du transport, la voiture individuelle soulève des problèmes

complexes. Les véhicules individuels sont une nuisance publique. À l'échelle planétaire, ils tuent ou mutilent des centaines de milliers de personnes chaque année. Ils polluent l'air des grandes villes – avec des conséquences néfastes sur la santé des enfants et des personnes âgées – et contribuent considérablement au changement climatique. Mais force est de constater que la voiture satisfait des besoins bien réels dans les conditions actuelles du capitalisme. Dans les grandes villes européennes, où les autorités se sont préoccupées de l'environnement, des expériences locales – approuvées par la majorité de la population – montrent qu'il est possible de limiter progressivement la place de la voiture particulière pour privilégier le bus et le tramway. La planification démocratique pourrait se saisir de la question du maillage du territoire par les transports ferroviaires, aussi bien pour les voyageurs que pour le fret.

Dans cette perspective, il sera beaucoup plus facile de réduire drastiquement le transport routier de marchandises – responsable d'accidents tragiques et du niveau de pollution trop élevé – pour le remplacer par le transport ferroviaire, ou le ferroutage : seule la logique absurde de la « compétitivité » capitaliste explique le développement du transport par camion. Il n'en reste pas moins que l'automobile n'a pas que sa valeur d'usage, et que sa valeur symbolique est énorme, et ce depuis sa création<sup>17</sup>.

La publicité a envahi nos rues, nos boîtes aux lettres, nos écrans de télévision, nos journaux et nos paysages d'une manière insidieuse, permanente et agressive. L'industrie publicitaire contribue directement aux habitudes de consommation ostensible et compulsive. D'elle et de son existence il devra être décidé dans le cadre de la planification démocratique. Elle est la cause d'un gaspillage phénoménal de pétrole, d'électricité, de temps de travail, de papier et de substances chimiques, parmi d'autres matières premières – le tout payé par les consommateurs. Il s'agit d'une branche de « production » qui n'est pas seulement inutile du point de vue humain, mais qui est aussi en contradiction avec les besoins sociaux réels. Alors que la publicité est une dimension indispensable dans une économie de marché capitaliste, elle n'aurait pas sa place dans une société en transition vers le socialisme.

C'est une chose de reconnaître en l'homme ses désirs de représentation, son besoin d'ostentation, c'est une autre de favoriser la publicité, qui relève de la manipulation mentale. L'aspiration qui doit être cultivée est celle du temps libre sur le désir de posséder d'innombrables objets. Le fétichisme de la marchandise qu'entretient et exploite la publicité incite à l'achat compulsif. Rien ne prouve que ce mode d'être par l'« avoir » fasse partie de « l'éternelle nature humaine ». Comme Ernest Mandel l'a souligné, « l'accumulation permanente de biens de plus en plus nombreux (dont l'« utilité marginale » est en baisse) n'est nullement un trait universel ni permanent du comportement humain. Une fois les besoins de base satisfaits, les motivations

principales évoluent : développement des talents et des penchants gratifiants pour soi-même, préservation de la santé et de la vie, protection des enfants, développement de relations sociales enrichissantes...[18](#) »

Les conflits existeront et se feront jour : entre les besoins de protection environnementale et les besoins sociaux, entre les obligations en matière d'écologie et la nécessité de développer les infrastructures de base, entre les habitudes populaires de consommation et le manque de ressources. Ce sera le rôle de la planification démocratique, dans une perspective écosocialiste libérée des contraintes du capital et du profit, de les résoudre grâce à des discussions ouvertes et pluralistes conduisant la société elle-même à prendre les décisions. Une telle démocratie, commune et participative, est le seul moyen non pas d'éviter de faire des erreurs, mais de les corriger par la collectivité sociale elle-même.

S'agit-il d'une utopie ? Au sens étymologique – « quelque chose qui n'existe nulle part » –, certainement. Pourtant, les utopies, c'est-à-dire les visions d'un monde alternatif, les images idéales d'une société différente ne sont-elles pas une caractéristique nécessaire à tout mouvement visant à défier l'ordre établi ? Comme l'explique Daniel Singer dans son testament littéraire et politique, *À qui appartient l'avenir ?*, dans un puissant chapitre intitulé « Une utopie réaliste » : « Si l'establishment semble si solide en dépit des circonstances, et si le mouvement des travailleurs – ou la gauche en général – est à ce point handicapé et paralysé, c'est que nulle part ne se présente de projet alternatif radical [...]. La règle du jeu consiste à ne mettre en question ni les principes de raisonnement ni les fondements de la société. Seule une alternative globale, brisant cette résignation et cette capitulation, pourra donner au mouvement d'émancipation une réelle envergure[19](#). »

L'utopie socialiste et écologique n'est qu'une *possibilité objective*. Elle n'est pas le résultat mécanique des contradictions du capitalisme ni des « lois de fer de l'Histoire ». On ne peut prédire le futur que sous forme conditionnelle : la logique capitaliste mènera à des désastres écologiques dramatiques menaçant la santé et la vie de millions d'êtres humains, voire la survie de notre espèce, si l'on n'assiste pas à un changement radical du paradigme civilisationnel et à une transformation écosocialiste.

Les expériences au niveau local telles que les zones sans voitures dans plusieurs villes européennes, les coopératives d'agriculture organique lancées par le Mouvement des sans-terre au Brésil (MST), ou le budget participatif de Porto Alegre sont des exemples limités, mais pas inintéressants du changement social et écologique. Avec ses assemblées locales qui décidaient des priorités du budget, Porto Alegre, était capitale de l'État de Rio Grande de Sul peut-être, malgré ses limites et jusqu'à l'échec de la gauche aux élections municipales en 2002, l'exemple le plus intéressant d'une « planification par en bas[20](#) ».

Il n'y aura pas de transformation radicale ni de transition vers l'écocialisme tant que les forces engagées dans un programme radical, socialiste et écologique, ne seront pas hégémoniques, au sens où l'entendait le théoricien italien Antonio Gramsci. Dans un sens, le temps est notre allié, car nous travaillons pour le seul changement capable de résoudre les problèmes de l'environnement, dont la situation ne fait que s'aggraver. D'un autre côté, le temps nous est compté ; dans quelques années – personne ne saurait dire combien –, les dégâts pourraient être irréversibles. Il n'y a pas de raison d'être optimiste : le pouvoir des élites actuelles à la tête du système est immense, et les forces d'opposition radicale sont encore modestes. Pourtant, elles sont le seul espoir que nous avons pour mettre un frein au « progrès destructif » du capitalisme. Walter Benjamin proposait de définir la révolution non comme « locomotive de l'Histoire », mais comme l'action salvatrice de l'humanité qui tire sur le frein d'urgence avant que le train ne sombre dans l'abysse<sup>21</sup>...

<sup>1</sup>- Richard Smith, « The engine of ecocollapse », *Capitalism, Nature and Socialism*, vol. 16, n° 4, 2005, p. 35.

<sup>2</sup>- Karl Marx, *Das Kapital*, volume I, Berlin, Dietz Verlag, 1960, pp. 529-30. Pour une analyse remarquable de la logique destructrice du capital, voir Joel Kovel, *The Enemy of Nature. op. cit.*, 2002.

<sup>3</sup>- Voir John B. Foster, *Marx's Ecology. Materialism and Nature*, New York, Monthly Review Press, 2000.

<sup>4</sup>- Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales, 1950, p. 318.

<sup>5</sup>- Karl Marx, *Das Kapital*, volume III, *op. cit.*, 1968, p. 828 et volume I, *op. cit.*, 1960, p. 92. On retrouve une problématique semblable dans le marxisme contemporain. L'économiste Ernest Mandel, par exemple, défendait une « planification centraliste mais démocratique sous l'autorité d'un congrès national constitué par plusieurs conseils de travailleurs dont les membres seraient en grande partie des travailleurs réels » (Ernest Mandel « Economics of transition period », in Ernest Mandel (dir.), *50 Years of World Revolution*, New York, Pathfinder Press, 1971, p. 286). Dans des écrits plus récents, il fait plutôt référence aux « producteurs et consommateurs ». Ernest Mandel, théoricien socialiste de la planification démocratique éclairé n'avait pas inclus dans sa réflexion économique le sujet de l'écologie.

<sup>6</sup>- Ernest Mandel définissait la planification de la façon suivante : « Une économie planifiée signifie [...], pour les ressources relativement rares de la société, qu'elles ne soient pas réparties aveuglément ("à l'insu du producteur-consommateur") par l'action de la loi de la valeur, mais qu'elles soient consciemment attribuées selon des priorités établies au préalable. Dans une économie de transition où la démocratie socialiste règne, l'ensemble des travailleurs détermine démocratiquement le choix de ces priorités » (Ernest Mandel, *op. cit.*, p. 282).

<sup>7</sup>- « Du point de vue de la masse salariale, les sacrifices imposés par la bureaucratie arbitraire ne sont ni plus ni moins "acceptables" que ceux qui sont imposés par les mécanismes du marché. Les deux types de sacrifices ne sont que deux formes différentes d'aliénation » (Ernest Mandel, *ibid.*, p. 285).

<sup>8</sup>- Dans son remarquable livre sur le socialisme, l'économiste marxiste argentin Claudio Katz souligne que la planification démocratique, supervisée depuis les niveaux locaux par la majorité de la population, « diffère selon qu'il s'agit d'une centralisation absolue, d'une étatisation absolue, d'un communisme de guerre ou d'une économie planifiée. La primauté de la planification sur le marché est nécessaire pour la transition, mais il ne faudrait pas supprimer les variables du marché. L'association des deux instances devrait être adaptée à chaque situation et à chaque pays ». Toutefois, « le but du processus socialiste n'est pas de maintenir un équilibre figé entre le plan et le marché, mais de promouvoir une suppression progressive de la place du

marché » (Claudio Katz, *El Porvenir del Socialismo*, Buenos Aires, Herramienta/Imago Mundi, 2004, pp. 47-48).

9- Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, *op. cit.*, p. 349.

10- Joel Kovel, *The Enemy of Nature*, *op. cit.*, p. 215.

11- Ernest Mandel, *Power and Money*, Londres, Verso, 1991, p. 209.

12- Ernest Mandel, « In defense of socialist planning », *New Left Review*, n° 1, vol. 159, 1986, p. 31.

13- Certains écologistes estiment que la seule alternative au productivisme est d'*arrêter* la croissance dans son ensemble. Pour ce faire, il faut réduire drastiquement le niveau de consommation de la population et renoncer aux maisons individuelles, au chauffage central et aux machines à laver, entre autres, pour baisser la consommation d'énergie de moitié. Pour imposer des mesures d'austérité draconiennes forcément impopulaires, quelques avocats de la décroissance jouent avec l'idée d'une sorte de « dictature écologique ».

Voir l'ouvrage sur la « décroissance », Majiel Rahnama (avec Victoria Bawtree) (dir.), *The Post-Development Reader*, Atlantic Highlands, Zed Books, 1997. Et Michel Bernard *et ali* (dir.), *Objectif Décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2004. Le principal théoricien français de la décroissance est Serge Latouche, auteur de *La Planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, 1991 ; *Le Pari de la décroissance*, Fayard, 2006 et du *Petit Traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007.

14- Ernest Mandel, *Power and Money*, *op. cit.*, p. 204.

15- Michel Albert, *Après le capitalisme. Éléments d'économie participaliste*, Marseille, Agone, coll. « Contre-feux », 2003, pp. 121-122.

16- Là l'on voit que le capitalisme, depuis la fin des années 1960, a lui aussi placé de la « planification » qui est de la dilapidation des ressources) pour augmenter constamment et à un rythme artificiel la production.

17- Ernest Mandel était conscient de cette résistance et se montrait sceptique sur la rapidité des changements dans les habitudes de consommation, en particulier avec la voiture individuelle par exemple : « Si, malgré les arguments de poids tels que la défense de l'environnement parmi tant d'autres, [les producteurs et les consommateurs] voulaient perpétuer la domination de la voiture individuelle à carburant et continuer à polluer leurs villes, ce serait leur droit. Quant aux orientations de consommation enracinées, les changements sont souvent assez lents. Peu sont ceux qui pensent que les travailleurs américains renonceraient à leurs autos le lendemain d'une révolution socialiste » (Ernest Mandel, « In defense of socialist planning », *op. cit.*, p. 30). Certes, Mandel a raison d'insister sur l'idée que le changement des modèles de consommation ne doit pas être imposé, mais il sous-estime beaucoup l'impact qu'aurait un système de transport public généralisé et gratuit (ou peu cher).

18- Ernest Mandel, *Power and Money*, *op. cit.*, p. 206.

19- Daniel Singer, *À qui appartient l'avenir ? Pour une utopie réaliste*, Bruxelles, Complexe, 2004, pp. 304-305.

20- Voir Sergio Baieler, *The Porto Alegre Thermidor*, in *Socialist Register 2003 : Fighting Identities*, vol 39. (<http://www.thesocialistregister.com>).

21- Walter Benjamin, *Gesammelte Schriften*, volume I/3, Francfort, Suhrkamp, 1980, p. 1232.

## II

# Marxisme et écosocialisme

## Chapitre 3

### Progrès destructif : Marx, Engels et l'écologie

Dans quelle mesure la pensée de Marx et d'Engels est-elle compatible avec l'écologie moderne ? Peut-on concevoir une lecture écologique de Marx ? Quels sont les acquis du marxisme indispensables à la constitution d'un écosocialisme à la hauteur des défis du <sup>XXI</sup>e siècle ? Et quelles sont les conceptions de Marx qui exigent une « révision » en fonction de ces exigences ?

Mon point de départ est la constatation suivante : premièrement, les thèmes écologiques ne prennent pas une place centrale dans le dispositif théorique marxien ; deuxièmement, les écrits de Marx et d'Engels sur le rapport entre les sociétés humaines et la nature sont loin d'être univoques et peuvent donc être l'objet d'interprétations différentes. À partir de ces prémisses, j'essaierai de mettre en évidence quelques tensions ou contradictions dans les textes des fondateurs du matérialisme historique, en soulignant cependant les pistes qu'ils donnent pour une écologie d'inspiration marxiste.

#### **Quelles sont les principales critiques que les écologistes adressent à la pensée de Marx et d'Engels ?**

Tout d'abord, on décrit les deux penseurs comme partisans d'un progressisme conquérant, « prométhéen », qui oppose l'homme à la nature et fait de lui « comme le maître et possesseur » du monde naturel, selon la formule de Descartes. Il est vrai que l'on trouve chez les deux de nombreuses références aux notions de « contrôle », de « maîtrise » ou même de « domination » de la nature. Par exemple, selon Engels, dans le socialisme, les êtres humains « pour la première fois deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société<sup>1</sup> ». Cependant, comme nous le verrons plus loin, les termes « maîtrise » ou « domination » de la nature renvoient souvent à la connaissance des lois de la nature.

Ensuite, ce qui frappe dès les premiers écrits de Marx, c'est son naturalisme affiché, sa vision de l'être humain comme un être naturel, inséparable de son

environnement naturel. La nature, écrit Marx dans les *Manuscrits de 1844*, « est le corps non organique de l'homme ». Ou encore : « Dire que la vie physique et intellectuelle de l'homme est indissolublement liée à la nature ne signifie pas autre chose, sinon que la nature est indissolublement liée avec elle-même, car l'homme est une partie de la nature. »

Certes, Marx se réclame de l'humanisme, mais il définit le communisme comme un humanisme qui est en même temps un « naturalisme achevé » ; et, surtout, il le conçoit comme la vraie solution de l'« antagonisme entre l'homme et la nature ». Grâce à l'abolition positive de la propriété privée, la société humaine deviendra l'« achèvement de l'unité essentielle de l'homme avec la nature, la vraie résurrection de la nature, le naturalisme accompli de l'homme et l'humanisme accompli de la nature<sup>2</sup> ».

Ces passages ne s'occupent pas directement du problème écologique – ni *a fortiori* des menaces sur l'environnement –, mais ils s'inscrivent dans une logique qui permet une approche du rapport homme-nature qui ne soit pas unilatérale. Dans un texte célèbre d'Engels sur le « rôle du travail dans la transformation du singe en homme » (1876), c'est cette conception du naturalisme qui fonde sa critique de l'activité prédatrice de l'homme sur l'environnement : « Nous ne devons pas nous vanter trop de nos victoires humaines sur la nature. Pour chacune de ces victoires, la nature se venge sur nous. Il est vrai que chaque victoire nous donne, en première instance, les résultats attendus, mais en deuxième et troisième instances, elle a des effets différents, inattendus, qui trop souvent annulent le premier. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie Mineure et ailleurs, ont détruit les forêts pour obtenir de la terre cultivable n'ont jamais imaginé qu'en éliminant ensemble avec les forêts les centres de collecte et les réservoirs d'eau, ils ont jeté les bases pour l'état désolé actuel de ces pays. Quand les Italiens des Alpes ont coupé les forêts de pins des versants sud, si aimés dans les versants nord, ils n'avaient pas la moindre idée qu'en agissant ainsi ils coupaient les racines de l'industrie laitière de leur région ; encore moins prévoyaient-ils que par leur pratique ils privaient leurs sources montagnardes d'eau pour la plupart de l'année [...]. Les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui est en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement<sup>3</sup>. »

Certes, ce passage a un caractère très général ; il ne met pas en cause le mode de production capitaliste, mais les civilisations anciennes n'en constituent pas moins un argument écologique d'une surprenante modernité, aussi bien par sa mise en garde

contre les destructions générées par la production que par sa critique de la déforestation.

Selon les écologistes, Marx, suivant en cela l'économiste anglais David Ricardo, attribuerait l'origine de toute valeur et de toute richesse au travail humain, négligeant l'apport de la nature. Cette critique résulte, à mon avis, d'un malentendu : Marx utilise la théorie de la valeur-travail pour expliquer l'origine de la *valeur d'échange* dans le cadre du système capitaliste. En revanche, la nature participe dans la formation des vraies richesses, qui ne sont pas les valeurs d'échange, mais les *valeurs d'usage*. Cette thèse est très explicitement avancée par Marx dans la *Critique du programme de Gotha* (1875), texte dirigé contre les idées du socialiste allemand Ferdinand Lassalle et de ses disciples :

« Le travail n'est pas *la source* de toute richesse. La *nature* est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien, tout de même, la richesse réelle !) que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme<sup>4</sup>. »

### **Les écologistes accusent Marx et Engels de productivisme. Cette accusation est-elle justifiée ?**

Non, dans la mesure où personne n'a autant dénoncé que Marx la logique capitaliste de production pour la production, l'accumulation du capital, des richesses et des marchandises comme un but en soi. L'idée même de socialisme – au contraire de ses misérables contrefaçons bureaucratiques – est celle d'une production de *valeurs d'usage*, de biens nécessaires à la satisfaction des nécessités humaines. L'objectif suprême du progrès technique selon Karl Marx n'est pas l'accroissement infini de biens (l'« avoir »), mais *la réduction de la journée de travail*, et l'accroissement du temps libre (l'« être »)<sup>5</sup>.

Cependant, il est vrai que l'on trouve souvent chez Marx ou chez Engels (et encore plus dans le marxisme ultérieur) une posture peu critique envers le système de production industrielle créé par le capital, et une tendance à faire du « développement des forces productives » le principal vecteur du progrès. De ce point de vue, le texte « canonique » est la célèbre préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), un des écrits de Marx les plus marqués par un certain évolutionnisme, par la philosophie du progrès, par le scientisme (le modèle des sciences de la nature) et par une vision nullement problématisée des forces productives :

« À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la

société entrent en contradiction avec les rapports de production existants [...]. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. [...] Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir<sup>6</sup>. »

Dans ce passage célèbre, les forces productives apparaissent comme « neutres », et la révolution n'a pour tâche que d'abolir les rapports de production qui sont devenus une « entrave » à un développement illimité de celles-ci.

Le passage suivant des *Grundrisse* (« Principes », 1857-1859, esquisses du *Capital*) est un bon exemple de l'admiration trop peu critique de Marx pour l'œuvre « civilisatrice » de la production capitaliste, et pour son instrumentalisation brutale de la nature : « Ainsi donc, la production fondée sur le capital crée d'une part l'industrie universelle, c'est-à-dire le surtravail en même temps que le travail créateur de valeurs ; d'autre part, un système d'exploitation générale des propriétés de la nature et de l'homme. [...] Le capital commence donc à créer la société bourgeoise et l'appropriation universelle de la nature et établit un réseau englobant tous les membres de la société : *telle est la grande action civilisatrice du capital*.

Il s'élève à un niveau social tel que toutes les sociétés antérieures apparaissent comme des *développements* purement *locaux* de l'humanité et comme une *idolâtrie de la nature*. En effet la nature devient un pur objet pour l'homme, une chose utile. On ne la reconnaît plus comme une puissance. L'intelligence théorique des lois naturelles a tous les aspects de la ruse qui cherche à soumettre la nature aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production<sup>7</sup>. »

Il semble manquer à Marx, comme à Engels, une notion générale des limites naturelles au développement des forces productives<sup>8</sup>. Toutefois, on trouve sous sa plume l'intuition que les forces productives ont un potentiel destructif de celles-ci, comme par exemple dans ce passage de *L'Idéologie allemande* (1845-1846) :

« Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent plus être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent)<sup>9</sup>. »

Malheureusement, cette idée n'est pas développée par les deux auteurs, et il n'est pas sûr que la destruction dont il est question ici soit aussi celle de la nature.

En revanche, dans plusieurs passages qui concernent l'agriculture, on voit s'esquisser une vraie problématique écologique et une critique radicale des catastrophes résultant du productivisme capitaliste : Marx avance une sorte de *théorie de la rupture du métabolisme* entre les sociétés humaines et la nature, qui résulterait

du productivisme capitaliste<sup>10</sup>. Le point de départ de Marx est constitué par les travaux du chimiste et agronome allemand Justus von Liebig, dont « l'un des mérites immortels est d'avoir fait ressortir amplement le côté négatif de l'agriculture moderne au point de vue scientifique<sup>11</sup> », écrit-il. L'expression « *Riß des Stoffwechsels* », littéralement « rupture » ou « déchirure » « du métabolisme » ou « des échanges matériels », apparaît notamment dans un passage du chapitre 47, « Genèse de la rente foncière capitaliste », au livre III du *Capital* :

« D'une part, la grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum en déclin constant, d'autre part elle, elle lui oppose une population industrielle toujours en croissance, entassée dans les grandes villes : elle crée par conséquent des conditions qui provoquent une rupture irréparable (*unheilbaren Riß*) dans le métabolisme (*Stoffwechsel*) social, un métabolisme prescrit par les lois naturelles de la vie ; il en résulte que la force du sol est gaspillée (*verschleudert*), et ce gaspillage s'étend grâce au commerce bien au-delà des limites de chaque pays. (Liebig). [...] La grande industrie et la grande agriculture industrialisée agissent en commun. Tandis qu'à l'origine elles se distinguaient en ceci que la première dévastait (*verwüstet*) et ruinait la force de travail et donc la force naturelle des êtres humains, tandis que la deuxième faisait directement la même chose à la force naturelle du sol, dans leur développement postérieur elles joignirent leurs efforts, dans la mesure où le système industriel dans les campagnes affaiblit aussi le travailleur tandis que l'industrie et le commerce fournissent à l'agriculture les moyens pour épuiser le sol<sup>12</sup>. »

Comme dans la plupart des exemples que nous verrons par la suite, l'attention de Marx se concentre sur l'agriculture et le problème de la dévastation des sols, mais il rattache cette question à un principe plus général : la rupture dans le système des échanges matériels (*Stoffwechsel*) entre les sociétés humaines et l'environnement, en contradiction avec les « lois naturelles » de la vie. Il est intéressant de noter aussi deux suggestions importantes, même si elles ont été peu développées par Marx : la coopération entre l'industrie et l'agriculture dans ce processus de rupture, et l'extension des dégâts, grâce au commerce international, à une échelle globale.

Le thème de la rupture du métabolisme se trouve aussi dans un passage connu du livre I du *Capital* : la conclusion du chapitre sur la grande industrie et l'agriculture. C'est un des rares textes de Marx où il est explicitement question des ravages provoqués par le capital sur l'environnement naturel ; s'y fait jour une vision dialectique des contradictions du « progrès » induit par les forces productives :

« La production capitaliste [...] détruit non seulement la santé physique des ouvriers urbains et la vie spirituelle des travailleurs ruraux, mais trouble encore la circulation matérielle (*Stoffwechsel*) entre l'homme et la terre, et la condition naturelle

éternelle de la fertilité durable (*dauernden*) du sol, en rendant de plus en plus difficile la restitution au sol des ingrédients qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc. Mais en bouleversant les conditions dans lesquelles s'accomplit presque spontanément cette circulation, elle force de la rétablir d'une manière systématique, sous une forme adéquate au développement humain intégral et comme loi régulatrice de la production sociale. [...] En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps est un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du Nord de l'Amérique par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce processus de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en sapant (*untergräbt*) en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur<sup>13</sup>. »

Plusieurs aspects sont notables dans ce texte : tout d'abord, l'idée que le progrès peut être destructif, un « progrès » dans la dégradation et la détérioration de l'environnement naturel donc. L'exemple choisi n'est pas le meilleur, et apparaît trop limité – la perte de fertilité du sol –, mais du moins pose-t-il la question plus générale des atteintes au milieu naturel, aux « conditions naturelles éternelles », par la production capitaliste. L'exploitation et l'abaissement des travailleurs et de la nature sont mis ici en parallèle, comme résultat de la même logique prédatrice, celle qui prévaut dans le développement de la grande industrie et de l'agriculture capitalistes. C'est un thème qui revient souvent dans *Le Capital*, par exemple dans le chapitre consacré à la journée de travail :

« La limitation du travail manufacturier a été dictée par la nécessité, par la même nécessité qui a fait répandre le guano sur les champs d'Angleterre. La même cupidité aveugle qui épuise le sol, attaquait jusqu'à sa racine la force vitale de la nation. [...] Dans sa passion aveugle et démesurée, dans sa gloutonnerie de travail, le capital dépasse non seulement les limites morales, mais encore la limite physiologique extrême de la journée de travail. [...] Et il atteint son but en abrégeant la vie du travailleur, de même qu'un agriculteur avide obtient de son sol un plus fort rendement en épuisant sa fertilité<sup>14</sup>. »

Cette association directe faite par Marx entre l'exploitation du prolétariat et celle de la terre initie bien une réflexion sur l'articulation entre lutte de classes et défense de l'environnement, dans un combat commun contre la domination du capital.

Tous ces textes mettent en évidence la contradiction entre la logique immédiate du capital et la possibilité d'une agriculture fondée sur une temporalité beaucoup plus longue, c'est-à-dire dans une perspective durable et intergénérationnelle qui respecte

l'environnement :

« Même des chimistes agricoles tout à fait conservateurs, comme Johnston par exemple, reconnaissent que la propriété privée est une limite infranchissable pour une agriculture vraiment rationnelle. [...] Tout l'esprit de la production capitaliste, orientée vers le profit monétaire immédiatement proche, est en contradiction avec l'agriculture, qui doit prendre en compte l'ensemble permanent (*ständigen*) des conditions de vie de la chaîne des générations humaines. Les forêts en sont un exemple frappant, qui ne sont administrées dans une certaine mesure en accord avec l'intérêt général que là où elles ne sont pas soumises à la propriété privée mais à la gestion étatique<sup>15</sup>. »

Après l'épuisement du sol, l'autre exemple de catastrophe écologique évoqué fréquemment par Marx et par Engels est celui de la destruction des forêts. Il apparaît à plusieurs reprises dans *Le Capital* :

« Le développement de la civilisation et de l'industrie en général [...] s'est toujours montré tellement actif dans la dévastation des forêts que tout ce qui a pu être entrepris pour leur conservation et leur production est complètement insignifiant en comparaison<sup>16</sup>. »

Les deux phénomènes – la dégradation des forêts et celle du sol – sont d'ailleurs étroitement liés dans leurs analyses. Dans un passage de la *Dialectique de la Nature*, Engels parle de la destruction des forêts cubaines par les grands producteurs de café espagnols et de la désertification qui résulte de l'exploitation des sols ; il la qualifie d'exemple de l'« attitude immédiate et prédatrice envers la nature de l'actuel mode de production » et de l'indifférence pour les effets naturels nuisibles de ses actions à plus long terme<sup>17</sup>.

Le problème de la pollution de l'environnement n'est pas absent des préoccupations des deux penseurs, mais il est abordé presque exclusivement sous l'angle de l'insalubrité des quartiers ouvriers des grandes villes anglaises. L'exemple le plus frappant est contenu dans les pages de *La Condition de la classe ouvrière anglaise* : Engels y décrit avec horreur et indignation l'accumulation des débris et des résidus industriels, déversés dans les rues et les fleuves ; il parle des émanations de gaz carbonique qui empoisonnent l'atmosphère, des « exhalaisons des rivières contaminées et polluées », etc.<sup>18</sup> Implicitement, ces passages, et d'autres analogues, dénoncent la pollution de l'environnement par l'activité industrielle capitaliste, mais la question n'est jamais posée directement.

**Comment Marx et Engels définissent-ils le programme socialiste par rapport à l'environnement naturel ?**

Les deux penseurs semblent souvent concevoir la production socialiste comme l'appropriation *collective* des forces et moyens de production développés par le capitalisme : une fois abolie l'« entrave » que représentent les rapports de production et en particulier les rapports de propriété, ces forces pourront se développer pleinement. Il y aurait donc une sorte de continuité substantielle entre l'appareil productif capitaliste et le socialiste, l'enjeu socialiste étant avant tout la gestion planifiée et rationnelle de cette civilisation matérielle créée par le capital.

Par exemple, dans la célèbre conclusion du chapitre sur l'accumulation primitive du *Capital*, Marx écrit : « Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe vole en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. [...] La production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature<sup>19</sup>. »

Indépendamment du déterminisme fataliste et positiviste qui le caractérise, ce passage semble laisser intact, dans la perspective socialiste, l'ensemble du mode de production créé « sous les auspices » du capital, ne mettant en question que l'« enveloppe » de la propriété privée, devenue une « entrave » pour les ressorts matériels de la production. On retrouve la même logique « continuiste » dans plusieurs passages de l'*Anti-Dühring* (1878) de Friedrich Engels, où il est question du socialisme en tant que développement illimité des forces productives : « La force d'expansion des moyens de production fait sauter les chaînes dont le mode de production capitaliste l'avait chargée. Sa libération des chaînes est la seule condition requise pour un développement des forces productives ininterrompu, progressant à un rythme toujours plus rapide, et par suite, pour un accroissement sans bornes de la production elle-même<sup>20</sup>. »

Il va sans dire que le problème de l'environnement est absent de cette conception du passage au socialisme. Cependant, on trouve aussi d'autres écrits qui prennent en considération la dimension écologique du programme socialiste et ouvrent quelques pistes intéressantes. Nous avons vu que les *Manuscrits de 1844* de Marx se réfèrent au communisme comme la « vraie solution de l'antagonisme entre l'être humain et la nature ». Et dans le passage cité, Marx laisse entendre que les sociétés précapitalistes assuraient « spontanément » (*naturwüchsig*) le métabolisme (*Stoffwechsel*) entre les groupes humains et la nature ; dans le socialisme (le mot n'apparaît pas directement, mais on peut l'inférer par le contexte), on devra rétablir ce cycle matériel « comme loi régulatrice de la production sociale ». Il est dommage que ni Marx ni Engels n'aient développé plus avant leur intuition fondée sur l'idée que les communautés

précapitalistes vivaient « spontanément » en harmonie avec leur milieu naturel, et que la tâche du socialisme sera de rétablir cette harmonie sur des bases nouvelles<sup>21</sup>.

Plusieurs passages de Marx semblent tenir la conservation de l'environnement naturel pour une tâche fondamentale du socialisme. Par exemple, le livre III du *Capital* oppose à la logique capitaliste de la grande production agricole, fondée sur l'exploitation et le gaspillage des forces du sol, une autre logique, de nature socialiste : le « traitement consciemment rationnel de la terre comme éternelle propriété communautaire, et comme condition inaliénable (*unveräußerlichen*) de l'existence et de la reproduction de la chaîne des générations humaines successives ». Un raisonnement analogue se trouve quelques pages plus haut :

« Même une société tout entière, une nation, enfin toutes les sociétés contemporaines prises ensemble, ne sont pas des propriétaires de la terre. Ils n'en sont que les occupants, les usufruitiers (*Nutznießer*), et ils doivent, comme des *boni patres familias*, la laisser en état amélioré aux futures générations<sup>22</sup>. »

En d'autres termes, Marx semble accepter le « Principe responsabilité » qui sera, bien plus tard, cher à Hans Jonas, celui de l'obligation faite à chaque génération de respecter l'environnement – condition d'existence pour les générations humaines à venir.

Dans quelques textes, le socialisme est associé à l'abolition de la séparation entre villes et campagnes, et donc à la suppression de la pollution industrielle urbaine : « Ce n'est que par la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication actuelle de l'air, de l'eau et du sol ; elle seule peut amener les masses qui aujourd'hui languissent dans les villes au point où leur fumier servira à produire des plantes, au lieu de produire des maladies<sup>23</sup>. » La formulation est maladroite – la question étant réduite à un problème de transformation du fumier humain ! –, mais elle pose un problème crucial : comment mettre fin à l'empoisonnement industriel de l'environnement ? Le roman utopique du grand écrivain marxiste libertaire William Morris, *Nouvelles de nulle part* (1890), est une tentative fascinante d'imaginer un monde socialiste nouveau, où les grandes villes industrielles auraient cédé la place à un habitat urbain-rural respectueux de l'environnement naturel.

Enfin, toujours dans ce même livre III du *Capital*, Marx ne définit plus le socialisme comme la « domination » ou le « contrôle » humain sur la nature, mais plutôt comme le contrôle sur les échanges matériels avec la nature : dans la sphère de la production matérielle, « la seule liberté possible est la régulation rationnelle, par l'être humain socialisé, par les producteurs associés, de leur métabolisme (*Stoffwechsel*) avec la nature, qu'ils le contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par lui comme par une puissance aveugle<sup>24</sup> ».

Il ne serait pas difficile de trouver d'autres exemples d'une réelle sensibilité à la question de l'environnement naturel de l'activité humaine. Il n'en reste pas moins qu'il manque à Marx et à Engels une perspective écologique d'ensemble. Par ailleurs, il est impossible de penser une écologie critique à la hauteur des défis contemporains, sans prendre en compte la critique marxienne de l'économie politique, sa mise en question de la logique destructrice induite par l'accumulation illimitée du capital. Une écologie qui ignore ou méprise le marxisme et sa critique du fétichisme de la marchandise est condamnée à n'être qu'un correctif des « excès » du productivisme capitaliste.

On pourrait conclure provisoirement par une suggestion, qui me semble pertinente, avancée par Daniel Bensaid dans son remarquable ouvrage consacré à Marx : reconnaissant qu'il serait aussi abusif d'exonérer Marx des illusions « progressistes » ou « prométhéennes » de son temps que de faire de lui un chantre de l'industrialisation à outrance, il nous propose une démarche bien plus féconde : s'installer dans les contradictions de Marx et les prendre au sérieux. La première de ces contradictions étant, bien sûr, celle entre le credo productiviste de certains textes et l'intuition que le progrès peut être source de destruction irréversible de l'environnement naturel<sup>25</sup>.

### **Quelles transformations le système productif doit-il connaître pour devenir compatible avec la sauvegarde de la nature ?**

Le défi de l'écosocialisme est de réorienter le progrès de façon à le rendre compatible avec la préservation de l'équilibre écologique de la planète.

Le talon d'Achille du raisonnement de Marx et d'Engels était, dans certains textes canoniques, une conception acritique des forces productives capitalistes, c'est-à-dire de l'appareil technique/productif capitaliste/ industriel moderne – comme si elles étaient neutres et comme s'il suffisait aux révolutionnaires de les socialiser, de remplacer leur appropriation privée par une appropriation collective, en les faisant tourner au profit des travailleurs de façon illimitée. Je pense qu'il faudrait appliquer à l'appareil productif façonné par le capital le même raisonnement que Marx proposait, dans *La Guerre civile en France* (1871), au sujet de l'appareil d'État : « La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte<sup>26</sup>. » *Mutatis mutandis*, les travailleurs ne peuvent pas se contenter de prendre telle quelle la machine productive capitaliste et de la faire tourner pour leur compte, ils doivent la transformer radicalement. Une transformation que l'on peut estimer équivalente à celle que Marx appelait de ses vœux dans une lettre à Kugelmann au sujet de la Commune de Paris : « briser

l'appareil d'État » bourgeois deviendrait « briser l'appareil néolibéral ». Ce qui implique non seulement le remplacement des formes d'énergie destructrices par des sources d'énergie renouvelables et non polluantes comme l'énergie solaire, mais aussi une profonde transformation du système productif hérité du capitalisme, ainsi que des systèmes de transport et d'habitat urbain.

Bref, l'écosocialisme implique une rupture radicale avec la civilisation matérielle capitaliste. Dans cette perspective, le projet socialiste vise non seulement une nouvelle société et un nouveau mode de production, mais *aussi un nouveau paradigme de civilisation*.

1- Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, *op.cit.*, p. 322

2- Karl Marx, *Manuscrits de 1844. Économie politique et philosophie*, Paris, Éditions sociales, 1962, pp. 62, 87, 89.

3- Friedrich Engels, *La Dialectique de la nature*, Paris, Éditions sociales, 1968, pp. 180-181.

4- Karl Marx, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Éditions sociales, 1950, p. 18. Voir aussi *Le Capital*, Paris, Garnier-Flammarion, 1969, livre I, p. 47 : « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre, la mère, comme dit William Petty. »

5- Sur l'opposition entre « avoir » et « être », voir *Manuscrits de 1844, op. cit.*, p. 103 : « Moins tu es, moins tu manifestes ta vie, plus tu possèdes, plus ta vie aliénée grandit, plus tu accumules de ton être aliéné. » Sur le temps libre comme principale base du socialisme, voir *Das Kapital, op. cit.*, livre III, p. 828.

6- Karl Marx, Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 3.

7- Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1967, pp. 366-367.

8- Pour une discussion détaillée de cette question, je renvoie au texte de Ted Benton dans ce même volume, p. 95 et 98.

9- Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1970, pp. 67-68.

10- Je reprends ce terme, et l'analyse qui s'en suit, à l'important ouvrage de John Foster Bellamy, *Marx's Ecology, op. cit.*, pp. 155-167.

11- Karl Marx, *Le Capital*, trad. Joseph Roy, Paris, Éditions sociales, 1969, tome I, p. 660.

12- Karl Marx, *Das Kapital*, livre III, *op. cit.*, 1960 ; *Gesammelte Werke*, Band 25, *op. cit.*, p. 821. (ma traduction).

13- Karl Marx, *Le Capital*, livre I, *op. cit.*, p. 363, traduction revue et corrigée d'après l'original allemand, *Das Kapital*, livre I, *op. cit.*, pp. 528-530.

14- Karl Marx, *Le Capital*, livre I, *op. cit.*, pp. 183-200.

15- Karl Marx, *Das Kapital*, livre III, *op. cit.*, pp. 630-631.

16- *Ibid.*, livre II, *op. cit.*, p. 247.

17- Friedrich Engels, *Dialectics of Nature*, Moscou, Progress Publishers, 1964, p. 185.

18- Friedrich Engels, *The Condition of the Working-Class in England (1844)*, in Karl Marx, Friedrich Engels, *On Britain*, Moscow, Foreign Language Publishing House, 1953, pp. 129-130.

19- Karl Marx, *Le Capital*, livre I, *op. cit.*, pp. 566-567.

20- Friedrich Engels, *Anti-Dühring, op. cit.*, p. 321.

21- Cet aspect du texte est perdu dans la traduction du *Capital* par Jean Pierre Lefebvre, que l'on trouve

dans la traduction de l'article de Ted Benton, dans la mesure où « *naturwüchsig* », « spontané » (idée d'une croissance naturelle), est traduit par « origine simplement naturelle ».

[22](#)- Karl Marx, *Das Kapital*, livre III, *op. cit.*, p. 784, 820. Le mot « socialisme » n'apparaît pas dans ces passages, mais il est implicite.

[23](#)- Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, *op. cit.*, p. 335. Voir aussi le passage suivant de *La Question du logement* (Paris, Éditions sociales, 1957, p. 102) d'Engels : « La suppression de l'opposition entre la ville et la campagne n'est pas plus une utopie que la suppression de l'antagonisme entre capitalistes et salariés. [...] Personne ne l'a réclamée avec plus de force que Liebig dans ses ouvrages sur la chimie agricole dans lesquels il demande en premier et constamment que l'homme rende à la terre ce qu'il reçoit d'elle et où il démontre que seule l'existence des villes, notamment des grandes villes, y met obstacle. » La suite de l'argument tourne autour, encore une fois, des « engrais naturels » produits par les grandes villes.

[24](#)- Karl Marx, *Das Kapital*, livre III, *op. cit.* 828. Ted Benton, qui semble avoir lu ce texte en traduction pour son ouvrage *Marx, Malthus and the Greens*, se demande si, en parlant de « contrôler ensemble », Marx se réfère à la nature ou à l'échange avec elle. Le texte allemand ne laisse pas de place au doute, puisqu'il s'agit du masculin (*ihm*) du mot « métabolisme » et non du féminin de « nature »...

[25](#)- Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif*, *op.cit.*, p. 347.

[26](#)- Karl Marx, *La Guerre des classes en France 1871*, in Marx, Engels, Lénine, *Sur la Commune de Paris*, Moscou, Éditions du Progrès, 1971, p. 56.

## Chapitre 4

### La Révolution est le frein d'urgence. Actualité politico-écologique de Walter Benjamin

Walter Benjamin a été l'un des rares marxistes avant 1945 à proposer une critique radicale du concept d'« exploitation de la nature » et du rapport « assassin » de la civilisation capitaliste avec celle-ci.

En 1928, dans son livre *Sens unique (Einbahnstraße)*, il dénonce l'idée de domination de la nature comme un discours « impérialiste » et propose une nouvelle définition de la technique comme « maîtrise des relations entre la nature et l'humanité ». Dans ses écrits des années 1930, il se réfère aux pratiques des cultures prémodernes pour critiquer la « cupidité » destructrice de la société bourgeoise dans son rapport à la nature. « Les plus vieux usages des peuples semblent nous adresser comme un avertissement : nous garder du geste de cupidité quand il s'agit d'accepter ce que nous reçûmes si abondamment de la nature. » Il faudrait « montrer un profond respect » pour la « terre nourricière » ; si, un jour, « la société, sous l'effet de la détresse et de la cupidité, est dénaturée au point de ne plus recevoir que par le vol les dons de la nature [...], son sol s'appauvrira et la terre donnera de mauvaises récoltes », écrit-il. Il semblerait que ce jour soit arrivé...

Dans l'un des textes qui constituent *Sens unique*, on lit sous le titre « Avertisseur d'incendie » une prémonition historique des menaces du progrès, intimement associées au développement technologique impulsé par le capital : si le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat « n'est pas accompli avant un moment presque calculable de l'évolution technique et scientifique (indiqué par l'inflation et la guerre chimique), tout est perdu. Il faut couper la mèche qui brûle avant que l'étincelle n'atteigne la dynamite<sup>1</sup> », note Benjamin. Il s'est trompé en ce qui concerne l'inflation, mais non sur la guerre ; il ne pouvait pas cependant prévoir que l'arme « chimique », c'est-à-dire les gaz létaux, ne serait plus utilisé sur les champs de bataille, comme lors de la Première Guerre mondiale, mais dans des chambres pour l'extermination industrielle des Juifs et des Tziganes. Contrairement au marxisme évolutionniste vulgaire, Benjamin ne conçoit pas la révolution comme le résultat

« naturel » ou « inévitable » du progrès économique et technique (ou de la « contradiction entre forces et rapports de production »), mais comme l'*interruption* d'une évolution historique qui conduit à la catastrophe. L'allégorie de la révolution comme « frein d'urgence » est déjà suggérée dans ce passage.

C'est parce qu'il perçoit la catastrophe que Benjamin se réclame, dans son article sur le surréalisme datant de 1929, du *pessimisme* – un pessimisme révolutionnaire qui n'a rien à voir avec la résignation fataliste, et encore moins avec le *Kulturpessimismus* allemand, conservateur, réactionnaire et pré-fasciste qui sera celui d'un Carl Schmitt, d'un Oswald Spengler, ou d'un Moeller van der Bruck). Le pessimisme est ici au service de l'émancipation des classes opprimées. Sa préoccupation n'est pas le « déclin » des élites, ou de la nation, mais la menace que fait peser sur l'humanité le progrès technique et économique promu par le capitalisme.

La philosophie pessimiste de l'Histoire de Benjamin se manifeste de façon particulièrement aiguë dans sa vision de l'avenir européen « Pessimisme sur toute la ligne. Oui, certes, et totalement. Méfiance quant au destin de la littérature, méfiance quant au destin de la liberté, méfiance quant au destin de l'homme européen, mais surtout trois fois méfiance en face de tout accommodement : entre les classes, entre les peuples, entre les individus. Et confiance illimitée seulement en I.G. Farben et dans le perfectionnement pacifique de la Luftwaffe<sup>2</sup>. »

Le regard lucide permet à Benjamin de percevoir – intuitivement mais avec une étrange acuité l'application méthodique que mettrait le complexe militaro-industriel allemand à détruire l'Europe, parfaitement résumée par l'expression ironique « confiance illimitée ». Bien entendu, il ne pouvait pas prévoir les bombardements de la Luftwaffe sur Londres et les autres villes européennes et sur leurs populations civiles ; et encore moins pouvait-il imaginer que l'industriel I.G. Farben allait, à peine une douzaine d'années plus tard, s'illustrer par la production du Zyklon B, gaz utilisé pour « rationaliser » le génocide, ni que ses usines allaient employer, par centaines de milliers, la main-d'œuvre concentrationnaire. Cependant, unique parmi tous les penseurs et dirigeants marxistes de ces années trente, Benjamin a eu la prémonition des monstrueux désastres dont pouvait accoucher la civilisation industrielle/bourgeoise en crise.

S'il rejette les doctrines du progrès inévitable, il propose cependant une alternative radicale au désastre imminent : l'utopie révolutionnaire. Les utopies, les rêves d'un futur différent naissent, écrit-il dans *Paris, capitale du XIX<sup>e</sup> siècle* (1935), en association intime avec des éléments venus d'une histoire archaïque (*Urgeschichte*), « c'est-à-dire une société sans classes » primitive. Déposées dans l'inconscient collectif, ces expériences du passé, « en rapport réciproque avec le nouveau, donnent naissance à l'utopie<sup>3</sup> ».

Dans son essai de 1935 sur Johann Jakob Bachofen, anthropologue suisse du XIX<sup>e</sup> siècle connu pour ses recherches sur le matriarcat, Benjamin développe de façon plus concrète cette référence à la préhistoire. Si l'œuvre de Bachofen a tant fasciné les marxistes, notamment Friedrich Engels et des anarchistes, dont Élisée Reclus, c'est par son « évocation d'une société communiste à l'aube de l'histoire », une société sans classes, démocratique et égalitaire, avec des formes de communisme primitif qui signifiaient un véritable « bouleversement du concept d'autorité<sup>4</sup> ».

Les sociétés archaïques sont aussi celles d'une plus grande harmonie entre les êtres humains et la nature. Dans son livre inachevé sur les passages parisiens, *Le livre des passages (Passagenwerk)*, il s'oppose à nouveau, de la façon la plus énergique, aux pratiques de « domination » ou d'« exploitation » de la nature par les sociétés modernes. Il rend encore une fois hommage à Bachofen pour avoir montré que la « conception assassine (*mörderisch*) de l'exploitation de la nature », conception capitaliste/moderne prédominante à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, n'existait pas dans les sociétés matriarcales du passé, où la nature était perçue comme une mère généreuse (*schenkende Mutter*<sup>5</sup>).

Il ne s'agit pas pour Benjamin – ni d'ailleurs pour Engels ou Élisée Reclus – de revenir au passé préhistorique, mais de proposer la perspective d'une *nouvelle harmonie* entre la société et l'environnement naturel. Le penseur qui incarne à ses yeux cette promesse d'une réconciliation future avec la nature est le socialiste utopique Charles Fourier. Ce n'est que dans une société socialiste, dans laquelle la production cessera d'être fondée sur l'exploitation du travail humain, que « le travail perdra son caractère d'exploitation de la nature par l'homme. Il suivra alors le modèle du jeu enfantin, qui est chez Fourier à la base du “travail passionné” des “harmoniens”. [...] Un tel travail, effectué dans l'esprit du jeu, ne vise pas la production de valeurs mais l'amélioration de la nature. [...] Une terre cultivée selon cette image [...] serait un lieu où l'action est sœur du rêve<sup>6</sup> ».

Dans les *Thèses sur la philosophie de l'histoire*, son testament philosophique rédigé en 1940, Benjamin revient une nouvelle fois à Fourier. Il appelle de ses vœux « une forme de travail qui, loin d'exploiter la nature, est en mesure de l'accoucher des créations virtuelles qui sommeillent en son sein – rêveries dont l'expression poétique sont ses “fantastiques imaginations”, en fait pleines d'un “surprenant bon sens” ». Cela ne veut pas dire que l'auteur des *Thèses* veut remplacer le marxisme par le socialisme utopique : il considère Fourier comme un complément à Marx. Dans la même thèse XI, il met en évidence la discordance entre les observations de Marx sur la nature du travail et le conformisme du programme social-démocrate de Gotha. Dans le programme de Gotha (qui est une traduction du positivisme social-démocrate), ainsi que dans les écrits de l'idéologue Joseph Dietzgen, note Walter

Benjamin, « le travail vise à l'exploitation de la nature, exploitation qu'on oppose avec une naïve satisfaction à celle du prolétariat ». Il s'agit, selon cette idéologie, d'une « approche de la nature qui rompt sinistrement avec les utopies d'avant 1848 » – ici Benjamin fait une allusion évidente à Fourier. Pire encore, par son culte du progrès technique et son mépris de la nature – « offerte gratis », selon Dietzgen –, ce discours positiviste « présente déjà les traits technocratiques qu'on rencontrera plus tard dans le fascisme<sup>7</sup> ».

Dans les *Thèses* de 1940, Benjamin établit une *correspondance* – au sens donné par Baudelaire à ce terme dans son poème « Les correspondances » – entre théologie et politique : entre le paradis perdu dont nous éloigne la tempête qu'on appelle « progrès », et la société sans classes dans l'aurore de l'histoire ; entre l'ère messianique du futur et la nouvelle société sans classes du socialisme. Comment interrompre la catastrophe permanente, l'accumulation de ruines « jusqu'au ciel », qui résulte du « progrès » (thèse IX) ? Encore une fois, la réponse de Benjamin est à la fois religieuse et profane : c'est la tâche du Messie, dont le « correspondant » profane n'est autre que la Révolution. L'interruption messianique/révolutionnaire du Progrès, voilà la réponse de Benjamin aux menaces que fait peser sur l'humanité la continuation de la tempête maléfique et l'imminence de nouvelles catastrophes. Nous sommes en 1940, deux ans avant que ne soit formulée la Solution finale.

Dans les *Thèses sur la philosophie de l'histoire*, Benjamin se réfère souvent à Marx, mais sur un point important, il prend une distance critique avec l'auteur du *Capital* : « Marx a dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Peut-être que les choses se présentent autrement. Il se peut que les révolutions soient l'acte par lequel l'humanité qui voyage dans le train tire le frein d'urgence<sup>8</sup>. » Implicitement, l'image suggère que si l'humanité permet au train de suivre son chemin – déjà tracé par la structure d'acier des rails – et si rien ne retient sa progression, alors nous nous précipiterons directement dans l'abîme.

Cependant, même Walter Benjamin, le plus pessimiste des marxistes, ne pouvait pas prévoir à quel point le processus d'exploitation et de domination capitaliste de la nature était avancé ni que sa copie bureaucratique en Union soviétique conduirait à des conséquences désastreuses pour l'ensemble de l'humanité.

### **Quelques commentaires sur l'actualité politico-écologique des réflexions de Benjamin**

En ce début du <sup>xxi</sup>e siècle, le train de la civilisation capitaliste n'a pas fait qu'accélérer sa course vers l'abîme, un abîme qui s'appelle catastrophe écologique. Il importe de prendre la mesure de son accélération vertigineuse. En fait, la catastrophe

a déjà commencé, et nous sommes dans une course contre la montre pour tenter de contenir, puis d'arrêter cette fuite en avant.

La révolution est nécessaire, écrivait Benjamin, pour freiner cette course. BanKi-moon, le secrétaire général des Nations unies, qui n'a rien d'un révolutionnaire, dressait, dans *Le Monde* du 5 septembre 2009, le diagnostic suivant : « Nous » – ce « nous » se réfère sans doute aux gouvernements de la planète – « avons le pied collé sur l'accélérateur et nous précipitons vers l'abîme. »

Walter Benjamin avait choisi la métaphore de la « tempête » pour nommer le progrès destructif qui accumule les catastrophes. Le même mot sert au titre du dernier livre de James Hansen, climatologue de la NASA : *Storms of my Grandchildren*. La vérité sur la catastrophe climatique qui s'approche est notre dernière chance pour sauver l'humanité.

Est-ce que l'humanité réussira à tirer le frein révolutionnaire ? Chaque génération, écrit Benjamin dans les *Thèses* de 1940, a reçu une « faible force messianique » : la nôtre aussi. Si nous ne l'utilisons pas avant un moment presque calculable de l'évolution économique et sociale, tout sera perdu, pourrait-on dire pour paraphraser la formule de l'« avertissement d'incendie » de Benjamin.

On a peu à attendre des gouvernements de la planète – à de rares exceptions près. Le seul espoir est à placer dans les mouvements sociaux réels ; parmi ces derniers, un des plus importants aujourd'hui est celui des communautés indigènes, notamment en Amérique latine. Après l'échec de la Conférence des Nations unies sur le climat à Copenhague, s'est tenue en 2010, à Cochabamba en Bolivie, la conférence internationale des Peuples contre le changement climatique et en défense de la Pachamama, la mère Terre. Elle avait été convoquée par le président Evo Morales, qui s'était solidarisé avec les protestations de rue dans la capitale danoise. Les résolutions adoptées à Cochabamba répondent, presque mot pour mot, à l'argument de Benjamin au sujet du traitement criminel de la nature par la civilisation occidentale capitaliste. À l'exemple des communautés traditionnelles, nous devons tous la considérer comme une « mère généreuse ».

Walter Benjamin a été un prophète, c'est-à-dire non pas quelqu'un qui prétend prévoir l'avenir – comme l'oracle grec –, mais au sens de l'Ancien Testament : celui qui attire l'attention du peuple sur les menaces futures. Ses prévisions sont conditionnelles : voici ce qui arrivera, à moins que..., sauf si... Aucune fatalité : l'avenir reste ouvert. Comme l'affirme la thèse XVIII, chaque seconde est la porte étroite par laquelle peut venir le salut.

<sup>1</sup>- Walter Benjamin, *Sens unique*, op. cit., pp. 172-173, 205-206 et 242.

<sup>2</sup>- Walter Benjamin, « Le surréalisme. Dernier instant de l'intelligence européenne », *Gesammelte Schriften*, tome II, Suhrkamp, 1972-1991, pp. 309-310 ; *Gennes*, tome II, Denoël, 1971, p. 312.

3- Walter Benjamin, « Paris, die Hauptstadt des XIX. Jahrhunderts », 1935, in *Gesammelte Schriften*, Suhrkamp Verlag, 1977, vol. 1, p. 47.

4- Walter Benjamin, « Johan Jakob Bachofen », 1935, in *Gesammelte Schriften*, II, 1, pp. 220-230.

5- Walter Benjamin, *Das Passagenwerk*, *Gesammelte Schriften*, VI, 1, p. 456.

6- Walter Benjamin, *Paris, capitale du XIXe siècle. Le Livre des Passages*, Paris, Éditions du Cerf, 2000, pp.376-377

7- Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », *Œuvres*, III, Paris, Gallimard, 2000, p. 436. Comme l'on sait, Walter Benjamin, intercepté à Port-Bou, à la frontière espagnole, et menacé d'être livré à la Gestapo par la police franquiste, a choisi le suicide (août 1940).

8- Walter Benjamin, *Gesammelte Schriften*, I, 3, p. 1232. Il s'agit d'une des notes préparatoires des *Thèses*, qui n'apparaît pas dans la version finale du document. Le passage de Marx auquel se réfère Benjamin figure dans *Luttes de classes en France* (1850) : « *Die Revolutionen sind die Lokomotiven der Geschichte* » (le mot « mondial » ne figure pas dans le texte de Marx).

### III

## Aspects essentiels de la théorie et de la pratique écosocialistes

## Chapitre 5

### Pour une éthique écosocialiste

Le capital est une formidable machine de réification. Depuis la « Grande Transformation » dont parle l'historien de l'économie Karl Polanyi, c'est-à-dire depuis que l'économie capitaliste de marché s'est autonomisée, depuis qu'elle s'est pour ainsi dire « désencastrée » de la société, elle fonctionne selon ses propres lois : les lois impersonnelles du profit et de l'accumulation. Elle suppose, souligne Polanyi, « tout bonnement la transformation de la substance naturelle et humaine de la société en marchandises », grâce à un dispositif, le marché « autorégulateur », qui tend inévitablement à « briser les relations humaines et [...] à anéantir l'habitat naturel de l'homme ». Il s'agit d'un système impitoyable, qui jette les individus des couches défavorisées « sous les roues meurtrières du progrès, ce char de Jagannâth<sup>1</sup> ».

Max Weber avait déjà remarquablement saisi la logique de chosification du capital dans son grand ouvrage, *Économie et Société* : « La réification (*Versachlichung*) de l'économie fondée sur la socialisation du marché suit absolument sa propre légalité objective (*sachlichen*). L'univers réifié (*versachlichte Kosmos*) du capitalisme ne laisse aucune place à une orientation charitable... » Weber en déduit que l'économie capitaliste est structurellement incompatible avec des critères éthiques : « Par contraste avec toute autre forme de domination, la domination économique du capital, du fait de son “caractère impersonnel”, ne saurait être éthiquement réglementée. [...] La compétition, le marché, le marché du travail, le marché monétaire, le marché des denrées, en un mot des considérations “objectives”, ni éthiques, ni anti-éthiques, mais tout simplement non éthiques [...] commandent le comportement au point décisif et introduisent des instances impersonnelles entre les êtres humains concernés<sup>2</sup>. » Dans son style neutre et non engagé, Weber a mis le doigt sur l'essentiel : le capital est intrinsèquement, par essence, « non éthique ».

À la racine de cette incompatibilité, on trouve le phénomène de la *quantification*. Inspiré par la *Rechnenhaftigkeit* – l'esprit de calcul rationnel dont parle Max Weber, le capital est une formidable machine de quantification. Il ne reconnaît que le calcul des pertes et des profits, les chiffres de la production, la mesure des prix, des coûts et des gains. Il soumet l'économie, la société et la vie humaine à la domination de la valeur d'échange de la marchandise, et de son expression la plus abstraite, l'argent. Ces

valeurs quantitatives, qui se mesurent en 10, 100, 1 000 ou 1 000 000, ne connaissent ni le juste ni l'injuste, ni le bien ni le mal : elles dissolvent et détruisent les valeurs qualitatives et, en premier lieu, les valeurs éthiques. Entre les deux, il y a de l'« antipathie », au sens ancien, alchimique, du terme : défaut d'affinité entre deux substances.

Aujourd'hui, ce règne total – en fait, totalitaire – de la valeur marchande, de la valeur quantitative, de l'argent, de la finance capitaliste, a atteint un degré sans précédent dans l'histoire humaine. La logique du système n'est cependant pas nouvelle. Elle avait déjà été saisie par un critique lucide du capitalisme, dès 1847 : « Vint enfin un temps où tout ce que les hommes avaient regardé comme inaliénable devint objet d'échange, de trafic, et pouvait s'aliéner. C'est le temps où les choses mêmes qui jusqu'alors étaient communiquées mais jamais échangées ; données mais jamais vendues ; acquises mais jamais achetées – vertu, amour, opinion, science, conscience, etc. –, où tout enfin passa dans le commerce. C'est le temps de la corruption générale, de la vénalité universelle ou, pour parler dans les termes de l'économie politique, le temps où toute chose, morale ou physique, étant devenue valeur vénale, est portée au marché pour être appréciée à sa plus juste valeur<sup>3</sup>. » L'auteur de ses lignes n'est autre que Karl Marx.

Les premières réactions, non seulement ouvrières, mais aussi paysannes et populaires, à la mercantilisation capitaliste ont eu lieu au nom de certaines valeurs sociales, de besoins sociaux considérés comme plus légitimes que l'économie politique du capital. Étudiant ces mouvements de foule, les émeutes de la faim et les révoltes anglaises du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'historien Edward P. Thompson parle de confrontation entre l'économie morale de la plèbe et l'économie capitaliste de marché, qui trouve alors dans Adam Smith son premier grand théoricien. Les émeutes de la faim, dans lesquelles les femmes jouèrent un rôle décisif, étaient une forme de résistance au marché, au nom de l'ancienne « économie morale » conforme aux normes communautaires traditionnelles, qui avaient leur raison d'être et qui, à long terme, auraient probablement sauvé les couches populaires de la famine<sup>4</sup>.

Le socialisme moderne est l'héritier de cette protestation sociale, de cette « économie morale ». Il entend fonder la production non plus sur les critères du marché et du capital – la « demande solvable », la rentabilité, le profit, l'accumulation –, mais sur la satisfaction des besoins sociaux, le « bien commun », la justice sociale. Il s'agit de valeurs qualitatives, irréductibles à la quantification mercantile et monétaire.

Refusant le productivisme, Marx insistait sur la priorité à donner à l'être des individus – le plein accomplissement de leurs potentialités humaines –, et non à l'avoir, à la possession de biens. Pour lui, le premier besoin social, le plus impératif,

celui qui ouvre les portes du « royaume de la liberté », c'est le temps libre, la réduction de la journée de travail, l'épanouissement des individus dans le jeu, l'étude, l'activité citoyenne, la création artistique, l'amour.

Parmi ces besoins sociaux, il en est un qui prend une importance de plus en plus décisive aujourd'hui – et que Marx n'avait pas suffisamment pris en considération, sauf en quelques passages isolés, c'est le besoin de sauvegarder l'environnement naturel, le besoin d'un air respirable, d'une eau potable, d'une nourriture saine, non infectée par des poisons chimiques ou des radiations nucléaires. Un besoin qui s'identifie, tendanciellement, avec l'impératif même de survie de l'espèce humaine sur la planète, dont l'équilibre écologique est sérieusement menacé par les conséquences catastrophiques – effet de serre, destruction de la couche d'ozone, danger nucléaire – de l'expansion à l'infini du productivisme capitaliste.

Le socialisme et l'écologie partagent des valeurs sociales qualitatives, irréductibles au marché. Ils partagent aussi une révolte contre la « Grande Transformation », contre l'autonomisation réifiée de l'économie par rapport aux sociétés<sup>5</sup>. Cette convergence de sensibilité n'est possible que si les marxistes soumettent à une analyse critique leur conception traditionnelle des « forces productives » – et que si les écologistes rompent avec l'illusion d'une « économie de marché » propre. Cette double opération est l'œuvre d'un courant, l'écosocialisme, qui fait la synthèse entre les deux démarches.

Quels pourraient être les principaux éléments d'une éthique écosocialiste, qui s'oppose radicalement à la logique destructrice et foncièrement « non éthique » de la rentabilité capitaliste et du marché total – ce système de la « vénalité universelle » ?

J'avance ici quelques hypothèses, quelques points de départ.

Tout d'abord il s'agit, me semble-t-il, d'une *éthique sociale*, non pas une éthique des comportements individuels. Elle ne vise pas à culpabiliser les personnes ni à promouvoir l'ascétisme ou l'auto-limitation. Certes, il est important que les individus soient éduqués dans le respect de l'environnement et le refus du gaspillage, mais le véritable enjeu est ailleurs : le changement des structures économiques et sociales capitalistes/marchandes, l'établissement d'un nouveau paradigme de production et de distribution, fondé sur la prise en compte des besoins sociaux – notamment le besoin vital de vivre dans un environnement naturel non dégradé : un changement qui exige des acteurs sociaux, des mouvements sociaux, des organisations écologiques et des partis politiques, et pas seulement des individus de bonne volonté.

La crise écologique, en menaçant l'équilibre naturel de l'environnement, met en danger non seulement la faune et la flore, mais aussi et surtout la santé, les conditions de vie, la survie même de notre espèce. Le combat pour sauver l'environnement, qui

est nécessairement le combat pour un changement de civilisation, est un impératif humaniste, qui concerne non seulement telle ou telle classe sociale, mais l'ensemble des individus, et au-delà d'eux les générations à venir.

Il s'agit aussi d'une *éthique égalitaire* : le mode de production et de consommation actuel des pays capitalistes avancés ne peut aucunement être généralisé à l'ensemble de la planète. Si ce système se maintenait, ce serait au prix d'une aggravation de l'inégalité déjà criante entre le Nord et le Sud. Le projet écosocialiste vise à une redistribution planétaire de la richesse et à un développement en commun des ressources, grâce à un nouveau paradigme productif.

L'exigence éthico-sociale de satisfaction des besoins sociaux n'a de sens que dans un esprit de justice sociale, d'égalité – ce qui ne veut pas dire homogénéisation – et de *solidarité*. Elle implique, en dernière analyse, l'appropriation collective des moyens de production et la distribution des biens et des services « à chacun selon ses besoins ». Elle n'a rien en commun avec la prétendue « équité » libérale, qui veut justifier les inégalités sociales dans la mesure où elles seraient « liées à des fonctions ouvertes à tous dans des conditions d'égalité équitable des chances<sup>6</sup> », selon la définition de Rawls. C'est là l'argument classique des défenseurs de la « libre compétition » économique et sociale.

L'écosocialisme implique aussi une *éthique démocratique* : tant que les décisions économiques et les choix productifs restent aux mains d'une oligarchie de capitalistes, de banquiers et de technocrates – ou, dans le disparu système des économies étatisées, d'une bureaucratie échappant à tout contrôle démocratique –, on ne sortira jamais du cycle infernal du productivisme, de l'exploitation des travailleurs et de la destruction de l'environnement. La démocratisation économique – qui implique la socialisation des forces productives – signifie que les grandes décisions concernant la production et la distribution ne sont pas prises par les « marchés » ni par un Politburo, mais par la société elle-même, après un débat démocratique et pluraliste, où s'opposent des propositions et des options différentes. Elle est la condition nécessaire de l'introduction d'une autre logique socio-économique, et d'un autre rapport à la nature.

L'écosocialisme est une *éthique radicale*, au sens étymologique du mot : une éthique qui se propose d'aller à la racine du mal. Les demi-mesures, les semi-réformes, les conférences de Rio, les marchés de droits de pollution sont incapables d'apporter une solution. Il faut un changement de paradigme, un nouveau modèle de civilisation, bref, une transformation révolutionnaire.

Cette révolution touche aux rapports sociaux de production – la propriété privée, la division du travail –, mais aussi aux forces productives. Contre une certaine vulgate marxiste – qui s'appuie sur certains textes du fondateur – qui conçoit le changement uniquement comme suppression – au sens de l'*Aufhebung* hégélienne – de rapports

sociaux capitalistes, « obstacles au libre développement des forces productives », il faut mettre en question la structure même du processus de production.

Enfin, l'écosocialisme est une éthique *responsable*. Dans son célèbre ouvrage *Le Principe responsabilité* (1979), le philosophe allemand Hans Jonas a mis en évidence les menaces que la destruction de l'environnement par la technologie moderne présente pour les générations futures. Depuis la publication de son livre, la crise écologique s'est infiniment aggravée, et l'on sait que l'on vit désormais dans l'imminence de la catastrophe : celle-ci se profile à l'horizon des prochaines décennies, et elle aura des proportions imprévisibles. Il ne s'agit plus seulement de responsabilité envers les générations futures, comme le pensait Jonas, mais bel et bien envers notre propre génération. Les perturbations climatiques résultant de l'effet de serre – pour ne mentionner que cet exemple – se font déjà sentir et risquent, dans un avenir proche, d'avoir des conséquences tragiques. Le « principe responsabilité », pour avoir une signification éthique véritable, ne se réfère pas uniquement à la « nature » abstraite, mais aussi à l'environnement naturel de la vie humaine : l'anthropocentrisme est ici synonyme d'humanisme.

Hans Jonas oppose son « principe responsabilité » au « principe espérance » d'Ernst Bloch<sup>7</sup> et aux idées utopiques du socialisme. Il est vrai que les utopies économistes fondées sur le « principe expansion » – un développement illimité de la production, une croissance infinie de la consommation – sont, de ce point de vue, éthiquement « irresponsables », parce que contradictoires avec l'équilibre écologique de la planète. Mais cela ne s'applique pas au « principe espérance » lui-même, cette aspiration utopique millénaire à une société libre et égalitaire, qu'Ernst Bloch décrit si bien dans son livre<sup>8</sup>.

Comment imaginer une solution véritable, c'est-à-dire *radicale*, au problème de la crise écologique, sans changer, de fond en comble, le mode actuel de production et de consommation, générateur d'inégalités criantes et de dégâts catastrophiques ? Comment empêcher la dégradation croissante de l'environnement sans rompre avec une logique économique qui ne connaît que la loi du marché, du profit et de l'accumulation ? C'est-à-dire sans un projet *utopique* de transformation sociale, qui soumette la production à des critères extra-économiques, démocratiquement choisis par la société ? Et comment imaginer un tel projet sans intégrer, comme un de ses principaux axes, une nouvelle attitude envers la nature ? Le principe responsabilité est incompatible avec un conservatisme frileux qui refuse de remettre en question le système économique et social existant, et qui qualifie d'irréaliste toute recherche d'une alternative.

Contrairement à ce que semble suggérer Hans Jonas, il n'y a pas nécessairement de contradiction entre le « principe espérance », tel que Bloch le formule, et le « principe

responsabilité ». Loin d'être contradictoires, les deux principes sont donc étroitement liés, inséparables, mutuellement dépendants, dialectiquement complémentaires. Sans le principe responsabilité, l'utopie ne peut être que destructrice, et sans le principe espérance, la responsabilité n'est qu'une illusion conformiste.

1- Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983, p. 70.

2- Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, JCB Mohr, 1923, pp. 305, 708-709.

3- Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, Éditions sociales, 1947, p. 33.

4- Edward P. Thompson, « Moral Economy Reviewed », *Customs in Common*, Londres, Merlin Press, 1991, pp. 267-268.

5- Voir Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif, op.cit.*, pp. 385-386, 396.

6- John Rawls, *Libéralisme politique*, Paris, PUF, 1995, pp. 29-30.

7- Ernst Bloch, *Das Prinzip Hoffnung*, 3 tomes, 1954-1959 ; *Le Principe espérance*, Gallimard, 1976, 1982, 1991.

8- Lire aussi « Ernst Bloch's *Prinzip Hoffnung* and Hans Jonas' *Prinzip Verantwortung* », Hava Tirosh-Samuelsen and Christian Wiese (éd.), *The Legacy of Hans Jonas. Judaism and the Phenomenology of Life*, Leiden, Brill, 2008 ainsi que le livre d'Arno Münster, *Principe Responsabilité ou Principe Espérance ?*, Éditions Le Bord de l'eau, 2010.

## Chapitre 6

### Écologie et altermondialisme

La crise écologique planétaire a atteint un tournant décisif avec le phénomène du changement climatique. Premier constat : tout s'accélère bien plus vite que prévu. L'accumulation de gaz carbonique, la montée de la température, la fonte des glaciers, les sécheresses, les inondations et les ouragans : tout se précipite. À peine l'encre des documents est-elle sèche, que les bilans des scientifiques se révèlent trop optimistes. On penche maintenant, de plus en plus pour le haut des fourchettes dans les estimations prévisionnelles. Auxquelles il faut ajouter des dangers encore peu étudiés, qui pourraient bien participer au basculement : par exemple, les 400 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> pour le moment emprisonnées dans le pergélisol (permafrost), cette toundra congelée qui s'étend du Canada à la Sibérie. Si les glaciers commencent à fondre, pourquoi le pergélisol ne fondrait-il pas lui aussi ? Il existe peu de scénarios du pire, c'est-à-dire si la température globale s'élevait de plus de 2 ou 3 degrés. Les scientifiques évitent de dresser des tableaux catastrophistes, mais on sait déjà les risques : montée du niveau de la mer, avec inondation, non seulement de Dacca et de nombreuses autres villes côtières asiatiques, mais aussi de... Londres et New York ; désertification des terres, à une échelle gigantesque, manque d'eau potable ; catastrophes « naturelles » en série. On pourrait allonger la liste. À partir d'un certain niveau d'élévation de la température – six degrés, par exemple –, la Terre serait-elle encore habitable par l'homme ? Malheureusement, nous ne disposons pas en ce moment d'une planète de rechange dans l'univers connu des astronomes.

Qui est responsable de cette situation, inédite dans l'histoire de l'humanité ? C'est l'homme, nous répondent les scientifiques. La réponse est juste, mais un peu courte : l'homme habite sur Terre depuis des millions d'années (environ 6,2), la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère a commencé à devenir un danger depuis quelques décennies seulement. En tant que marxistes, nous répondons ceci : *la faute en incombe au système capitaliste*, à sa logique absurde et irrationnelle d'expansion et d'accumulation à l'infini, à son productivisme obsédé par la recherche du profit.

Quelles sont donc les propositions, les solutions, les alternatives proposées par les « responsables », les élites capitalistes dirigeantes ? C'est peu de dire qu'elles ne sont pas à la hauteur du défi. Que dire de la réunion du G8 en juin 2007, cette rencontre

solennelle des puissants qui se conclut par une déclaration ambitieuse : oui, il fallait « prendre sérieusement en considération » la proposition de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, avaient enfin consenti à dire, avec l'accord de George Bush, de l'Union européenne, du Japon et du Canada – les grands pollueurs de la planète. N'est-ce pas formidable ? D'ailleurs, Nicolas Sarkozy s'était bruyamment félicité d'avoir convaincu *in extremis* George W. Bush d'inclure l'adverbe « sérieusement » dans la résolution<sup>1</sup>...

Un autre exemple éclairant : la fonte des glaciers arctiques. On prévoit leur complète dissolution non plus vers 2050 mais vers 2020 ! Or, que font les gouvernements de la région, États-Unis, Russie et Canada ? Ils se disputent, à coups d'expéditions militaires patriotiques, dessinant le tracé des zones de souveraineté respectives, en vue de la future exploitation du pétrole qui gît actuellement au fond de la mer...

Et que dire des accords de Kyoto, expression des gouvernements (bourgeois) les plus « éclairés » du point de vue écologique ? Leur dispositif central, le « marché des droits d'émission », s'est révélé une opération tragicomique : les quotas d'émission de carbone – unité de compte de la pollution –, distribués par les « responsables », étaient tellement généreux que tous les pays ont fini l'année 2006, après son instauration, avec des excédents. Résultat : le prix de la tonne de CO<sub>2</sub> s'est effondré. Il était de vingt euros en 2006, il est à moins d'un euro actuellement... Mentionnons aussi le remède miracle, un temps parrainé par George B. Bush et Luiz Inácio Lula : remplacer le pétrole par les agrocarburants. De l'éthanol et des huiles végétales, plutôt que des céréales pour nourrir les peuples, pourraient remplir les réservoirs des voitures des pays riches. Selon la FAO (Food and Agriculture Organisation) des Nations unies, les prix des céréales ont déjà considérablement augmenté à cause de la forte demande en agrocarburants, ce qui a voué à la faim des millions de personnes des pays pauvres, qui se sont d'ailleurs parfois révoltés. Sans parler du fait que la production de ces carburants, qui exige des fertilisants, des pesticides, etc., concourt encore à produire du CO<sub>2</sub> autant que les énergies fossiles.

Il ne peut y avoir de solutions compatibles avec le règne du capital. La solution est d'envisager puis d'instaurer l'écosocialisme : une société où la production et la consommation sont démocratiquement décidées par l'ensemble de la population, selon des critères sociaux et écologiques qui échappent à la logique du marché et du profit.

Oui, nous répondra-t-on, elle est sympathique, cette proposition, mais, en attendant, faut-il rester les bras croisés ? Certainement pas ! Il faut mener bataille pour chaque mesure de réglementation environnementale, pour chaque action de défense de l'environnement. Chaque kilomètre d'autoroute bloqué, chaque mesure en faveur des

transports collectifs est important ; non seulement parce que cela ralentit la course vers l'abîme, mais parce que cela permet aux individus de s'organiser, de lutter et de prendre conscience des enjeux du combat, de comprendre, par leur expérience collective, la faillite du système capitaliste et la nécessité d'un changement de civilisation.

C'est dans cet esprit que les forces les plus actives de l'écologie se sont engagées, dès le début, dans le mouvement altermondialiste. L'acte de naissance de l'altermondialisme, la grande manifestation populaire qui a fait échouer la réunion de l'OMC à Seattle en 1999, a été marqué du sceau de deux forces, pour la première fois ainsi réunies : *turtles and teamsters*, des écologistes habillés en tortue (espèce en voie de disparition) et des syndicalistes du secteur des transports. La question écologique était donc présente, dès le début, au cœur des mobilisations contre la globalisation capitaliste néolibérale. Le mot d'ordre central du mouvement, « le monde n'est pas une marchandise », s'entendait d'abord par : l'air, l'eau, la terre, en un mot l'environnement naturel, de plus en plus soumis à la mainmise du capital, ne sont pas à vendre. En moins de deux années, une vaste nébuleuse sorte de « mouvement des mouvements », s'était formée et se manifestait lors du premier Forum social, en 2001 à Porto Alegre, puis dans les forums, régionaux ou mondiaux et des grandes manifestations de protestation – contre l'OMC, le G8. Ce large réseau décentralisé est multiple, divers et hétérogène, associant syndicats ouvriers et mouvements paysans, ONG et organisations indigènes, mouvements de femmes et associations écologiques, intellectuels et jeunes activistes. Loin d'être une faiblesse, cette pluralité est une des sources de la force du mouvement.

On peut dire que l'altermondialisme comporte trois moments : premièrement, la protestation radicale contre l'ordre des choses existant, et ses sinistres institutions : le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, le G8, deuxièmement, un ensemble de mesures concrètes, de propositions pouvant être immédiatement réalisées : instauration de la souveraineté alimentaire, taxation des capitaux financiers, la suppression de la dette, troisièmement, l'utopie d'un « autre monde possible », fondé sur des valeurs communes comme la liberté, la démocratie participative, la justice sociale, la défense de l'environnement.

La dimension écologique est présente dans ces trois moments : elle inspire aussi bien la révolte contre un système qui conduit l'humanité à une tragique impasse, que l'utopie d'une société vivant en harmonie avec les écosystèmes, esquissée par les documents du mouvement. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de contradictions, résultant aussi bien de la résistance de secteurs du syndicalisme aux revendications écologiques, perçues comme « une menace pour l'emploi », que de la nature bornée et peu sociale de certaines organisations écologiques... Mais une des caractéristiques les

plus positives des Forums sociaux et de l'altermondialisme dans son ensemble, c'est la possibilité de la rencontre, du débat, du dialogue et de l'apprentissage réciproque de différents types de mouvements.

Il faut ajouter que la mouvance écologique elle-même est loin d'être homogène : elle est très diverse, et épouse un spectre qui va des ONG modérées, habituées aux pressions du lobbying, aux mouvements combattifs investis dans un travail militant à la base ; de la gestion « réaliste » de l'État (au niveau local ou national) aux luttes qui mettent en question la logique du système ; de la correction des « excès » de l'économie de marché aux initiatives d'orientation écosocialiste. Cette hétérogénéité caractérise d'ailleurs tout le mouvement altermondialiste, même si une sensibilité anti-capitaliste prédomine, surtout en Amérique latine. C'est la raison pour laquelle le Forum social mondial, précieux lieu de rencontre – comme l'explique si bien notre ami Chico Whitacker –, ne peut pas devenir un mouvement socio-politique structuré, avec une « ligne » commune, des résolutions adoptées par la majorité, etc.

Il est important de souligner que la présence de l'écologie dans le « mouvement des mouvements » ne se limite pas aux organisations écologiques. Elle devient de plus en plus une dimension prise en compte, dans l'action et dans la réflexion, par les mouvements sociaux, paysans, indigènes, féministes, religieux (théologie de la libération).

Un exemple frappant de cette intégration « organique » des questions écologiques est le Mouvement des Travailleurs ruraux sans terre (MST) du Brésil, qui, avec ses camarades du réseau international Via Campesina, est l'un des piliers du Forum social mondial. Hostile, depuis son origine, au capitalisme et à son expression rurale, l'agro-business, le MST a intégré de plus en plus la dimension écologique dans son combat pour une réforme agraire radicale et pour un autre modèle d'agriculture. Lors de la célébration du vingtième anniversaire du mouvement, à Rio en 2005, le document des organisateurs précisait : notre rêve, c'est « un monde égalitaire, qui socialise ses richesses matérielles et culturelles », un chemin nouveau pour la société, « fondé sur l'égalité entre les êtres humains et les principes écologiques ». Cela se traduit dans l'action – souvent en marge de la « légalité » – contre le pouvoir des multinationales – Monsanto, Syngenta notamment – qui cherchent à contrôler totalement les semences et à soumettre notamment les paysans à leur domination, à leur faire pratiquer une agriculture contraire à leur éthique : coûteuse en produits chimiques, elle contamine les champs. Ainsi, grâce à une occupation « sauvage », le MST a obtenu en 2006 l'expropriation d'un champ de maïs et soja transgéniques de Syngenta Seeds dans l'État du Parana, qui est devenu le campement paysan « Terre libre ». Le MST n'a pas hésité à affronter avec les multinationales de la pâte à papier qui créent, sur des centaines de milliers d'hectares, les « déserts verts », des forêts d'eucalyptus

(monoculture) qui assèchent toutes les sources d'eau et détruisent toute diversité biologique. Ces combats sont inséparables, pour les cadres et les activistes du MST, d'une perspective anticapitaliste radicale.

Les coopératives agricoles du MST pratiquent-elles une agriculture biologique soucieuse de la biodiversité et de l'environnement en général, et constituent ainsi des exemples concrets de la production alternative. En juillet 2007, le MST et ses partenaires du mouvement Via Campesina ont organisé à Curitiba (État du Parana) une Journée de l'agroécologie en présence de centaines de délégués, d'ingénieurs agronomes, d'universitaires et de théologiens de la libération (Leonardo Boff, Frei Betto brésiliens).

L'expérience brésilienne n'est pas unique. De nombreux autres pays connaissent ce type de mouvements qui rencontrent un large soutien des populations. Les grands enjeux écologiques sont planétaires bien que locaux. Le mouvement altermondialiste est sans doute le plus important phénomène de résistance anti-systémique en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Ces luttes constituent une partie significative de l'arsenal combatif de l'altermondialisme et de la nouvelle culture cosmopolitique dont il est porteur.

<sup>1</sup>- *Le Monde*, 9 juin 2007.

# Chapitre 7

## Écologie et publicité

### Philosophie publicitaire ?

La publiphobie est un état d'esprit, un art de vivre, une protestation sociale et une révolte de l'esprit contre l'infamie. Les notes<sup>1</sup> qui suivent sont quelques coups d'épingle dans la cuirasse du Tyrannosaurus publicitaire.

Grâce à M. Robert Redeker, la philosophie a réussi cette tâche qui semblait auparavant impossible : légitimer la publicité. Certes, l'auteur du point de vue publié par *Le Monde* le 11 avril 2004<sup>2</sup> reconnaît quelques dangers à l'activité publicitaire : la « colonisation commerciale de l'imaginaire », la volonté d'« évacuer de l'humain sa complexité » et d'« évider sa profondeur ». Mais ce sont des aspects secondaires : le bilan de la publicité est bel et bien *globalement positif*. Par exemple, nier la publicité revient à « nier les avantages de la mondialisation » : en effet, la publicité « décroïsonne et déterritorialise les sociétés et les hommes bien plus que toute autre pratique ». Le « publiciste » ne donne pas d'exemples, mais on pourrait avancer celui-ci : grâce à la publicité de McDonald's, les différentes pratiques culinaires cloisonnées et territoriales sont remplacées par une seule, planétaire – n'est-ce pas formidable ? Les altermondialistes croient naïvement que leur mouvement, leurs forums sociaux mondiaux sont une pratique qui rapproche les hommes et les femmes au-delà des frontières et des cultures ; or, la publicité de Coca-Cola – ou de n'importe quel autre produit planétaire – est bien plus efficace, puisqu'elle forme « une sorte de liant universel, de colle par laquelle les hommes tiennent les uns aux autres ». Coca-Cola « collerait » les humains, n'est-ce pas une évidence ? « Buveurs de Coca-Cola de tous les pays, unissez-vous ! » pourrait remplacer bien avantageusement le mot d'ordre des manifestants de Seattle : « Le monde n'est pas une marchandise. »

Comme le montre si bien M. Redeker, les « anti-pub » sont au fond des adversaires sournois de l'ordre capitaliste-libéral. Un monde sans publicité serait un monde « sans circulation des marchandises », sans « créativité industrielle », bref ce serait la fin du monde (capitaliste). Or, comme on le sait bien, tout ennemi du système capitaliste-libéral ne peut être qu'un partisan du « socialisme réellement existant », ce monde où

la publicité avait été abolie au profit de la propagande. Margaret Thatcher n'avait-elle pas définitivement cloué le bec à tous ceux qui ne se satisfaisaient pas du système ? « *There is no alternative* », avait-elle lancé. Si l'on ne veut pas le Goulag, il faut accepter le capitalisme libéral, et tout ce qui va avec, notamment la publicité et ses bienfaits.

Autre argument important, avancé par le même Robert Redeker : « Suscitant du désir, la publicité humanise, nous rendant, au même titre que la raison, plus hommes. » Hommes ? ou individus du genre humain ? Certes, la publicité humanise les femmes en les montrant dans diverses positions commercialement et publicitairement avantageuses : dénudées ou habillées, à quatre pattes dans un pré, à cheval sur une machine à laver, etc. Seuls des esprits chagrins, pas même partisans du voile islamique, pourraient voir dans ces beaux exercices de l'art publicitaire une dégradation de l'image de la femme choséifiée, ou même une agression sexiste. Le combat des militants anti-pub relèverait d'une double guerre : « contre les images » – réinvestissant les clichés de la vieille iconoclastie – et « contre les corps » ; leur plus ardent désir serait de « couvrir nos villes, nos couloirs de métro d'un voile de monocolore tristesse ». Des militants argumentent qu'ils n'ont rien contre les images, mais seulement contre leur manipulation commerciale par la publicité ; ils voudraient que les couloirs du métro soient couverts de peintures, de poèmes et d'autres formes d'expression artistique, comme c'est le cas, par exemple, dans le métro de Mexico City. Cela ne fait que révéler ce que Redeker appelle le conformisme « hautain » de quelques-uns, qui refusent obstinément de reconnaître la qualité esthétique et intellectuelle de la publicité. De toute façon, comme leur projet est utopique, les deux seules possibilités sont : la beauté publicitaire dans nos rues et nos métros, ou « le manteau gris de tristesse des pays totalitaires ».

En dernière analyse, observe Redeker, ce qui motive les publiphobes, c'est la haine de la gaieté : « celle du corps, celle des villes et des murs du métro ». Bien vu ! Les adversaires de la pub sont des individus obtus, incapables de saisir la « gaieté » des interruptions publicitaires de films à la TV ; ou la gaieté des innombrables prospectus multicolores de magasins de la grande distribution qui s'empilent tous les matins dans la boîte aux lettres ; ou la gaieté des magnifiques panneaux publicitaires de douze mètres carrés qui ornent les carrefours à l'entrée de nos villes, qui masquent ou parasitent la vue de nos monuments. C'est sans doute la haine des corps qui inspire leur opposition à la publicité de boissons sucrées et autres produits alimentaires qui contribuent à l'obésité des enfants et des adultes. Il faut être un partisan des « formes les plus morbides de l'ascétisme » pour ne voir dans l'entreprise publicitaire, si gaie et si joyeuse, qu'une insidieuse manipulation commerciale des esprits, des consciences et des désirs.

Bref, il faut être un de ces utopistes ringards et archaïques, disciples du « mythe primitiviste du bon sauvage » qui croient encore qu'un autre monde est possible, pour pouvoir s'imaginer qu'un monde sans agression publicitaire soit possible.

Je pense que si les entreprises publicitaires distribuait tous les ans un prix de la philosophie publicitaire, M. Robert Redeker mériterait certainement cette distinction. Je ne vois personne qui puisse lui disputer la première place dans une telle compétition.

## Le Léviathan publicitaire

Enfin une bonne nouvelle : il y a une branche d'activité qui survit à toutes les crises. Vous avez deviné : il s'agit de la publicité. Rien ne l'ébranle : la consommation décline, l'emploi se fait rare, mais les dépenses publicitaires en France ne cessent de grimper. Depuis 1996, non seulement la dépense publicitaire dans les médias n'a pas connu de fléchissement, mais elle a connu une progression très soutenue<sup>3</sup>.

« Le montant total des investissements publicitaires (médias) dans le monde est voisin de 400 milliards de dollars<sup>4</sup>, ce qui représente tout de même 1 % du PIB mondial..., écrit Paul Soriano. En France, le total des investissements publicitaires est estimé à un montant voisin de 30 milliards d'euros, soit 10 milliards pour les médias et 20 pour le hors médias<sup>5</sup> » (marketing direct).

Qui paye cette faramineuse addition, bien supérieure aux budgets de certains États européens ? Qui est le milliardaire qui subventionne allègrement ces sommes astronomiques ? La réponse, hélas, ne fait pas de doute : c'est vous, cher lecteur, c'est moi, ce sont tous les citoyens. Les dépenses publicitaires étant toutes *intégralement* répercutées sur les prix des marchandises, c'est nous qui payons l'ardoise...

En 1996, les dépenses budgétaires en France étaient de 147,7 milliards de francs (soit 22,5 milliards d'euros). Cette année-là, la population française étant composée d'environ 60 millions d'âmes, chaque personne en France, homme, femme, adulte, enfant ou vieillard avait en moyenne payé *deux mille cinq cent francs* pour le plaisir et le privilège de consommer de la publicité. Cela avait fait pour une famille composé des parents et de deux enfants environ *dix mille francs* : autant, sinon plus que les impôts du foyer. Depuis quinze ans, le phénomène n'a pas été endigué, loin de là. Désormais, il se répand par un nouveau canal, celui de l'hypermédia : Internet. Tout se passe comme s'il existait, à côté de l'État républicain – en théorie soumis à un contrôle démocratique –, un autre État, un « État dans l'État », un Léviathan, un État oligarchique qui n'est contrôlé par personne : l'*État publicitaire*, qui perçoit des impôts indirects sur tous les consommateurs. L'État républicain est censé fournir

certain services fondamentaux aux citoyens : la poste, la santé, les transports publics. Quels services fournit l'État publicitaire ?

On pourrait facilement imaginer tout ce qui pourrait être fait *utilement* avec le budget extravagant de l'État publicitaire : des crèches, des hôpitaux, des écoles, des logements sociaux. Un début de solution au problème du chômage et de l'exclusion...

Et que fait l'État publicitaire, le « Léviathan-pub », avec son budget astronomique ? Il nous abreuve, nous inonde de sa production. Il occupe les rues, les murs, les routes, les paysages, les airs et les montagnes. Il envahit les boîtes aux lettres, les chambres à coucher, les salles à manger. Il a mis sous sa coupe la presse, le cinéma, la télévision, la radio. Il a pollué le sport, la chanson, la politique, les arts. Il nous persécute, nous agresse, nous harcèle, du matin au soir, du lundi au dimanche, de janvier à décembre, du berceau à la tombe, sans pause, sans relâche, sans vacances, sans arrêt, sans trêve.

Dans quel but ? À quoi sert toute cette activité fébrile et omniprésente ? Quel est ce projet pharaonique qui coûte des milliards d'euros ? Comment définir l'immense objectif poursuivi avec une telle ténacité par les oligarchies de l'État publicitaire ?

Tout simplement de nous convaincre de la supériorité intrinsèque de la savonnette. A sur la savonnette B, de la lessive C sur la lessive D, de la moutarde E sur la moutarde F, du dentifrice G sur le dentifrice H, de la voiture I sur la voiture J, de la poudre aux yeux K sur la poudre aux yeux L, et ainsi de suite, *ad infinitum, ad nauseam*.

### **Noire ingratitude**

Voici une nouvelle intéressante : le résultat d'une enquête de l'institut allemand GfK sur l'attitude des Européens envers la publicité. Il semblerait que, pour une majorité écrasante d'Espagnols (88,8 %), d'Allemands (83,6 %) et de Russes (82,9 %), *il y ait, tout simplement, trop de publicité*. Ce serait aussi, à peu de chose près (le quotidien ne cite pas les chiffres), l'avis des Français, des Autrichiens, des Belges, des Polonais, des Suisses et des Suédois – bref, de la plupart des Européens, à la notable exception des Britanniques. Pire : beaucoup d'Européens pensent que la publicité *ne sert à rien* et une écrasante majorité de Français (89 %), de Belges (87,8 %), de Suédois, d'Autrichiens et d'Espagnols estime qu'elle *pousse les gens à acheter des produits dont ils n'ont pas besoin*.

Il s'agit, manifestement, d'une profonde erreur. Comme tout le monde sait – ou devrait le savoir, en tout cas –, la publicité est un dispositif essentiel au bon fonctionnement de nos économies de marché. Elle est aussi indispensable à nos sociétés de consommation que l'air qu'on respire. Par ailleurs, elle fournit une

précieuse information aux consommateurs et leur permet d’orienter, en connaissance de cause, leurs achats. Sans l’aide gracieusement offerte par la publicité, comment les gens pourraient-ils choisir dans l’infinité de marchandises qui les entoure ? Comment sauraient-ils, par exemple, quelle marque de dentifrice protège *effectivement* contre les caries dentaires ? Sans la pub, l’individu serait tout simplement condamné à la perplexité, déboussolé. Pourquoi alors cette étonnante, cette noire ingratitude des Européens ?

Un autre sondage nous apprend que 83 % des Français jugent « gênantes » les coupures publicitaires pendant les films ou les autres émissions. Ils font mine d’ignorer, ces ingrats, que c’est seulement grâce au généreux mécénat publicitaire que la totalité des chaînes privées peuvent fonctionner.

Comment expliquer tant d’ingratitude, tant de mauvaise volonté, tant d’ignorance sur les indéniables bienfaits de la publicité ? Pourquoi cette méfiance, cette sourde hostilité, ce rejet catégorique d’une activité si utile au bon fonctionnement de toute société moderne ? Mystères insondables de l’opinion publique...

Ces chiffres sont fort inquiétants. Pour le moment, cette majorité anti-publicitaire écrasante – autour de 80 % de la population – reste passive et inorganisée. Tout au plus colle-t-elle un autocollant « stop la pub » sur sa boîte aux lettres. Elle ne fait rien, ne prend aucune initiative, ne participe à aucune activité concernant cette question. Mais que se passerait-il si une partie, même petite, de cette majorité décidait de soutenir les activités des groupes publiphobes connus pour leur hargne systématique et obsessionnelle contre toute entreprise publicitaire ?

L’accumulation de cette masse noire d’ingratitude dans l’arrière-cour de nos sociétés est dangereuse. C’est une masse inflammable. Le seul espoir, c’est d’expliquer patiemment aux gens qu’ils se trompent, qu’ils doivent à la publicité beaucoup de ce qui fait la beauté moderne de nos villes et de nos autoroutes, et la vitalité bouillonnante de nos programmes audiovisuels !

### **Pourquoi pas des masques publicitaires ?**

« Les publicitaires cherchent à investir de nouveaux espaces. » Ils ne font que cela. Par exemple, ils se préparent à coller des slogans commerciaux sur une fusée spatiale russe, et à couvrir d’un « film adhésif imprimé numériquement » la façade de l’hôtel George-V. Ou bien à emballer le pont des Soupirs à Venise avec l’image de la dernière campagne d’un groupe du luxe.

Tout cela est bien beau, et contribuera sans doute à l’embellissement commercial des villes, mais on a l’impression que messieurs les publicitaires manquent

d'imagination : pourquoi aller chercher des espaces lointains, quand on a des millions de mètres carrés inexplorés, tout près de chez soi ? Je veux parler de l'immense espace inutilisé – du point de vue publicitaire – que représente le *visage humain*. Imaginez quelle merveille ce serait si les visages de millions d'êtres humains – hommes et femmes, jeunes et vieux (ou même enfants, pourquoi pas ?) – au lieu de rester, comme maintenant, *publicitairement vides et commercialement inexpressifs*, étaient recouverts de slogans et d'offres promotionnelles ?

Point n'est besoin, pour cela, d'immenses et coûteux « films adhésifs numériquement imprimés ». De simples masques suffiraient, des *masques publicitaires* où chaque centimètre carré serait loué à une ou plusieurs marques désireuses d'informer le public de leurs derniers produits. Ces masques couvriraient toute la surface du visage – sauf, bien entendu, quatre ouvertures : deux pour les yeux, une à hauteur du nez pour la respiration, et une dernière pour la bouche. Les porteurs du masque publicitaire seraient généreusement rétribués et auraient pour seule obligation de bien afficher leur enseigne publicitaire faciale, au cours de la journée. Le soir, au moment de se coucher, ils pourraient, cela va de soi, l'enlever.

Un contrat en bonne et due forme serait signé entre l'entreprise publicitaire et chaque individu porteur de masque, précisant les droits et les devoirs de ce dernier. Les entreprises auraient à leur disposition un corps d'inspecteurs chargés de vérifier si les masques sont bien portés pendant les seize heures de la journée ; en cas de manquement au contrat, ils infligeraient des amendes aux individus qui dénuderaient leur visage.

Dans un premier temps, il est à prévoir que seulement des chômeurs, ou des miséreux, accepteraient de porter ces masques, mais peu à peu, par effet de mode, on peut se mettre à rêver que toute une partie de la population serait séduite par l'élégance du procédé et par l'opportunité de gagner facilement quelque argent. En outre, cela permettrait à chacun de cacher, derrière des splendides images et slogans publicitaires, ses rides, ses verrues, ses taches. Les visages ne feront plus état d'inquiétude, d'angoisse, de tristesse, mais seront toujours frais et joyeux, affichant en permanence de bonnes nouvelles : le dernier type de dentifrice, le dernier modèle de voiture, etc.

Et surtout, grâce à cette méthode simple et profitable, les entreprises publicitaires mettraient fin à une situation absurde, à un gaspillage insensé : une surface immense, celle de millions et de millions de visages, inemployée, déserte, vide – en un mot, *inutile*.

Plutôt que de courir derrière une fusée russe, n'est-ce pas commercialement plus efficace et économiquement plus rentable de masquer publicitairement cet énorme espace facial ? La parole est à messieurs les professionnels de la « communication ».

Si le capitalisme – notamment sous sa forme actuelle, néolibérale et globalisée – tend à la marchandisation du monde, à la transformation de tout ce qui existe – la terre, l’eau, l’air, les espèces vivantes, le corps humain, les rapports sociaux entre les individus, l’amour, la religion – en marchandises, la publicité vise à vendre ces marchandises, en soumettant les besoins des individus aux nécessités mercantiles du capital. Les deux systèmes participent du fétichisme de la marchandise, de la quantification monétaire de toutes les valeurs, de la logique d’accumulation à l’infini de biens et de capitaux. La logique du système publicitaire et celle du système capitaliste sont intimement liées et elles sont, toutes les deux, *intrinsèquement perverses*.

La publicité pollue non seulement les paysages urbains et ruraux, mais aussi les mentalités ; elle bourre non seulement les boîtes aux lettres mais aussi les crânes des individus.

La publicité est l’instrument du capital pour écouler ses produits, pour vendre sa camelote, pour rentabiliser ses investissements, pour élargir ses marges de profit, pour gagner des « parts de marché ». La publicité n’existe pas dans le vide : elle est un rouage indispensable au fonctionnement du système capitaliste de production et de consommation (toujours croissantes). Sans le capitalisme, la publicité n’aurait aucune raison d’être : elle ne pourrait subsister un seul instant dans une société postcapitaliste. Et inversement : un capitalisme sans publicité serait comme une machine sans huile dans ses engrenages.

Soit dit entre parenthèses : la publicité n’existait pas dans les pays à économie bureaucratiquement planifiée – disparus après la chute du mur de Berlin en 1989 –, mais elle avait été remplacée par une propagande politique mensongère, non moins oppressive et inhumaine. Ce n’est pas un hasard si le plus grand adversaire intellectuel du totalitarisme soviétique, l’écrivain anglais George Orwell, était aussi un adversaire intraitable de la publicité capitaliste.

Rappelons que ce sont les entreprises capitalistes qui sollicitent, financent et profitent des campagnes publicitaires, et qui « sponsorisent » – c’est-à-dire polluent par la publicité. La publicité joue le rôle de rabatteur, d’entremetteur, de serviteur zélé des intérêts du capital : notre objectif, expliquait le PDG de TF1, c’est de vendre à Coca-Cola du temps de cerveau disponible des spectateurs. Capitalisme et publicité sont inséparablement et indissociablement les responsables et les promoteurs actifs de la mercantilisation du monde, de la commercialisation des rapports sociaux, de la monétarisation des esprits<sup>6</sup>.

Quel est donc l’impact de la publicité sur l’environnement ? L’Alliance pour la planète s’inquiète, à juste titre, de l’utilisation mensongère d’arguments

« écologiques » par la publicité, qui a la fâcheuse tendance à peindre tout en vert, puisque c'est à la mode [traduction tendancieuse de : les gens se préoccupent des questions environnementales] : centrales nucléaires, OGM, voitures, et pourquoi pas, demain, le transport routier ! Pour les adversaires de la publicité, ce n'est pas précisément une nouveauté : nous savons, depuis longtemps, que la publicité ment comme elle respire. Cela n'est pas dû à un déficit moral de ses acteurs, mais au caractère *intrinsèquement pervers* du système publicitaire. La mystification, la manipulation des consciences sont, hélas, sa seule raison d'être : une publicité non mensongère est un animal aussi difficile à trouver qu'un crocodile végétarien. Quant au BVP (Bureau de vérification de la publicité) composé uniquement de représentants de la corporation publicitaire, sa crédibilité et son efficacité sont à peu près équivalentes à ce que serait un BVP (Bureau de vérification des poulaillers) composé exclusivement de dignes représentants de la confrérie des renards.

Cependant, la publicité pseudo-verte n'est que la pointe visible de l'iceberg. C'est pour des raisons plus fondamentales, structurelles, que la machine publicitaire est un dangereux ennemi de l'environnement. En voici deux parmi d'autres :

Premièrement, la publicité est un formidable, immense gaspillage des ressources (matérielles et financières) limitées de la planète. Combien d'hectares de forêts sont-ils abattus tous les ans dans le monde pour imprimer la masse croissante de prospectus publicitaires et d'affiches ? Combien de centaines de milliers ou de millions de kW sont-ils dépensés annuellement pour alimenter les néons qui « embellissent » nos villes, de Shanghai à New York, en passant par Paris ? Combien de tonnes de déchets produites par cette activité ? Combien de millions de tonnes de gaz à effet de serre émises pour fournir l'énergie nécessaire au cirque publicitaire ? Et ainsi de suite. Les dégâts sont difficiles à estimer, mais ils sont sans aucun doute gigantesques. Et à quoi sert cet énorme gaspillage ? À convaincre le public que la lessive X lave plus blanc que la lessive Y. Est-ce bien raisonnable ? Certainement pas, mais c'est... rentable (pour les publicitaires).

Si l'on doit nommer une branche de la production qui est inutile, que l'on pourrait aisément supprimer sans porter préjudice à la population, et qui nous ferait économiser beaucoup d'énergie et de matières premières, quel meilleur exemple que l'industrie publicitaire ? Certes, cela ferait beaucoup de gens « licenciés », mais plutôt que de les condamner au chômage, on pourrait les embaucher utilement dans de nouvelles activités « vertes ».

Deuxièmement, tous les écologistes sont d'accord pour dénoncer le « consumérisme » des pays occidentaux – c'est-à-dire capitalistes avancés – comme une des principales causes du désastre écologique qui nous menace. Reste à savoir comment modifier cet état de choses : par la culpabilisation des acheteurs (créneau

qu'investit d'ailleurs la publicité activement) ? Par des discours sur les vertus de la frugalité ? Par l'exemple personnel d'une austérité volontaire ? Ces pratiques sont légitimes, mais leur efficacité auprès d'un large public reste limitée et risque même, dans certains cas, de faire obstacle à leur adhésion aux demandes écologiques.

Le changement des habitudes de consommation ne se fera pas en un jour : c'est un processus social qui prendra des années. On ne peut pas l'imposer par en haut, ni le laisser à la seule « bonne volonté » vertueuse des individus. Il implique une véritable bataille politique, dans laquelle les initiatives pédagogiques des pouvoirs publics ont leur rôle à jouer. Mais le vecteur principal du changement sera les activités d'éducation et de lutte des associations de consommateurs, des syndicats, des mouvements écologiques et, pourquoi pas, des partis politiques. Un des aspects décisifs de cette bataille c'est le combat pour la suppression complète et définitive de l'impérialisme publicitaire, cette gigantesque entreprise à coloniser les esprits et les comportements, dont on ne saurait sous-estimer la terrible efficacité.

Comme nous avons vu, la publicité est un des principaux responsables de l'obsession consummatrice des sociétés modernes, de la tendance de plus en plus irrationnelle à l'accumulation de biens (le plus souvent inutiles), bref d'un paradigme de consommation parfaitement *non soutenable*. La consommation compulsive est un des moteurs essentiels du processus d'expansion et de « croissance » à l'infini qui caractérise, depuis toujours, le capitalisme moderne et nous conduit actuellement, à une vitesse grandissante vers l'abîme du réchauffement global. Ce n'est donc pas un hasard si les éditeurs de la revue « publiphobe » très inventive, *Casseurs de pub*, animent aujourd'hui le périodique écologique *Objecteurs de croissance* : harcèlement publicitaire et croissance illimitée sont les deux dimensions inséparables du système, deux mamelles dont se nourrit l'accumulation du capital.

Il s'ensuit que la transformation du paradigme de consommation actuel est étroitement liée au combat contre la pieuvre publicitaire. Comment convaincre les gens de changer leurs habitudes de consommation si l'on ne met pas un frein au matraquage publicitaire qui les incite, les encourage et les stimule, jour et nuit, à acheter encore et encore ? Comment débarrasser les individus de la culture de la consommation ostentatoire sinon en les libérant de la pub. Comment mettre fin à la tyrannie des « marques », à l'obsession névrotique des *logos*, sans casser la formidable « machine à décerveler » du Père Ubu publicitaire ?

Les pratiques consuméristes compulsives des sociétés capitalistes avancées ne traduisent pas une tendance innée des individus à consommer toujours plus : on ne trouve rien de comparable dans les communautés ou sociétés précapitalistes ; elles sont propres à la modernité capitaliste et inséparables de l'idéologie fétichiste dominante. Le culte de la marchandise est l'un des piliers du capitalisme. Le système

publicitaire fabrique le désir d'acquiescer tel ou tel produit, il produit aussi toute une culture, une vision du monde, des *habitus* et des comportements, bref, tout un mode de vie.

Plutôt que de vouloir imposer aux individus de « réduire leur train de vie » ou de « diminuer leur consommation » – une approche abstraite et purement quantitative –, il faut créer les conditions pour qu'ils puissent, peu à peu, découvrir leurs vrais besoins et changer qualitativement leur mode d'être, et donc de consommation. La suppression du harcèlement publicitaire en est une condition nécessaire.

Certes, elle n'est pas toujours suffisante. Par exemple, prenons la marchandise phare du capitalisme dit fordiste, la voiture individuelle, dont la nocivité, du point de vue de l'environnement en général n'est plus à démontrer. La réduction progressive de sa place dans les villes – démocratiquement décidée par le public lui-même – ne peut réussir que si, parallèlement à l'abolition de l'insistante et mensongère publicité automobile, on favorise, dans la distribution de l'espace urbain, les moyens de transport alternatifs : transports publics, bicyclettes, piétons.

Toute initiative visant à mettre des limites à l'agression publicitaire – en attendant de pouvoir, un jour, s'en passer entièrement – est un devoir écologique, un impératif moral et politique pour tous ceux qui voudraient sauver de la destruction notre environnement naturel. Le combat pour un autre paradigme de civilisation s'accomplit précisément au travers d'initiatives de ce genre. On lutte dès maintenant pour mettre des freins à la frénésie publicitaire, de la même façon que les adversaires du capitalisme se mobilisent pour des mesures (contre la financiarisation de l'économie) – qui freinent l'avidité illimitée du capital. Chaque victoire, même limitée, obtenue par l'action collective, est un pas dans la bonne direction et, surtout, une avancée dans la prise de conscience et l'auto-organisation des individus – principale condition pour un changement global du système<sup>7</sup>.

<sup>1</sup>- Les courts textes de cette première partie reprennent plusieurs des « billets » ironiques publiés dans la presse de l'association Résistance à l'agression publicitaire (RAP).

<sup>2</sup>- Robert Redeker, « L'anti-publicité ou la haine de la gaieté », *Le Monde*, 11 avril 2004.

<sup>3</sup>- Voir les chiffres donnés par Zenith Optimedia, rapportés notamment par [ZDNet.fr](http://ZDNet.fr) : « Les dépenses publicitaires 1996-2010 ».

<sup>4</sup>- Selon Pricewaterhouse Coopers, il serait en 2010 de 500 milliards de dollars.

<sup>5</sup>- Paul Soriano, « Médias, hors-médias, hypermédia », site de l'Institut de recherches et de perspectives postales.

<sup>6</sup>- J'ai développé ces questions dans diverses contributions au bulletin périodique de l'association Résistance à l'agression publicitaire (RAP).

<sup>7</sup>- Cf. mon article « Écosocialisme et planification démocratique » dans *Écologie et politique*, n° 37, 2008.

## IV

### Étude de cas : États-Unis et Brésil

## Chapitre 8

### Une écologie de gauche aux États-Unis

L'échec des négociations de Copenhague était prévisible. Il confirme l'incapacité des représentants du système capitaliste de répondre au défi écologique du réchauffement global. Il y a pourtant urgence que l'humanité et ses dirigeants empoignent le frein d'urgence du train.

Tandis que les courants dominants de l'écologie, d'Al Gore à Daniel Cohn-Bendit, ne dépassent pas les limites du social-libéralisme, apparaissent aux États-Unis des manifestations dissidentes d'une écologie beaucoup plus radicale. Le livre de Joel Kovel, *The Enemy of Nature*, est une des expressions les plus intéressantes de cette radicalité.

Il existe depuis des décennies une tradition écologique de gauche aux États-Unis, dont Rachel Carson – auteure d'un livre paru en 1962, *Silent Spring (Le Printemps silencieux)*, qui a été un véritable tournant dans la prise de conscience écologique – et Barry Commoner sont les précurseurs. Une de ses expressions actives est le courant de l'*écologie sociale*, qui s'inspire des travaux de l'éco-anarchiste Murray Bookchin. Il existe aussi une aile gauche de la *deep ecology* qui se réfère à l'écophilosophie du penseur norvégien Arne Naess.

Un courant écologique *marxiste* est aussi présent. Il trouve son centre de gravité dans deux revues importantes de la gauche nord-américaine : *Capitalism, Nature and Socialism*, fondée par Jim O'Connor dans les années 1970, et *Monthly Review*, fondée par Paul Sweezy et Harry Magdoff peu après la Seconde Guerre mondiale. Les rédacteurs actuels de ces deux publications, respectivement Joel Kovel et John Bellamy Foster, sont parmi les représentants les plus significatifs de cette mouvance écologique à l'ambition révolutionnaire. Leurs démarches sont très différentes, leurs références ne sont pas les mêmes, mais ils aboutissent à des conclusions très proches : il n'y aura pas de solution à la crise écologique dans les cadres de l'ordre capitaliste établi.

Joel Kovel est le rédacteur en chef de la principale revue écologique de gauche des

États-Unis. *Capitalism, Nature and Socialism* est bien plus que cela : c'est un réseau de militants et de chercheurs, avec des comités locaux dans les principales villes du pays, et même au Canada et au Royaume-Uni. Son fondateur, James O'Connor, un des premiers écomarxistes nord-américains, avait formulé la célèbre thèse d'une *deuxième contradiction* du capitalisme : outre celle entre les forces productives et les rapports de production dont parlait Marx, la contradiction entre les forces productives et les conditions de production, qui incluent l'environnement naturel. Joel Kovel rend hommage à O'Connor dans son livre et se réclame de ses idées pour affirmer que la lutte pour l'intégrité de la nature et celle pour l'humanité sont inséparables. Mais sous sa direction, la revue est devenue beaucoup moins centrée sur les questions économiques pour s'ouvrir à une diversité thématique bien plus grande. Parmi ses collaborateurs, on trouve d'autres écosocialistes nord-américains connus comme David Schwartzman, Paul Buhle, Victor Wallis, mais aussi des figures importantes de l'écoféminisme – Ariel Salleh, Terisa Turner, Karen Charman – et de la gauche écologiste internationale : Patrick Bond (Afrique du Sud), Joan Martinez-Alier (Espagne), David Barkin (Mexique), etc.

Kovel a été membre de l'aile gauche du Parti vert américain et s'est présenté en 2000, lors du congrès de ce parti, comme le challenger socialiste de Ralph Nader, auquel il reprochait de rester enfermé dans la tradition populiste nord-américaine : un populisme qui critique la voracité des grandes entreprises (*corporate greed*), mais sans mettre en question le capitalisme lui-même. Kovel est aussi un des auteurs du *Manifeste écosocialiste* (2001), un des fondateurs du Réseau écosocialiste international<sup>1</sup> et un des auteurs de la Déclaration de Belém sur le changement climatique, distribuée par ce réseau au cours du Forum social mondial de Belém (Brésil) en janvier 2009.

Son livre *The Enemy of Nature* n'est pas un pavé académique, ni un énième discours consensuel sur la nécessité d'un « développement soutenable ». C'est un essai courageux, polémique et critique, solidement argumenté, parfaitement à contre-courant de la doxa dominante et donc, comme le prévoyait l'auteur, exclu de la société intellectuelle convenue (*polite intellectual society*).

Son point de départ, c'est un diagnostic de la crise écologique, sans concessions à l'optimisme ambiant : nous courons au-devant d'une écocatastrophe, dont la manifestation la plus éclatante est le réchauffement global. Il est probable que nous allons connaître une rapide détérioration dans un avenir proche : si l'on ajoute les conséquences combinées de la libération du méthane par la fonte du pergélisol et de la réduction de l'effet albédo, on risque d'assister à un processus de réchauffement global galopant (*runaway global warming*). Nous sommes à un stade de l'histoire humaine qui se caractérise par un ensemble imprévisible mais expansif

d'écroulements écosystémiques.

Qui est responsable de cette crise ? Est-ce « l'être humain » en général ? Ou l'industrialisation, la technologie, la science, en tant que telles ? Un des grands mérites du livre de Kovel, c'est de refuser ces explications commodes, en désignant, de façon claire et précise, le véritable coupable : *le système capitaliste*. Un système fondé sur la prédominance de la valeur d'échange sur la valeur d'usage, du quantitatif sur le qualitatif, et qui ne peut subsister que sous la forme d'un processus expansif incessant et autoreproducteur (*self-perpetuating*) d'accumulation du capital. Un système où tout, y compris soi-même, devient marchandise, et qui impose à tous un ensemble puissant et uniforme de contraintes : la rentabilité à court terme, la compétitivité, la croissance à tout prix, l'expansion, la consommation. Un système qui ne peut que produire de la pollution, du gaspillage, et la destruction des écosystèmes, et qui, contrôlé par les puissances industrielles avancées, voudrait bien exporter les nuisances vers les pays du Sud.

Le capitalisme, qui n'est pas seulement un système économique, mais une modalité d'être (*way of being*), domine la planète entière – grâce à la globalisation – à un degré sans précédent. Ce n'est pas la mauvaise volonté de tel ou tel, mais le système dans son ensemble, avec sa poursuite obsessionnelle de la croissance, qui produit des dégâts irréparables dans les écosystèmes.

Ce n'est donc pas non plus la « technologie » en tant que telle – comme le prétendent Heidegger et ses nombreux disciples – qui est responsable de la crise. Certes, le capitalisme fétichise la technologie et prétend apporter à tous les problèmes, y compris écologiques, une solution grâce à un « truc » technique. Mais la technologie actuelle, qui contribue de manière notable à la ruine de l'environnement, n'existe pas en elle-même : elle est le produit et l'expression du capital, elle est un instrument de l'accumulation capitaliste. Comme toute technologie, elle n'est pas une collection d'outils, mais une structure de rapports sociaux.

Le système capitaliste ne peut pas faire face à la crise écologique, parce que son être essentiel, son impératif catégorique, « croître ou mourir », est précisément la raison même de cette crise. D'où l'échec lamentable des tentatives les plus « avancées » des puissances capitalistes à affronter le défi du réchauffement global, comme les accords de Kyoto, avec leur « marché de droits d'émission » et autres « mécanismes de développement propre », qui ne servent qu'à perpétuer le droit des pays industriels à continuer leurs émissions. Le niveau de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui serait nécessaire pour éviter le changement climatique incontrôlé – 90 % dans les prochaines décennies pour les pays industrialisés – n'est pas compatible avec la logique du capitalisme industriel.

Conclusion de l'auteur : c'est soit le capital, soit notre futur comme espèce... Si

l'on veut éviter une crise écologique sans précédent dans l'histoire humaine, il faut penser l'alternative au-delà du capitalisme, un chemin vers une société écologiquement rationnelle fondée sur la notion de *bien commun* (*commons*).

Malheureusement, la plupart des courants « réellement existants » de l'écologie refusent de prendre en compte l'écodestructivité du capital. C'est le cas par exemple d'Al Gore, dont le film *Une vérité qui dérange* (*An Inconvenient Truth*) en 2006 a eu la grande vertu de sonner l'alarme au sujet du réchauffement global, mais pour lequel la question du capitalisme ne se pose même pas : les solutions ne pourraient être que techniques, dans le cadre de l'ordre économique établi. L'ex-vice-président des États-Unis – qui n'a pas brillé, pendant sa gestion, par la prise de mesures écologiques courageuses – fait aussi appel, comme beaucoup d'autres « verts », au volontarisme individuel : « Les choses que vous pouvez faire pour sauver la planète » – remplacer les ampoules électriques, réduire le chauffage, etc. –, voilà le recours. C'est une méthode sans risque pour se sentir vertueux. Il s'agit ici, comme chez les « économistes verts » qui proposent des mesures de « régulation », d'une écopolitique *sans lutte*. Les initiatives individuelles ou locales sont légitimes, mais limitées : elles sont aussi incapables de dépasser la crise écologique que la distribution de petite monnaie dans le métro de mettre fin à la misère.

La même critique vaut pour les théories économiques communautaires, influencées par la pensée de l'économiste britannique Ernest Friedrich Schumacher : « *Small is beautiful* ». Une économie écologique purement communautaire, ou « bio-régionale », strictement locale, est une illusion. Le capitalisme peut tolérer des expériences locales, des coopératives, etc., à condition qu'elles ne mettent pas des entraves à l'expansion et à l'accumulation du capital.

Plus intéressants sont, selon l'auteur : a) l'écologie profonde, qui a le mérite de proposer une sorte de « révolution copernicienne », qui détrône l'Homme de sa place de maître et possesseur de la nature. Le problème, c'est sa tendance antihumaniste – qui conduit certains à de sérieux dérapages : valoriser le sida qui serait une « vengeance de Gaïa » !, pur exemple de position extrême. Sauf exceptions (Arne Naess), la *deep ecology* refuse toute perspective socialiste ; b) l'écologie sociale, systématisée par l'anarcho-écologiste Murray Bookchin, dont le « municipalisme libertaire » a le défaut de voir dans la *hiérarchie* en tant que telle – et non dans le capital – le responsable de la crise écologique ; c) l'écoféminisme, dont la contribution est capitale, par la mise en évidence de l'origine commune de la domination sur les femmes – rejetées par le patriarcat du côté de l'instinctif, du « sauvage » et du « naturel » – et de celle sur la nature ; mais c'est un courant hétérogène, divisé entre une sensibilité écoféministe anticapitaliste et une autre, qui tend à essentialiser l'« éternel féminin » et sa proximité avec la nature.

L'alternative dont se réclame Kovel, c'est le mouvement *écosocialiste*, dont il est devenu un des principaux théoriciens. L'écosocialisme est un projet fondé sur la prédominance de la valeur d'usage – c'est-à-dire la dimension qualitative des produits, leur utilité humaine, leur beauté, leurs aspects sensibles, concrets ou spirituels – sur la propriété commune des moyens de production, sur la libre association des travailleurs (célèbre formule de Marx) et sur un mode de vie *écocentrique*. Ce qu'il désigne par ce terme, ce n'est pas la centralité d'un « environnement » extérieur aux humains, mais des écosystèmes intégrés, incluant une société humaine solidaire dans des liens de réciprocité avec la nature. Il se réclame de Marx, tout en critiquant ses limites, et met en question l'absence de sensibilité écologique de la tradition socialiste, mis à part quelques exceptions (Rosa Luxemburg, William Morris, j'aurais ajouté Walter Benjamin).

Ce projet écosocialiste visionnaire n'est pas contradictoire, bien au contraire, avec le développement de luttes immédiates pour des objectifs concrets tels que : arrêt de la construction d'autoroutes et développement du réseau des chemins de fer ; obligation de l'État à subventionner les travailleurs perdant leur emploi à cause de la crise des industries liées à l'énergie fossile ; lutte des communautés indigènes d'Amérique latine ou de l'Alaska contre les projets des multinationales pétrolières. Chacune de ces mesures est insuffisante, mais dans l'ensemble elles ralentissent l'accumulation de gaz à effet de serre et créent des conditions pour des mesures plus radicales, comme l'expropriation des pollueurs.

Selon Kovel, la politique écosocialiste est « préfigurative », c'est-à-dire enracinée dans la pratique de communautés écocentriques en résistance au capital, capables de s'inspirer des traditions communautaires du passé, comme les bases indigènes de l'EZLN au Chiapas. Cette proposition est intéressante, mais on peut se demander si elle est généralisable. Kovel ne paraît pas avoir une idée précise de la stratégie du changement social : c'est une des faiblesses de son livre. Il semble hésiter entre deux options : « un archipel de zones écosocialistes libérées [... d'où se propagerait l'écosocialisme] selon différents axes jusqu'à ce que la planète soit écosocialiste » ; b) une lutte sociale, où des millions de personnes descendraient dans les rues, jusqu'au changement de pouvoir politique et l'« expropriation des expropriateurs ». Quelle option faudrait-il choisir ? À moins que ce ne soit une combinaison novatrice entre les deux... Mais il aurait fallu expliquer comment.

Une hésitation analogue se trouve dans la discussion du fonctionnement d'une société écosocialiste. D'une part, il est question d'« organes de coordination peu contraignants » (*loosely coordinative bodies*), associant les cellules de base de la société, qui s'occuperaient de réguler les échanges, les communications, la justice, les universités, etc. D'autre part, Kovel reconnaît la nécessité d'établir une coordination

capable de prendre en charge les services sociaux, tels que le système de transport ferroviaire, l'allocation des ressources, le réinvestissement du produit social et l'harmonisation entre les régions. L'absence de développement de ce dernier aspect, mentionné en passant seulement, dans la toute dernière page, est peut-être la principale lacune de ce livre pionnier. Il s'agit en fait de la question de la planification démocratique, écologique et socialiste, dans laquelle l'ensemble de la population concernée – et pas seulement une « coordination non contraignante » entre communautés locales – prendrait les grandes décisions sur le changement de paradigme : comment remplacer les énergies fossiles par le solaire, le transport privé par le public, l'agro-négoce par l'agriculture organique ? Quelles branches de la production devront être supprimées – l'industrie d'armement, le nucléaire, la publicité – et lesquelles développées : l'éducation, la santé ?

Le nom d'André Gorz n'est pas mentionné par Kovel, mais on peut repérer un certain nombre de convergences entre les deux penseurs. Ce qu'ils ont en commun, c'est tout d'abord le sentiment d'urgence face au danger et la nécessité d'un changement de système. Citons *Ecologica*, le dernier ouvrage – posthume – d'écologie politique de Gorz : « Il est impossible d'éviter une catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis cent cinquante ans<sup>2</sup>. » En d'autres termes, les deux partagent une démarche résolument anticapitaliste : comme le rappelle Gorz, l'écologie politique n'est pas pensable sans une mise en question « théorique et pratique du capitalisme » ; elle n'a toute sa charge critique et éthique que « si les dévastations de la Terre, la destruction des bases naturelles de la vie sont comprises comme les conséquences d'un mode de production<sup>3</sup> ». Enfin, tous les deux voient dans le socialisme la seule alternative écologiquement rationnelle au capitalisme : « Seul le socialisme – c'est-à-dire seule une façon de produire dégagée de l'impératif du profit maximum, gérée dans l'intérêt de tous et par tous ceux qui y concourent –, seul le socialisme peut se payer le luxe de rechercher la plus grande satisfaction au moindre coût possible. Seul il peut rompre avec la logique du profit maximum, du gaspillage maximum, de la production et de la consommation maximum, et la remplacer par le bon sens économique : le maximum de satisfaction avec le minimum de dépense<sup>4</sup>. » Tous les deux reconnaissent la nécessité d'une planification économique, même s'ils s'abstiennent d'en discuter les modalités ; pour Gorz, d'ailleurs, la planification ne concerne que la « sphère de la nécessité » – c'est-à-dire des besoins socialisés –, qui doit être réduite au minimum, pour élargir au maximum la « sphère de la liberté », c'est-à-dire des activités autonomes, « ayant leur but en elles-mêmes<sup>5</sup> ».

Cependant, Joel Kovel ne partage pas un certain « optimisme » technologique de Gorz, l'idée que « la sortie du capitalisme a déjà commencé », que le système

« travaille à sa propre extinction » grâce aux nouvelles techniques d'autoproduction, le *high-tech self-providing*, et grâce à l'essor de l'économie (« immatérielle ») de la connaissance<sup>6</sup>. Il n'accepte pas non plus la thèse controversée de Gorz selon laquelle « une complicité structurelle lie le travailleur et le capital : pour l'un et pour l'autre, le but déterminé est de “gagner de l'argent”, le plus d'argent possible. L'un et l'autre tiennent la “croissance” pour un moyen indispensable d'y parvenir<sup>7</sup> ». Tout en critiquant l'attachement du mouvement ouvrier aux emplois capitalistes existants – qui le conduit souvent à partager avec le capital la même posture de résistance à la protection de l'environnement –, Kovel ne renonce pas à rallier les syndicats et les travailleurs au projet écosocialiste.

Par sa force polémique, par sa richesse et son ampleur de perspective –, ainsi que par sa démarche critique qui ne craint pas d'afficher un point de vue anticapitaliste conséquent –, le livre de Joel Kovel – quelles que soient les critiques qu'on puisse faire sur tel ou tel aspect – est une des plus importantes contributions à une écologie radicale pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

John Bellamy Foster, le rédacteur de la *Monthly Review* – qui a pris, sous son impulsion, une orientation de plus en plus écologique –, est l'auteur de plusieurs ouvrages qui renouvellent profondément le débat sur l'environnement. D'abord, *Marx's Ecology. Materialism and Nature*<sup>8</sup>, qui présente les analyses de Marx sur la « rupture du métabolisme », « c'est-à-dire la perturbation du système des échanges entre sociétés humaines et environnement naturel, produite par le capitalisme ». Par la suite, il a fait paraître un recueil d'articles, *Ecology Against Capitalism*<sup>9</sup>, qui propose de repenser le progrès, dépassant la conception purement quantitative promue par l'économie de marché capitaliste, au profit d'une perspective associant l'écologie et la justice sociale – c'est-à-dire fondée sur les vrais besoins sociaux (et non ceux artificiellement créés par le marketing), démocratiquement définis par la population.

Son dernier livre, *The Ecological Revolution*, publié en 2009, est probablement sa contribution la plus importante à une réflexion écologique anticapitaliste. Il s'agit d'un recueil d'essais publiés en diverses occasions, et partiellement réécrits pour cette publication. Malgré la diversité des sujets débattus, il constitue un tout cohérent, unifié par la méthode marxiste et une perspective politique radicale. Il est divisé en trois sections : la crise planétaire, l'écologie de Marx, écologie et révolution.

Son diagnostic de la crise écologique planétaire est, comme celui de Kovel, sombre mais réaliste. Le capital mène une guerre contre la planète, conduisant à une dévastation écologique globale qui menace la survivance de la vie elle-même sur terre. Combien d'êtres humains – ou d'autres espèces vivantes – vont survivre si le

processus de réchauffement global aboutit – comme le prévoient plusieurs scientifiques – à une montée de la température de huit degrés centigrades ? Le temps nous est compté : si le monde (capitaliste) continue avec le « business as usual » pour encore quelques décennies, le désastre est inévitable.

Bellamy dénonce l'attentisme des dirigeants, et il s'en prend aussi aux écologistes qui croient en des pseudo-solutions techniques dont l'énergie nucléaire. Certains écologistes, comme James Lovelock, sont devenus des avocats du nucléaire : pour Bellamy Foster, c'est un pacte faustien avec le diable, qui ne peut conduire qu'à des catastrophes.

Le résultat de cette inaction, qui dure depuis des décennies, c'est que nous nous trouvons maintenant en plein milieu d'une crise globale de l'environnement d'une telle énormité qu'elle menace le tissu même de la vie sur toute la planète. Bellamy Foster est convaincu que seule une révolution écologique, qui serait aussi une révolution sociale, peut offrir une alternative véritable ; en d'autres termes : la révolution écologique globale exige un tournant civilisationnel. Elle ne peut avoir lieu que dans le cadre d'une révolution plus ample, socialiste. Le terme « révolution écologique », comme il le reconnaît, est ambigu, car utilisé aussi bien par les partisans d'une modernisation écologique, ou « révolution industrielle verte » (changements technologiques), que par ceux qui annoncent des transformations sociales. Ne serait-il pas préférable d'utiliser le terme d'*écossocialisme* ? Foster semble émettre des réserves, il n'emploie pas ce terme, mais en tout cas il est persuadé que « la transition vers le socialisme et la transition vers une société écologique sont un seul processus ».

Pour ce projet de changement de paradigme, Marx est une source d'inspiration très importante : il cite Marx dans *Le Capital*, livre 3, qui écrit que « tout l'esprit de la production capitaliste est en contradiction [...] avec les conditions permanentes de la vie exigées par la chaîne des générations successives ». Comme il l'avait déjà fait dans son livre sur l'écologie de Marx, Bellamy Foster met en évidence le caractère destructeur du capital, et la conception marxienne de l'alternative socialiste. La lecture de Marx par Bellamy est intéressante, mais parfois insuffisamment critique, comme par exemple dans son interprétation trop charitable de certains passages des *Grundrisse* (les *Fondements de la critique de l'économie politique* de 1858) où Marx célèbre le « grand rôle civilisateur » du capitalisme en opposition à « l'idolâtrie de la nature » dans les sociétés précapitalistes.

La principale limitation de Marx était, selon Bellamy Foster, qu'il ignorait l'importance de l'écologie dans la révolte contre le capitalisme. J'ajouterai une autre critique : Marx et encore plus Engels ont souvent défini la révolution socialiste comme l'élimination des rapports de production capitalistes qui étaient devenus des obstacles – des « chaînes » – pour le libre développement des forces productives

créées par ce mode de production lui-même. Or, il est aujourd'hui évident qu'une transformation socialiste/écologique doit changer *aussi bien* les relations de production que les forces productives, ainsi que les modèles de consommation, les systèmes de transport, et, en dernière analyse, toute la civilisation capitaliste. Les travailleurs ne peuvent pas se contenter de s'emparer de l'appareil productif pour le mettre à leur service, ils doivent le remplacer par une autre forme de pouvoir.

Un des chapitres du livre est dédié à une discussion de la thèse de James O'Connor, la « deuxième contradiction » du capitalisme – celle entre les *forces* et les *conditions* de production. Tout en reconnaissant la « formidable contribution à un socialisme écologique » de O'Connor – le fondateur de la revue *Capitalism, Nature and Socialism* –, Bellamy Foster pense que sa théorie risque de nourrir une perspective trop étroite, ou trop économiste : comme le montre le réchauffement global, le capitalisme ne dégrade pas seulement les conditions de production, mais aussi les pré-conditions de la vie elle-même sur la planète.

Dans le dernier chapitre, « Écologie et la transition du capitalisme au socialisme », il s'appuie sur un auteur rarement mentionné dans les débats marxistes sur l'écologie : Hannah Arendt. Dans son livre *La Condition humaine*, elle insiste sur la connexion entre l'accumulation de richesses et la croissance d'un énorme pouvoir de destruction : « Nous sommes capables de détruire toute vie organique sur la Terre. » La conclusion politique et la dernière parole du livre revient à Evo Morales, qui est, selon Bellamy Foster, « un des plus éloquents défenseurs, à l'échelle du monde, de l'environnement global et des droits indigènes » : il n'y aura pas de solution à la crise écologique globale « tant que nous n'aurons pas remplacé le système capitaliste par un système fondé sur la complémentarité, la solidarité et l'harmonie entre les peuples et la nature ».

1- <http://ecosocialistnetwork.org>

2- André Gorz, *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008, p. 29.

3- *Ibid.*, p. 15.

4- *Ibid.*, p. 98. Gorz va jusqu'à proposer le terme de « communisme » plutôt que celui de « socialisme », puisqu'il s'agit d'un stade social où « la satisfaction intégrale de tous les besoins » devient possible (p. 99).

5- *Ibid.*, pp. 104-105.

6- *Ibid.*, pp. 25, 114, 154, 158-159.

7- *Ibid.*, p. 115.

8- New York, Monthly Review Press, 2000.

9- New York, Monthly Review Press, 2002.

## Chapitre 9

### Au Brésil, le combat de Chico Mendes

L'écologie serait-elle un « luxe » pour pays développés, une question qui ne concerne que la population aisée du monde industrialisée ? Un minimum d'attention à ce qui se passe dans les pays du Sud suffirait à tordre le cou à ce lieu commun de la pensée conforme. On assiste bel et bien, parmi les paysans, les communautés indigènes, les populations urbaines marginalisées du tiers-monde à des luttes importantes pour la défense de l'environnement, d'autant plus nécessaires que c'est vers la périphérie du système que sont exportées les formes de production les plus brutalement destructrices de la nature et de la santé des populations. Peu importe si les mobilisations contre la pollution de l'eau, les luttes pour la défense des forêts ou les résistances aux activités nuisibles des industries chimiques se font ou non au nom de l'écologie – terme que ne connaissent pas la plupart des acteurs populaires engagés dans ces mouvements. L'essentiel est que ces luttes ont lieu, et qu'elles touchent à des questions de vie ou de mort pour les populations concernées.

Parmi les multiples manifestations de cette « écologie des pauvres », un mouvement apparaît comme particulièrement exemplaire, par sa portée à la fois sociale et écologique, locale et planétaire, « rouge » et « verte » : le combat de Chico Mendes et de la Coalition des peuples de la forêt pour la défense de l'Amazonie brésilienne, contre l'œuvre destructrice des grands propriétaires fonciers et de l'agro-business multinational. Chico, qui a payé de sa vie son action pour la cause des peuples amazoniens, est devenu une figure légendaire, un héros du peuple brésilien. Toutefois, le traitement médiatique de son histoire tend à occulter la *radicalité* sociale et politique de son combat. Il existe aussi des tentatives malheureuses de « couper une moitié » de son héritage politique : des écologistes réconciliés avec le capitalisme « oublient » son engagement socialiste, tandis que des socialistes arriérés nient la dimension écologique de sa lutte.

Francisco Mendès Alves Filho, né le 15 décembre 1944 à Xapuri, en Amazonie, s'est formé d'abord dans la culture chrétienne libérationniste des communautés ecclésiales brésiliennes ; c'est au cours des années 1960 qu'il découvre le marxisme, grâce à un vétéran communiste, Euclides Fernandes Távora ; lieutenant partisan de Luís Carlos Prestes, Távora a participé au soulèvement « rouge » de 1935, ce qui lui a

coûté des années de prison et, plus tard, l'exil en Bolivie ; revenu clandestinement au Brésil, il s'établit dans la forêt amazonienne, à la frontière de l'État brésilien de l'Acre et de la Bolivie.

Cet apprentissage marxiste aura une influence décisive dans la formation des idées politiques de Chico Mendes : selon ses propres mots, la rencontre avec Távora « a été une très grande aide et une des raisons pour lesquelles je suis dans cette lutte. D'autres camarades, malheureusement, n'ont pas eu, à cette époque, le privilège de recevoir une orientation aussi importante pour leur avenir comme celle que j'ai eue<sup>1</sup> ».

Chico Mendes travaille comme *seringueiro*, ces paysans qui récoltent artisanalement le latex de l'arbre à caoutchouc amazonien. En 1975, il fonde, avec le syndicaliste Wilson Pinheiro, le syndicat des travailleurs ruraux de Brasília et, deux ans après, le syndicat des travailleurs ruraux de Xapuri, sa ville natale. Cette même année, il est élu conseiller municipal en qualité de représentant du Mouvement démocratique brésilien (MDB), l'opposition – tolérée – au régime militaire, mais il se rend compte, assez rapidement, que ce parti n'est pas solidaire avec ses luttes.

C'est à cette époque qu'il va inaugurer, avec ses camarades du syndicat, une forme de lutte non violente, inédite dans le monde : les célèbres « blocages » (*empates*, mot brésilien qui signifie littéralement « jeu à égalité »). Ce sont des centaines de *seringueiros*, avec leurs femmes et leurs enfants, qui se donnent la main et affrontent, sans armes, les bulldozers des grandes entreprises coupables de déforestation. La démarche est souvent couronnée de succès, jusqu'à gagner parfois l'adhésion des employés chargés d'abattre les arbres.

Les ennemis des *seringueiros* sont les latifundistes, l'agro-négoce, les entreprises de l'industrie du bois, qui veulent commercialiser les essences les plus chères, ou les éleveurs, qui veulent planter de l'herbe à la place des arbres abattus, pour élever du bétail destiné à l'exportation. Ceux-ci sont soutenus par l'UDR (Union démocratique ruraliste) et ses *pistoleiros* (hommes de main, mercenaires), qui comptent d'innombrables complicités dans la police, la justice et les gouvernements (locaux, provinciaux et fédéral).

C'est à partir de cette époque que Chico commence à recevoir les premières menaces de mort ; peu après, son camarade de lutte Wilson Pinheiro est assassiné. Pour venger ce crime, qui, comme d'habitude, va rester impuni, un groupe de travailleurs décide de se faire justice en exécutant le propriétaire foncier qui a donné l'ordre de tuer le dirigeant syndical<sup>2</sup>. À la demande des latifundistes de la région, qui tentent de le mêler à cet incident, Chico Mendes est inculpé par le régime militaire, au nom de la loi de sécurité nationale. À plusieurs reprises, en 1980 et 1982, il sera emprisonné et traîné devant des tribunaux militaires, accusé d'incitation à la violence, mais finit par être disculpé, faute de preuves.

Au cours de ses premières années d'activité syndicale, Chico Mendes, socialiste convaincu, milite dans les rangs du Parti communiste brésilien. Déçu par ce parti, qui, selon son témoignage, « se cachait derrière des rideaux<sup>3</sup> », il va adhérer en 1979-1980 au nouveau Parti des travailleurs, fondé par Lula et ses camarades, dont il ralliera l'aile gauche, socialiste. Sa tentative d'être élu député en 1982 échoue, essentiellement en raison de la faible base électorale du parti pendant ses premières années. En 1985, il organise, avec ses camarades syndicalistes, la Rencontre nationale des *seringueiros*, qui va mener à la fondation du Conseil national des *seringueiros* ; sa lutte reçoit le soutien du PT, de la Pastorale de la Terre, de la CUT (Centrale syndicale) et du MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre), qui était justement en train de se constituer à cette époque.

Bientôt le combat des *seringueiros* et autres travailleurs vivant de l'extraction (châtaigne, jute, noix de babaçu) pour défendre la forêt va converger avec celui d'autres groupes de paysans, notamment les communautés indigènes, donnant lieu à la fondation de l'Alliance des peuples de la forêt. Pour la première fois, des *seringueiros* et des indigènes, qui s'étaient si souvent affrontés par le passé, unissent leurs forces contre l'ennemi commun : le latifundium, le capitalisme agricole destructeur de la forêt. Chico Mendes a défini avec passion l'enjeu de cette alliance : « Plus jamais un de nos camarades ne fera couler le sang de l'autre. Ensemble, nous pouvons défendre la nature, qui est le lieu où nos gens ont appris à vivre, à élever leurs enfants et à développer leurs capacités, dans une pensée en harmonie avec la nature, avec l'environnement et avec tous les êtres qui habitent ici<sup>4</sup>. »

Comme l'on voit, Chico Mendes était parfaitement conscient de la dimension écologique de cette lutte ; à ses yeux, le combat pour l'Amazonie intéressait non seulement les populations locales, mais toute l'humanité, qui a besoin de la forêt tropicale, le « poumon vert de la planète » : « Nous avons découvert que, pour garantir l'avenir de l'Amazonie, il fallait créer une réserve uniquement destinée à l'extraction, en préservant ainsi la forêt. [...] Nous, les *seringueiros*, nous comprenons que l'Amazonie ne peut pas devenir un sanctuaire intouchable. D'autre part, nous comprenons aussi qu'il est urgent d'empêcher la déforestation qui menace l'Amazonie et donc menace la vie même de tous les peuples de la planète. [...] Que voulons-nous avec une réserve d'extraction ? Que les terres appartiennent à la République et que leur usufruit soit réservé aux *seringueiros* et aux autres travailleurs de l'extraction qui y habitent<sup>5</sup>. »

La solution proposée, une espèce de réforme agraire adaptée aux conditions de l'Amazonie, est d'inspiration socialiste, dans la mesure où elle est fondée sur la propriété publique de la terre, et son usufruit aux travailleurs. Elle est aussi écologique, un terme dont Chico apprend la signification à cette époque ; s'adressant

à sa camarade de lutte Marina Silva, il lui explique : « Ma vieille, ce truc que nous faisons ici, c'est de l'écologie. Je viens de le découvrir lors de mon voyage à Rio de Janeiro<sup>6</sup>. »

En 1987, des organisations environnementalistes nord-américaines invitent Chico Mendes à venir témoigner lors d'une réunion de la Banque interaméricaine de développement ; sans hésitation, il explique que la déforestation de l'Amazonie est le résultat de projets financés par les banques internationales. C'est à partir de ce moment qu'il devient internationalement connu, recevant, peu après, le prix écologique « Global 500 » des Nations unies. Son combat est alors devenu un symbole de la mobilisation planétaire pour sauver la dernière grande forêt tropicale de la planète, et des écologistes du monde entier se solidarisent avec lui.

Pragmatique, homme de terrain et d'action plutôt que théoricien, préoccupé par des questions pratiques et concrètes – alphabétisation, formation de coopératives de production, recherche d'alternatives économiques viables –, Chico fut aussi un rêveur et un utopiste, au sens noble et révolutionnaire du mot. Il est impossible de lire sans émotion le testament socialiste et internationaliste qu'il a laissé aux générations futures, publié après sa mort dans une brochure du syndicat de Xapuri et de la CUT :

« Attention, jeune de l'avenir :

6 septembre de l'an 2120, anniversaire du premier centenaire de la révolution socialiste mondiale, qui a unifié tous les peuples de la planète, dans un seul idéal et une seule pensée d'unité socialiste, et qui a mis fin à tous les ennemis de la nouvelle société.

Ne reste ici que le souvenir d'un triste passé de douleur, de souffrance et de mort.

Excusez-moi. Je rêvais quand j'ai décrit ces événements que je ne verrai pas moi-même. Mais j'ai le plaisir d'avoir rêvé<sup>7</sup>. »

En 1988, la rencontre nationale de la CUT approuve la thèse présentée par Chico Mendes au nom du Conseil national des *seringueiros*, sous le titre : « Défense de la nature et des peuples de la forêt », qui, entre autres revendications, exige « l'immédiate expropriation des *seringais* [plantations de caoutchouc] en conflit au profit des communautés fondées sur l'extraction [*assentamentos extrativistas*] de façon à ne pas agresser la nature et la culture des peuples de la forêt, en permettant l'utilisation soutenable des ressources naturelles, grâce à l'utilisation de technologies développées depuis des siècles par les peuples qui vivent de l'extraction en Amazonie<sup>8</sup> ».

Il obtient à cette époque deux victoires importantes : l'établissement des premières

réserves d'extraction créées dans l'État de l'Acre (Amazonie) et l'expropriation des terres du *Seringal* Cachoeira, appartenant au latifundiste Darly Alves da Silva, à Xapuri. Chico attribuera une grande portée à cette conquête : « La chose la plus importante pour stimuler la continuité de ce mouvement a été la victoire des *seringueiros* de Cachoeira. Cette victoire a eu un impact positif sur toute la région, puisque les *seringueiros* savaient qu'ils luttaient contre le groupe le plus fort et ses bandes d'assassins sanguinaires. Les *seringueiros* étaient conscients qu'ils luttaient contre un escadron de la mort et même ainsi ils n'ont pas eu peur. Il y a eu des jours où nous avons eu 400 *seringueiros* rassemblés [...] dans des piquets au milieu de la forêt<sup>9</sup> [...]. »

Pour l'oligarchie rurale, qui, depuis des siècles, avait l'habitude d'éliminer – en toute impunité – ceux qui osaient dresser les travailleurs contre le latifundium, il était « un gars marqué pour la mort ». Peu après, en décembre 1988, Chico Mendes est assassiné devant sa propre maison par des tueurs à gage au service du clan des propriétaires fonciers Alves da Silva.

Par sa capacité à associer inséparablement socialisme et écologie, réforme agraire et défense de l'Amazonie, luttes paysannes et luttes indigènes, survivance d'humbles populations locales et protection du patrimoine de l'humanité – la dernière grande forêt tropicale non encore détruite par le « progrès » capitaliste –, le combat de Chico Mendes est exemplaire et continuera à inspirer de nouvelles luttes, non seulement au Brésil, mais dans d'autres pays et continents.

La lutte des *seringueiros* continue, aujourd'hui encore, avec des hauts et des bas. Le maire de Xapuri et le gouverneur de l'État de l'Acre appartiennent au PT et tentent d'affronter le pouvoir de l'oligarchie. Mais les tueurs à gage agissant pour le compte des propriétaires fonciers continuent à sévir, comme le montre spectaculairement l'assassinat en 2005 de la missionnaire nord-américaine Dorothy Stang, bien connue pour son engagement en faveur des paysans sans terre dans la région amazonienne.

Plutôt que dans des partis ou des administrations, l'héritage de Chico Mendes est présent dans les luttes des *seringueiros* et des indigènes, dans la mobilisation des paysans pour la réforme agraire – et contre les OGM – et dans la convergence entre écologie et socialisme qui commence à prendre forme, non seulement dans de petits réseaux militants, mais aussi dans le plus important mouvement social du Brésil, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre. Lors de la célébration de son vingtième anniversaire, celui-ci a organisé un séminaire international à Rio (juillet 2004) sur les « Dilemmes de l'humanité ». Dans la brochure de présentation de la conférence, nous trouvons un résumé du point de vue du mouvement, de son utopie sociale, de son « rêve aux yeux ouverts » (pour utiliser une expression d'Ernst Bloch) : « un monde égalitaire, qui socialise ses richesses matérielles et culturelles ». Dans le même

document, nous trouvons un diagnostic sans illusions de la réalité actuelle : « Le monde se trouve à ce point dégradé qu'il ne s'agit plus de penser des stratégies pour le faire "revenir dans son axe", mais plutôt de construire un chemin nouveau, fondé sur l'égalité entre les êtres humains et sur des principes écologiques. » Un chemin nouveau, égalitaire et écologique, socialisant les richesses : je pense que Chico Mendes se reconnaîtrait dans ce programme.

1- *Chico Mendes por éle mesmo*, Rio de Janeiro, FASE, 1989, p. 64. Il s'agit d'un entretien autobiographique réalisé à Xapuri en novembre-décembre 1988 par le professeur Pedro Vicente Sobrinho, de l'Universidade Federal do Acre, selon un plan établi par Cândido Grzybowksi, professeur à la Fundação Getúlio Vargas de Rio de Janeiro.

2- Dans son entretien autobiographique, Chico Mendes décrit cet épisode : « Ils ont tué Wilson, et les travailleurs étaient désespérés. [...] Se rendant compte qu'il n'y aurait aucune réponse de la part des tribunaux, [...] ils ont soumis un des propriétaires fonciers qui avaient donné l'ordre de tuer Wilson Pinheiro à un jugement sommaire et il fut décidé de le fusiller. [...] Cette fois-ci, les tribunaux ont fonctionné, d'une façon très rapide et violente. En vingt-quatre heures, des centaines de *seringueiros* ont été emprisonnés, torturés, certains ont eu les ongles arrachés avec une pince » (*Chico Mendes por éle mesmo, op. cit.*, p. 19).

3- « Je n'étais pas d'accord avec certaines positions du PC à cette époque, parce que, quand on dressait les gens contre le latifundium, quand on l'affrontait, les "blocages" et la répression tombaient sur moi, ils se cachaient derrière des rideaux. J'étais le seul à apparaître dans cette histoire. J'ai commencé à être un peu furieux et méfiant devant ce comportement. J'ai donc rompu avec le PC et j'ai adhéré au Parti des travailleurs » (*Chico Mendes por éle mesmo, op. cit.*, p. 69).

4- Discours de Chico Mendes, cité par Aílton Krenak, coordinateur de l'Union des nations indigènes du Brésil, in *Chico Mendes*, Sindicato dos Trabalhadores de Xapuri, Central unica dos Trabalhadores, São Paulo, Rio de Janeiro, 1989, p. 26.

5- *Chico Mendes por éle mesmo, op. cit.*, p. 24. Le titre du chapitre est « La création d'une réserve d'extraction en Amazonie comme alternative écologique et économique ».

6- Cf. *Legado Chico Mendes*, Rio de Janeiro, Sesc, 2003, p. 38.

7- *Chico Mendes, op. cit.*, p. 34.

8- *Ibid.*, p. 21.

9- *Chico Mendes por éle mesmo, op. cit.*, p. 57.

# ANNEXES

# 1.

## Manifeste écosocialiste international (septembre 2001)

Les débuts du XXI<sup>e</sup> siècle sont catastrophiques : risque écologique sans précédent, ordre mondial chaotique cerné par la terreur et les guerres de basse intensité qui se répandent telle la gangrène sur la planète – en Afrique centrale, au Moyen-Orient, le long de la côte pacifique de l'Amérique du Sud – et se répercutent à travers les nations.

De notre point de vue, les crises écologiques et sociétales sont intrinsèquement liées et devraient être perçues comme les manifestations différentes des mêmes forces structurelles. Les premières, de façon générale, trouvent leur origine dans une industrialisation rampante qui détruit la capacité terrestre à amortir la dégradation écologique. Les secondes proviennent d'une forme d'impérialisme connue sous le nom de globalisation, qui a des effets dévastateurs sur les sociétés qui lui résistent. Ces forces sous-jacentes représentent les différents aspects d'une même dynamique centrale : l'expansion du système capitaliste mondial.

Nous rejetons tous les euphémismes et la propagande consistant à amoindrir la brutalité de ce régime : un ravalement de façade de ses coûts écologiques, comme toute relativisation de ses coûts humains au nom de la démocratie et des droits de l'homme. Nous insistons au contraire sur la nécessité de considérer le capital à partir de ce qu'il a réellement commis.

En agissant sur la nature et son équilibre écologique, dans l'obligation constante d'étendre sa profitabilité, ce régime expose les écosystèmes à des pollutions déstabilisantes, fragmente les habitats naturels qui ont évolué pendant des millénaires pour permettre l'épanouissement des organismes vivants, gaspille les ressources, réduit la vitalité charnelle de la nature à l'échange glacial qu'exige l'accumulation du capital.

Du côté de l'humanité et de ses exigences d'autodétermination, de biens communs et d'existence pleine de sens, le capital réduit la majorité de la population planétaire à un pur et simple réservoir de main-d'œuvre et la plupart des autres au rang de choses. Il a envahi et miné l'intégrité des communautés par le biais de sa culture consumériste

de masse dépolitisée. Il a augmenté les disparités de revenus et de pouvoir à des niveaux jamais atteints dans l'histoire humaine. Il a travaillé avec un réseau d'États clients, corrompus et serviles, dont les élites locales accomplissent le travail de répression et protègent le centre de tout opprobre. De plus, il a commencé à créer un réseau d'organisations transnationales placées sous la supervision des pouvoirs occidentaux et de la superpuissance américaine afin de miner l'autonomie de la périphérie tout en maintenant un énorme appareil militaire qui renforce la soumission au centre capitaliste.

Nous pensons que le système capitaliste actuel ne peut réguler, et encore moins surmonter, les crises qu'il a engendrées. Il ne peut résoudre la crise écologique parce qu'il devrait poser des limites à l'accumulation – choix inacceptable pour un système basé sur la règle du « grossis ou meurs ! » Il ne peut résoudre la crise posée par la terreur et autres formes de rébellion violente parce qu'il devrait abandonner la logique de l'empire et imposer en conséquence d'inacceptables limites à la croissance et au « mode de vie » soutenus par cet empire. La seule solution à sa portée est le recours à la force brutale, qui accroît l'aliénation et sème les graines du terrorisme comme du contre-terrorisme, évoluant vers une variante nouvelle et maligne de fascisme.

En bref, le système capitaliste mondial a fait historiquement faillite. Il est devenu un empire dont l'extraordinaire gigantisme cache de moins en moins la faiblesse sous-jacente. Suivant le vocabulaire de l'écologie, il est devenu profondément « insoutenable » et doit être radicalement changé. Il doit être remplacé si l'on veut un avenir meilleur.

Ainsi le choix dramatique posé par Rosa Luxemburg fait-il son retour : socialisme ou barbarie ! Le visage de la barbarie révèle maintenant les empreintes du nouveau siècle et prend l'allure de la catastrophe écologique, du couple terreur/contre-terreur et de leur dégénérescence fasciste.

Mais pourquoi le socialisme ? Pourquoi faire revivre un mot qui serait condamné à la poubelle de l'histoire à cause des interprétations erronées du <sup>xx</sup>e siècle ? Pour la simple raison que, même inaccomplie, la notion de socialisme représente encore le dépassement du capitalisme. Si le capital est vaincu, tâche qui revêt aujourd'hui l'urgence de la survie même de la civilisation, le résultat ne pourra être que le « socialisme », puisque ce terme est celui qui désigne la rupture et le passage vers une société postcapitaliste. Si nous disons que le capital est radicalement insoutenable et qu'il verse dans la barbarie, nous disons également que nous avons besoin de bâtir un socialisme capable de résoudre les crises que le capital a créées. Si les « socialismes » passés ont échoué dans cette tâche, il est de notre devoir, à moins de nous soumettre à une fin barbare, de lutter pour que le socialisme l'emporte. De même que la barbarie a changé d'une manière qui reflète le siècle, depuis que Rosa Luxemburg a énoncé son

alternative prophétique, le socialisme doit aussi évoluer pour correspondre à l'époque dans laquelle nous vivons.

Pour toutes ces raisons, nous avons choisi de nommer écosocialisme notre interprétation du socialisme et de nous employer à le réaliser.

Pourquoi l'écosocialisme ? Nous comprenons l'écosocialisme, dans le contexte de la crise écologique, non comme le refus des socialismes « première version » du <sup>xx</sup>e siècle, mais comme leur prolongement. Comme eux, il se fonde sur le fait que le capital est du travail mort objectivé qui profite de la séparation des producteurs et des moyens de production. Le socialisme dans sa première version n'a pas été capable de réaliser son but pour des raisons trop complexes à expliquer ici, sauf à les résumer comme les effets divers du sous-développement dans un contexte d'hostilité des pouvoirs capitalistes existants. Cette conjoncture a eu de nombreuses conséquences délétères sur les socialismes existants, principalement le refus de la démocratie interne, de pair avec une émulation productiviste avec le capitalisme, conduisant finalement à l'effondrement de ces sociétés et à la ruine de leur environnement.

L'écosocialisme conserve les objectifs émancipateurs du socialisme première version et rejette les buts atténués, réformistes, de la social-démocratie et les structures productivistes du socialisme bureaucratique. Il insiste sur une redéfinition des voies et du but de la production socialiste dans un cadre écologique. Il le fait non pour imposer la rareté, la rigueur et la répression, mais pour respecter les limites de croissance essentielles pour une société durable. Son but est plutôt de transformer les besoins et de substituer une dimension qualitative à ce qui était quantitatif. Du point de vue de la production des biens, cela se traduit par la priorité des valeurs d'usage par rapport aux valeurs d'échange, projet lourd de conséquences pour l'activité économique immédiate.

La généralisation d'une production écologique dans des conditions socialistes peut permettre de remporter une victoire sur les crises présentes. Une société de producteurs librement associés ne s'arrête pas à sa propre démocratisation. Elle doit insister sur la libération de tous les êtres comme son fondement et son but. Elle l'emporte ainsi sur le mouvement impérialiste à la fois subjectivement et objectivement. En réalisant un tel but, elle se bat contre toute forme de domination, y compris celles de genre et de race, et elle dépasse les conditions qui nourrissent les dérives fondamentalistes et leurs manifestations terroristes. En résumé, le principe d'une société mondiale s'inscrit dans une perspective d'harmonie écologique inconcevable dans les conditions présentes. L'un de ses résultats pratiques serait par exemple l'extinction de la dépendance pétrolière comme du capital industriel. En retour, cela peut créer la condition matérielle de libération des terres aujourd'hui aux mains de l'impérialisme pétrolier, tout en contenant le réchauffement de la planète et

autres maux nés de la crise écologique.

Personne ne peut lire ces prescriptions sans penser aux nombreuses questions théoriques et pratiques qu'elles soulèvent et sans un certain découragement, tant elles semblent éloignées de l'état actuel du monde réellement existant, qu'il s'agisse des institutions ou des niveaux de conscience. Nous n'avons pas besoin de développer ces points facilement reconnaissables par tous. Mais nous voudrions insister pour qu'ils soient pris en considération. Notre propos n'est ni de définir chaque pas à franchir, ni de hurler contre le pouvoir exorbitant de l'adversaire. Il s'agit plutôt d'une logique de transformation nécessaire et suffisante de l'ordre actuel pour franchir les étapes intermédiaires vers ce but. Nous agissons ainsi de manière à penser plus profondément ces possibilités et en même temps à commencer à travailler avec ceux qui partagent nos préoccupations. Si ces arguments ont quelque valeur, des idées et des pratiques similaires germeront de façon coordonnée dans d'innombrables endroits du globe.

L'écosocialisme sera international, universel, ou ne sera pas. Les crises de notre époque peuvent et doivent être comprises comme des opportunités révolutionnaires que nous devons faire éclore.

Rédigé par Joel Kovel et Michael Löwy.

### **Signataires**

Marcos Barbosa de Oliveira (Brésil), David Barkin (États-Unis), Cristobal Cervantes (Espagne), Arran Gare (États-Unis), Laurent Garrouste (France), Jean-Marie Harribey (France), Howie Hawkins, François Iselin (Suisse), Joel Kovel (États-Unis), Richard Lichtman (États-Unis), Peter Linebaugh (États-Unis), Isabel Loureiro (Brésil), Michael Löwy (France), Renata Menasche (Brésil), Pierre Rousset (France), Ariel Salleh (États-Unis), Walt Sheasby (États-Unis), Jose Tapia (Espagne), Bernard Teissier (France), Ahmet Tonak (États-Unis), Charles-André Udry (Suisse), Renan Vega (Colombie), Victor Wallis (États-Unis).

## 2.

### Réseau brésilien écosocialiste (2003)

Le Réseau écosocialiste brésilien a été créé le 27 janvier 2003, pendant le forum social mondial de Porto Alegre. L'initiative a été discutée pendant les deux journées de l'atelier « La soutenabilité par l'écosocialisme », promue par le centre d'études environnementales – CEA – de la ville de Pelotas (Rio Grande du Sud), et l'institut A Terrazul (« La terre bleue ») de la ville de Fortaleza (Ceara), avec la participation de plus de 250 personnes, venues de 16 États brésiliens.

Le Réseau écosocialiste brésilien ne remplace aucune organisation politique et sociale. Il s'est constitué comme une association de militants écosocialistes, qui, dans les différentes sphères de l'action politique, agissent selon les principes et la réflexion théorique et programmatique construites par l'écosocialisme.

#### DÉCLARATION DE PRINCIPES ET OBJECTIFS DU RÉSEAU ÉCOSOCIALISTE BRÉSILIEN

Il n'y a pas d'avenir pour une pensée politique qui ne vise pas un monde écologiquement soutenable. La crise écologique est un phénomène global, qui doit être traité, avec la même intensité, localement et mondialement. Dans son offensive pour tout transformer en propriété privée et en marchandise, le capital veut breveter la vie et s'appropriier la biodiversité ; il tente d'imposer les produits génétiquement modifiés et de privatiser, mercantiliser et contrôler l'eau et les forêts.

Il ne suffit pas de comprendre que la logique de la production et de la consommation capitalistes fonctionne comme une fin en soi ; il faut dépasser la barrière de l'entendement orthodoxe, fondé uniquement sur les anciennes victoires de la classe ouvrière et de son parti, et reconnaître que le défi écologique impose une nouvelle identité des acteurs sociaux et de la composition du bloc de forces autour de l'alliance ouvrière/paysanne.

Le réseau écosocialiste est constitué de femmes et d'hommes qui croient que l'environnement naturel n'appartient pas à des individus, groupes ou entreprises, ni

même à une seule espèce. Qui luttent pour que chaque être humain vivant sur la planète ait les mêmes droits à disposer des biens naturels et sociaux dont il a besoin et que, quand ceux-ci sont limités, ou même insuffisants, le partage soit juste et planifié – et jamais décidé par des guerres, de la compétition ou autres formes de conflit. Qui comprennent que l’humanité doit limiter et adapter ses activités productives en respectant les autres êtres vivants et les processus de reproduction de la vie sur la planète.

Nous sommes des femmes et des hommes qui croient que l’écossocialisme est la réalisation du socialisme, libéré des errements bureaucratiques et centralisateurs du prétendu socialisme réel. Nous luttons pour une société sans exploitation d’une personne par une autre, où le travail vise la libération et non l’aliénation humaine. Une société utilisant des énergies renouvelables, et où la production soit capable de recycler les matériaux utilisés, sans générer de résidus.

Nous luttons pour une planète où l’éternel cycle naturel de l’extinction et de la reproduction des espèces reste déterminé par des rythmes naturels et non par le rythme actuel excessif, qui voit nombre d’espèces disparaître brusquement, victimes d’actions de l’espèce humaine, qui risque de rester seule à la surface de la terre. Une planète habitée par des espèces issues de processus naturels de création et de mutation, parmi lesquelles s’insère l’humanité.

Nous luttons pour une société où toutes aient droit à un territoire, à un espace pour vivre : la surface de la terre et l’espace environnemental ne doivent pas être un objet de spéculation immobilière ni un instrument de domination et exclusion. La terre doit appartenir à qui la travaille et y vit, dans les campagnes et dans les villes – nous parlons de villes soutenables. Une société où les personnes soient conscientes que toute production utilise des éléments naturels, ainsi que des connaissances et structures sociales. Et que, par conséquent, une partie de la production est une propriété sociale et que toute personne a le droit d’accès aux résultats de la production sociale, de façon à pouvoir vivre dignement.

Une société qui n’accepte pas de risques pour l’environnement. Qui comprenne que l’inexistence de preuves pour démontrer qu’une technologie est dangereuse n’est pas une raison suffisante pour son acceptation, parce que, quand une innovation apparaît, normalement on ne connaît pas encore tous les risques. Au contraire, il faut que la technologie fasse la preuve qu’elle est sûre, et qu’elle constitue un instrument pour l’amélioration des conditions sociales et environnementales, par rapport à celles qui existent.

Nous luttons pour un temps où la diversité sociale serait le fruit de la libre détermination des personnes et des peuples. Les différences culturelles, ethniques, raciales, de genre et d’option sexuelle ne doivent jamais être des instruments pour nier

l'égalité des droits sociaux.

Enfin, le réseau écosocialiste est constitué de personnes qui dédient leur vie à défendre la vie et la paix sur la planète, contre la barbarie.

Porto Alegre, III<sup>e</sup> Forum social mondial, 27 janvier 2003.

### 3.

## Déclaration écosocialiste internationale de Belém (2008)

« Le monde souffre d'une fièvre provoquée par le changement climatique, et la maladie est le modèle capitaliste de développement. »

EVO MORALES,

Président de la Bolivie, septembre 2007.

### **Le choix auquel fait face l'humanité**

L'humanité fait face aujourd'hui à un choix crucial : écosocialisme ou barbarie. Nous n'avons pas besoin de plus de preuves de la barbarie du capitalisme, système parasitaire qui exploite l'humanité et la nature. Son seul moteur est l'impératif du profit et le besoin d'une croissance sans fin. Il crée inutilement des produits, gaspillant les ressources limitées de l'environnement et lui rendant seulement des toxines et des polluants. Sous le capitalisme, la seule mesure du succès est l'augmentation des ventes chaque jour, chaque semaine, chaque année – nécessitant la création d'énormes quantités de produits qui sont directement nocifs pour les humains et pour la nature, et ne peuvent être fabriqués qu'en favorisant les maladies, qu'en détruisant les forêts qui produisent l'oxygène que nous respirons, qu'en démolissant des écosystèmes et en utilisant notre eau, notre air et notre terre comme des égouts pour se débarrasser des déchets industriels.

Le besoin de croissance du capitalisme existe à chaque niveau, de l'entreprise individuelle au système dans son ensemble. La faim insatiable des entreprises est facilitée par l'expansion impérialiste à la recherche d'un accès toujours plus grand aux ressources naturelles, à la main-d'œuvre à prix réduit et aux marchés. Le capitalisme a toujours été écologiquement destructeur, mais, de nos jours, ses assauts contre la terre

se sont multipliés. Un changement quantitatif, qui mène à une transformation qualitative, conduit le monde à un point de non-retour, au bord du désastre. Un nombre de plus en plus important de recherches scientifiques ont identifié les multiples voies par lesquelles une petite augmentation de la température pourrait enclencher un processus irréversible, des effets d’emballement – tels que la fonte rapide de la calotte glacière au Groenland ou le rejet du méthane enfoui dans le pergélisol et sous l’océan – qui rendraient un changement climatique catastrophique inévitable.

Un réchauffement global laissé sans contrôle exercera des effets dévastateurs sur l’humanité, la faune et la flore. Les rendements des récoltes chuteront radicalement, menant à la famine sur une large échelle. Des centaines de millions de personnes seront déplacées par la sécheresse dans certaines régions et par la montée du niveau des océans dans d’autres. Une température chaotique et imprévisible deviendra la norme. L’air, l’eau et le sol seront empoisonnés. Les épidémies de malaria, de choléra et d’autres maladies encore plus mortelles frapperont les plus pauvres et les membres les plus vulnérables de chaque société.

L’impact de la crise écologique est ressenti le plus sévèrement par ceux et celles dont les vies ont été déjà ravagées par l’impérialisme en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et les peuples autochtones sont partout particulièrement vulnérables. La destruction environnementale et le changement climatique constituent un acte d’agression des riches contre les pauvres.

La dévastation écologique, résultant de la nécessité insatiable d’augmenter les profits, n’est pas une dimension accidentelle du capitalisme : elle est contenue dans l’ADN du système et ne peut pas être réellement écartée. La production guidée par la recherche des profits ne considère que le court terme pour prendre ses décisions d’investissement, et ne peut pas prendre en considération la santé et la stabilité à long terme de l’environnement. L’expansion économique infinie est incompatible avec des écosystèmes finis et fragiles, mais le système économique capitaliste ne peut pas tolérer des limites à la croissance ; son besoin constant d’expansion renversera toutes les limites qui pourraient être imposées au nom du « développement durable. » Ainsi, le système capitaliste, en soi instable, ne peut pas réglementer sa propre activité, et encore moins surmonter les crises provoquées par sa croissance chaotique et parasitaire, parce que faire ainsi exigerait que des limites soient imposées à l’accumulation – option inacceptable pour un système basé sur une règle : croissez ou disparaissez !

Si le capitalisme demeure l’ordre social dominant, le mieux que nous pouvons prévoir, ce sont des conditions climatiques insupportables, une intensification des crises sociales et la diffusion de formes de plus en plus barbares de la domination de

classe, comme des affrontements entre puissances impérialistes, ou entre ces dernières et l'ensemble des régions du Sud, pour le contrôle des ressources en baisse dans le monde.

Au pire, la vie de l'humanité elle-même est menacée.

### **Stratégies capitalistes de changement**

Il ne manque pas de propositions stratégiques pour faire face à la ruine écologique, y compris la crise du réchauffement global produit par l'augmentation insouciante de l'anhydride carbonique dans l'atmosphère. La grande majorité de ces stratégies partagent un dispositif commun : elles sont conçues par et au nom du système global dominant, le capitalisme. Il n'est donc pas surprenant que le système global dominant, responsable de la crise écologique, établisse le cadre de la discussion au sujet de cette crise, du contrôle du capital sur les moyens de production de la connaissance, et de l'anhydride carbonique dans l'atmosphère. En conséquence, ses politiciens, bureaucrates, économistes et professeurs élaborent un flot continu de propositions, qui sont toutes des variantes sur le thème suivant : « Les dommages écologiques du monde peuvent être surmontés sans rupture avec les mécanismes du marché et avec le système d'accumulation qui dirige l'économie mondiale. »

Mais personne ne peut servir deux maîtres – l'intégrité de la terre et la rentabilité du capitalisme. L'un doit être abandonné, et l'histoire laisse peu de doutes au sujet des allégeances de la grande majorité des responsables politiques. Il y a tout lieu, donc, de douter radicalement de la capacité des mesures proposées à bloquer le glissement vers la catastrophe écologique.

Et en effet, au-delà des mesures cosmétiques, les réformes des trente-cinq dernières années ont été un échec lamentable. Des améliorations isolées se produisent naturellement, mais elles sont inévitablement écrasées et balayées par l'expansion impitoyable du système et par le caractère chaotique de sa production. Un exemple qui démontre cet échec : durant les quatre premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, les émissions globales de carbone ont été presque trois fois supérieures à celles des années 1990, en dépit du protocole de Kyoto en 1997.

Kyoto préconise un régime de « plafonnement et d'échange » des crédits de pollution, des échanges pour réaliser certaines réductions des émissions, et des projets dans le Sud – le prétendu « mécanisme de développement propre » – pour compenser des émissions dans les nations fortement industrialisées. Ces instruments comptent tous sur des mécanismes du marché, ce qui signifie avant tout que l'anhydride

carbonique reste un produit sous le contrôle des mêmes intérêts qui ont mené au réchauffement global. Les pollueurs ne sont pas obligés de réduire leurs émissions de carbone, mais ils peuvent employer leur puissance économique pour contrôler le marché du carbone à leurs propres fins, y compris l'exploration dévastatrice d'autres carburants. N'y a-t-il pas une limite au montant de crédits d'émission fournis par des gouvernements prétendant respecter ce protocole ?

Puisque la vérification et l'évaluation des résultats sont impossibles, le protocole de Kyoto est non seulement incapable de contrôler des émissions, mais il présente également des moyens permettant l'évasion et des fraudes de toutes sortes. Car même le *Wall Street Journal* l'a affirmé en mars 2007, le commerce des droits d'émission « va permettre à quelques grandes sociétés de gagner de l'argent, mais il ne croit pas une minute que ce montage fera beaucoup en ce qui concerne le réchauffement climatique ».

La rencontre sur le climat de Bali en 2007 a ouvert la voie à de plus grands abus encore pour la période qui vient. Elle a évité de préciser quoi que ce soit en ce qui concerne les objectifs de réduction des émissions de carbone mise en avant par les meilleurs climatologues (90 % d'ici 2 050). Elle a laissé les peuples du Sud à la merci du capital en donnant à la Banque mondiale la juridiction sur le processus et rendu ainsi la pollution au carbone encore plus facile. Afin d'assurer l'avenir de l'humanité, une transformation révolutionnaire est nécessaire, où toutes les luttes particulières participent à une plus grande lutte contre le capital lui-même. Cette grande lutte ne peut rester simplement négative et anticapitaliste. Elle doit annoncer et établir un genre différent de société, l'écosocialisme.

### **L'alternative écosocialiste**

Le mouvement écosocialiste vise à stopper et à renverser le processus désastreux du réchauffement global en particulier et l'écocide capitaliste en général, et à construire une alternative radicale et pratique au système capitaliste. L'écosocialisme s'enracine dans une économie transformée, fondée sur des valeurs non vénales de justice sociale et d'équilibre écologique. Il critique l'« écologie du marché » capitaliste et le socialisme productiviste, qui ont ignoré l'équilibre et les limites de la terre. Il redéfinit le chemin et le but du socialisme dans un cadre écologique et démocratique.

L'écosocialisme implique une transformation sociale révolutionnaire, qui nécessitera la limitation de la croissance et la transformation des besoins par un transfert radical des critères économiques quantitatifs vers des critères qualitatifs, et une substitution de la valeur d'usage à la valeur d'échange. Ces objectifs exigent le contrôle démocratique de la sphère économique, en permettant à la société de définir

collectivement ses buts d'investissement et de production, et la collectivisation des moyens de production. Seules la prise de décision et la propriété collective de la production peuvent offrir la perspective à long terme qui est nécessaire pour l'équilibre et la durabilité de nos systèmes sociaux et de la nature.

Le rejet du productivisme et le transfert des critères économiques quantitatifs vers les critères qualitatifs impliquent de repenser la nature et les buts de la production et de l'activité économique en général. Les activités humaines créatrices, non productives et productives essentielles, telles que la construction de logements, la santé et l'éducation des enfants et des adultes, ou les arts, seront les valeurs principales dans une économie écosocialiste.

L'air pur, l'eau potable et le sol fertile, aussi bien que l'accès libre et universel à la nourriture et aux sources d'énergies renouvelables et non polluantes, sont les besoins humains de base et des droits naturels défendus par l'écosocialisme. Loin d'être « despotique », l'écosocialisme, en définissant la politique collective aux niveaux local, régional, national et international, vise l'exercice de la liberté et de la responsabilité par l'ensemble de la société. Cette liberté de décision constitue une libération des « lois » économiques aliénantes du système capitaliste favorisant la croissance.

Pour éviter le réchauffement global et d'autres dangers menaçant la survie humaine et écologique, des secteurs entiers de l'industrie et de l'agriculture doivent être supprimés, réduits ou restructurés, et d'autres doivent être développés, tout en fournissant le plein emploi pour tous. Une transformation si radicale est impossible sans le contrôle collectif des moyens de production et la planification démocratique de la production et des échanges. Les décisions démocratiques sur l'investissement et le développement technologique doivent remplacer leur contrôle par les entreprises capitalistes, les investisseurs et les banques, afin de servir à long terme le bien commun de la société et de la nature.

Les éléments les plus opprimés de la société humaine, les pauvres et les peuples autochtones, doivent être partie prenante de cette révolution écosocialiste, afin de revitaliser des traditions écologiquement soutenables et donner la voix à ceux que le système capitaliste ne peut entendre. Puisque les peuples du Sud et les pauvres sont en général les premières victimes de la destruction capitaliste, leurs luttes et leurs revendications aideront à définir les contours de la société écologiquement et économiquement soutenable en construction.

De même, l'égalité entre les sexes est une composante essentielle de l'écosocialisme, et les mouvements des femmes ont été parmi les adversaires les plus actifs et les plus expressifs dans la lutte contre l'oppression capitaliste. D'autres agents potentiels de changement révolutionnaire écosocialiste existent dans toutes les

sociétés.

Un tel processus ne peut commencer sans une transformation révolutionnaire des structures sociales et politiques. La lutte des ouvriers, des fermiers, des paysans sans terre et des chômeurs pour la justice sociale est inséparable de la lutte pour la justice environnementale. Le capitalisme, socialement et écologiquement exploiteur et pollueur, est l'ennemi de la nature et du travail. L'écosocialisme propose des transformations radicales dans :

1. Le système énergétique, en remplaçant les carburants et les combustibles organiques basés sur le carbone par des sources d'énergie propre sous le contrôle de la communauté : vent, géothermie, marée-motricité et, surtout, énergie solaire.

2. Le système des transports, en réduisant rigoureusement l'utilisation des camions et des voitures privées, les remplaçant par le transport public libre et efficace.

3. Les modèles actuels de production, de consommation et de construction basés sur le gaspillage, sur l'obsolescence planifiée, la concurrence et la pollution seront remplacés par la production de biens recyclables et durables et le développement d'une architecture verte.

4. La production alimentaire et la distribution, en défendant la souveraineté alimentaire locale dans la mesure du possible, en éliminant l'agro-business industriel pollueur, en créant des agro-écosystèmes soutenable et en travaillant activement à renouveler la fertilité du sol.

Théoriser et travailler vers la concrétisation de l'objectif d'un socialisme vert ne signifie pas que nous ne devrions pas également lutter pour des réformes concrètes et pressantes en ce moment. Sans aucune illusion au sujet du « capitalisme propre », nous devons travailler pour imposer aux puissants – que ce soit des gouvernements, des sociétés, des institutions internationales – des changements immédiats, élémentaires mais essentiels :

- réduction énergique et exécutoire des émissions de gaz à effet de serre ;
- développement des sources d'énergie propres ;
- fourniture d'un système de transport public libre étendu ;
- remplacement progressif des *camions par des chemins de fer*, du transport routier par le transport ferroviaire ;
- création de programmes de nettoyage de la pollution ;
- élimination de l'énergie nucléaire et des dépenses de guerre.

Ces demandes et des revendications semblables sont au cœur du mouvement de la

justice globale et des forums sociaux mondiaux, qui ont favorisé, depuis Seattle en 1999, la convergence des mouvements sociaux et environnementaux dans une lutte commune contre le système capitaliste.

La dévastation environnementale ne sera pas arrêtée dans des salles de conférences ni par des traités : seule l'action de masse peut faire la différence. Les ouvriers urbains et ruraux, les peuples du Sud et les peuples autochtones sont au premier rang de cette lutte contre l'injustice environnementale et sociale. Leur combat contre les multinationales exploiteuses et polluées, doit aller jusqu'à rendre illégaux les produits de l'agro-business, tels les semences génétiquement modifiées ou les combustibles organiques, lesquels ne font qu'aggraver la crise alimentaire actuelle.

Nous devons promouvoir ces mouvements sociaux et environnementaux et établir la solidarité entre les mobilisations écologiques et anticapitalistes, dans le Nord et le Sud.

Cette déclaration écosocialiste est un appel à l'action. Les classes dirigeantes retranchées sont puissantes, pourtant le système capitaliste se manifeste chaque jour comme financièrement et idéologiquement en banqueroute, incapable de surmonter les crises économique, écologique, sociale, alimentaire et autres qu'il engendre. Et les forces de l'opposition radicale sont vivantes et essentielles. À tous les niveaux, national, régional et international, nous combattons pour créer un système alternatif basé sur la justice sociale et écologique.

(Traduction de l'anglais, par Bernard Rioux.)

### **Signataires**

*Afrique du Sud* : Rasigan Maharajh, Karthie Mudaly, Trevor Ngwane, Berend Schuitema.

*Aotearoa/Nouvelle-Zélande* : Don Archer, Bronwen Beechey, Grant Brookes, Joe Carolan, Roger Fowler, Vaughan Gunson, Bernie Hornfeck, Peter Hughes, Greg Kleis, Daphne Lawless, James Mc Donald, Grant Morgan, Len Parker, Paul Piesse, Tony Snelling-Berg.

*Australie* : Richard Bergin, Jamie Brown, Simon Butler, Ben Courtice, Felicity Crombach, Peter Cummins, John B. Ellis, Duroyan Fertl, Jepke Goudsmit, Stu Harrison, Dave Kimble, Serge Leroyer, Günter Minnerup, John Rice, Larissa Roberts, Stuart Rosewarne, Terry Townsend.

*Bangladesh* : A.F. Mujtahid, Mohammad Basir-ul Haq Sinha.

*Belgique* : Daniel Tanuro.

*Brésil* : Eduardo d'Albergaria, Carlos Henrique Rodrigues Alves, Berlano Bênis França de Andrade, João Claudio Arroyo, Pedro Ivo de Souza Batista, Luiz Felipe Bergmann, Lucas Bevilaqua, Leonel da Costa Carvalho, Francisco Marcos Bezerra Cunha, Ricardo Framil Filho, Giuliana Iarocheski, Edson Carneiro Indio, Beatriz Leandro, Ivonaldo Leite, André Lima, Isabel Loureiro, Jorge Oliveira, Ricardo Oliveira, Marcos Barbosa de Oliveira, Maicon Fernando Palagano, Paulo Piramba, Fabio Mascaro Querido, Valdir Pereira Ribeiro Júnior, Carmen Sylvia Ribeiro, Fatima Terezinha Alvarenga Rivas, Marechal Cândido Rondon, Roberto Souza Santos, Dhyana Nagy Teodoro, Thierry Thomas, Carolina Kors Tiberio, Julio Yamamoto.

*Canada, Québec* : Greg Albo, Robert Albritton, Paul Anderson, Ian Angus, Roger Annis, Chris Arsenault, Charles-Antoine Bachand, Jean-Claude Balu, Rick Barsky, José Bazin, John R Bell, Shannon Bell, John L. Bencze, Karl Beveridge, Geoff Bickerton, Leigh Brownhill, David Camfield, William K. Carroll, John Clarke, Bill Clennett, Carole Condé, Phil Cournoyer, Paul R. Craik, Steve D'Arcy, Susan Kent Davidson, Diane Delaney, Kathleen Donovan, Joseph Dubonnet, Susan E. Ferren, Richard Fidler, Blair Fix, Darrel Furlotte, Larry Gambone, Cy Gonick, Trevor Goodger-Hill, Joyce A. Green, Dave Greenfield, Ricardo Grinspun, John Grogan, Dr. J. Robert Groves, Adam Hanieh, Trevor Harrison, Henry Heller, Evert Hoogers, Pete Huerter, Catherine Hughes, Anton Oscar Iorga, Sean Isaacs, Darlene Juschka, Michael A. Lebowitz, Ian B. McKenna, Cindy Morrison, Vincent Mosco, Dan Murray, Sam Noumoff, Derrick O'Keefe, Joseph Roberts, Sheila Roberts, Leo Panitch, Tomislav Peric, Ursula Pflug, Roger Rashi, John Riddell, Rowland Keshena Robinson, Herman Rosenfeld, Rhoda Rosenfeld, Laina Rutledge, John Ryan, Kanchan Sarker, Bob Sass, Scott Schneider, Sid Shniad, Debra Scott, John Sharkey, John Shavluk, Dr. Christopher A. Shaw, Michael Stewart, Debra Tacium, Paul Francis Thompson, David Tremblay, Terisa E. Turner, Jesse Vorst, Bernadette L. Wagner, Len Wallace, John W. Warnock, Larry Watt, Barry Weisleder, Ian Whyte, Sarah Wilbur, Michael Wolfe, Paul York.

*Chypre* : Julian Saurin.

*Danemark* : Pelle Andersen-Harild, Ellen Brun, Jacques Hersh, Peder Hvelplund, Kjeld A. Larsen, Johannes Lund, Karolina Boroach Naess, Petter Naess, Teresa Naess.

*Espagne* : Mauricio Blechman, Francisco Fernández Amador, Alberto Iglesias Lorenz.

*Finlande* : Marko Ulvila.

*France* : Jean-Frédéric Baeta, Nadège Edwards, Danielle Follett, Vincent Gay, Richard Greeman, Michel Husson, Michael Löwy, Pierre Rousset, Michael Le Sauce, Peter Shield, Mohammed Taleb, Hugo Valls.

*Allemagne* : Ruth Birkle, Werner Hager, Frieder Otto Wolf, Klaus Engert.

*Grèce* : Mesrop Abelyan, Vasilis Andronis, Makis Choren, Spyros Diamantidis, Anneta Galtsioti, Krystalia Galtsioti, Giannis Galtsiotis. Konstantina Georga, Dimitris Georgas, Kostas Giannakakis, Hasan Mehedi, Manolis Kapadais, Andonis Krinis, Amjad Mohammad, Georgia Nikopolidou, Takis Pantazidis, Tasos Pantazidis, Eleni Pantazidou, Katerina Pantazidou, Mohammed Es Sabiani, Stefanos Sinaplidis.

*Haïti* : Maxime Roumer.

*Inde* : Debashis Chatterjee, Debal Deb, S. Susan Deborah, Sushovan Dhar, Mita Dutta, Merlin Franco, Saroj Giri, C E Karunakaran, Partha Majumdar, D.V. Natarajan, VT Padmanabhan, Bijay Panda, Sukla Sen, Babu Lal Sharma.

*Indonésie* : Yanuarius Koli Bau, Pius Ginting.

*Irlande* : Louis P. Burns aka Lugh, Domhnall Ó Cobhthaigh, Vincent Doherty.

*Italie* : Guido Dalla Casa, Moreno Esposito.

*Kenya* : Arege Douglas.

*Malte* : Michael Briguglio.

*Mexique* : David Barkin, Gerardo Renique.

*Pays-Bas* : Willem Bos, Suzanne de Kuyper, Peter Waterman.

*Panama* : Sebastián Calderón Bentin, Antonio Salamaca Serrano.

*Pérou* : Hugo Blanco.

*Portugal* : Ana Bastos, Rita Calvário, Ricardo Coelho, Ronaldo Fonseca, José Carlos Alves Loureiro, Ângelo Novo, Pedro Ramajal.

*Royaume-Uni* : Tobias Abse, Keith Ames-Rook, Keith Baker, Oscar Blanco Berglund, Jane Burd, Katie Buse, Dr. Michael Calderbank, Ross Carbutt, James Doran, Ian Drummond, Jane Susanna Ennis, Dan Fredenburgh, Ed Fredenburgh, Nick Foster, Paul Frost, Colin Fox, Giorgos Galanis, Jay Ginn, Dr Joseph Healy, Dave Hewitt, Stuart Jeffery, Jane Kelly, Aaron Kiely, Richard Kuper, David McBain, Jade McClune, Sharon McMaster, Tony Medwell. Shosh Morris, Elaine Morrison, Jamie Murray, Brian Orr, Andy Player, Julian Prior, Matt Sellwood, Mike Shaughnessy, Andrew Stevens, Sally Thompson, Sean Thompson, Alan Thornett, Payam Torabi, Norman Traub, Mike Tucker, Derek Wall, Roy Wilkes.

*Roumanie* : Luisa Abram, Stella Dicu. Mario Festila.

*Salvador* : Ricardo Adan Molina Meza.

*Serbie* : Dragoslav Danilovic.

*Suisse* : Juan Tortosa.

*Turquie* : Ertugrul Akcaoglu, Nevra Akdemir, Levent Gürsel Alev, Binnur Aloglu, Rana Aribas, Ecehan Balta, Emre Baturay Altinok, Ugur Arigun, Arca Atay, Baris Avci, Erol Bayrakdar, Foti Benlisoy, Stefo Benlisoy, Elif Bozkurt, Emel Budak, Ozgur Bulut, Çağlayan Büyükçula, Nurgül Çanak, Esin Candan, Bilge Contepe, Gülsüm Coskun, Kadir Dadan, Fügen Dede, Evin Deniz, Yalim Dilek, Sinan Eden, Huseyin Eren, Fuat Ercan, Basak Ergüder, Bulent Erkeskin, Firat Genç, Emine Girgin, Canan Güldal, Ercan Gülen, Ibrahim Gundogdu, Kutlay Gürcihan, Muharrem Hunerli, Taha Karaman, Filiz Kerestecioglu, Olcay Halk Kiliç, Tarkan Kilic, Ekoloji Kolektifi, Sinem Meral, Özgür Müftüoglu, Evin Nas, Sebnem Oguz, Pinar Ongan, Kazim Özaslan, Merthan Özcan, Recep Özkan, Ali Murat Ozdemir, Gökçen Özdemir, Senem Pehlivanoglu, Inci Polat, Özge Savas, Hasan Sen, Ahmet Hamdi Seringen, Yavuz Selim Sertbas, Eren Deniz Tol-Gokturk, Dr. Ethem Torunoglu, Eylem Tuncaelli, Kemal Tuncaelli, Feriha Tugran, Mehmet Türkay, Derya Ülker, Tanay Sidki Uyar, Sanem Yardimci, Ertan Yilmaz, Gaye Yilmaz, Selim Yilmaz, Burçak Yilmazok, Hatice Ya ? ar, Kasim Yeter, Eylem Ozen Yorukoglu, Semih Yuksel, Kizilca Yurur.

*Uruguay* : Alejandro Casas.

*États-Unis* : Anatole Anton, Matthew Brown, Joaquín Bustelo, Tim Casebolt, Suha Chari, Andrew P. Cheramie, Tom Collins, Stan Cox, Kevin Danaher, Dr. Lenore J. Daniels, Jennifer Dignazio, Daniel Faber, Hunter Gray [Hunter Bear], Craig Brozefsky, John Clark, Scott Davis, W. Alexander Durnan, Stefan Furrer, Phil Gasper, Dayne Goodwin, Sarah Grey, Anthony Gronowicz, Timoteo Jeffries, Eric W. Koch, Bill Koehnlein, Joel Kovel, Ed Laing, Larry Lambert, Saul Landau, James Lauderdale, Mark A. Lause, Richard Levins, Kevin Lewis, Timothy Norbert Malczynski, David Marcial, Michael Seth Martin, Stefan Mattessich, Bill McCormick, Coleman E. McFarland, Fred Mecklenburg, William Meurer, Curtis Moore, Jonathan Nack, Simeon Newman, Tony Nizzi, Julia O'Neal, Wren Osborn, Dr. Marie-Claire Picher, Louis Proyect, Linda Ray, Idrian N. Resnick, Kat Rickenbacker, Eugene Rodriguez, Christian Roselund, Kevin Ruffe, David Schwartzman, Javier Sethness, Barry Sheppard, Roger Sheppard, Laurence H. Shoup, Rick Sklader, Skip Slavik, James Smith, Mark E. Smith, Red Son, Anna Marie Stenberg, Carl Stilwell, Ted Stolze, Michael Tanzer, Idell Elaine Vogel, Richard Vogel, Sam Waite, Ron Warren.

*Venezuela* : Elías Capriles, Gustavo Fernández Colón, Carlos García, Dalia Correa Guía, Miguel Angel Contreras Natera, Jesus Pirela, Cesar Aponte Rivero, Isabel Villarte.

*Zimbabwe* : Chen Chimutengwende.

4.

## Copenhague, le 12 avril 2049 (2009)

*Ce document a été préparé en 2009 grâce à la machine à voyager dans le temps de H.G. Wells par le Réseau écosocialiste international ([www.ecosocialistnetwork.org](http://www.ecosocialistnetwork.org)). Michael Löwy en est le rédacteur, avec l'aide de Klaus Engert, Danièle Follet, Joel Kovel, Joaquin Nieto et Ariel Salleh. Les illustrations sont de Sille Stenersen Hansen.*



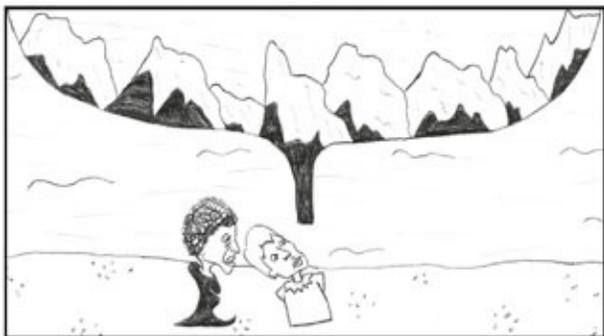
12 avril 2049. C'était une belle et fraîche journée de printemps, la température n'était pas montée au-dessus de 42° à l'ombre. La grand-mère Sarah, âgée de 71 ans, est sortie pour une promenade au bord de la mer avec son petit-fils Stefan, âgé de 10 ans. Ils ont engagé une passionnante conversation.



**Stefan** : Grand-mère, est-ce vrai ce que père m'a raconté ce matin, à savoir que

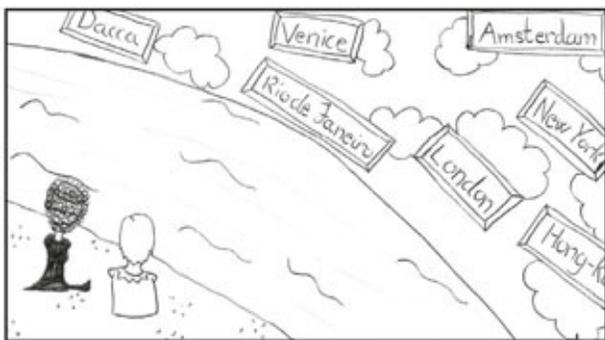
sous la mer devant nous se trouve toute une ville qui était autrefois appelée Copenhague ?

**Sarah :** Oui, cher Stefan. C'était une grande, belle, charmante ville, pleine de palais, d'églises, de tours, de théâtres, d'universités. C'était là que nous habitons, avec nos amis et notre famille, avant la Catastrophe.



**Stefan :** Qu'est-il arrivé ?

**Sarah :** Tu ne l'as pas encore appris à l'école ? Les gaz à effet de serre produits par les énergies fossiles – le charbon, le pétrole – ont déclenché une montée de la température, et des milliards de tonnes de glace du pôle Sud et du Groenland ont fondu. Cela a commencé lentement, mais, il y a quelques années, c'est devenu un processus soudain, d'énormes blocs de glace ont glissé dans la mer, et le niveau des océans est monté de plusieurs mètres.



**Stefan :** Je vois... C'est arrivé seulement ici, au Danemark ?

**Sarah :** Pas du tout, mon petit. C'est arrivé partout dans le monde. Beaucoup d'autres villes merveilleuses, comme Venise, Amsterdam, Londres, New York, Rio de Janeiro, Dacca, Hong-Kong sont maintenant sous l'océan...

**Stefan :** Est-ce que je ne verrai jamais Copenhague, et toutes ces autres belles villes ?

**Sarah :** Je crains que non, Stefan. Certains climatologues disent que dans quelques milliers d'années, quand le climat changera à nouveau, la mer pourra rétrocéder, révélant les ruines de ces splendides villes. Mais nous ne serons plus là pour voir.



**Stefan :** Mais, grand-mère, personne n'avait prévu la Catastrophe ?

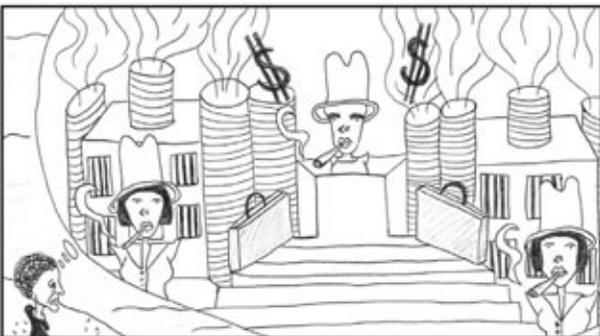
**Sarah :** Si, beaucoup de personnes l'ont fait ! Certains scientifiques, comme James Hansen, le climatologue de la NASA, ont assez correctement prévu, il y a une quarantaine d'années, ce qui arriverait si l'on continuait avec le « *business as usual* », les pratiques économiques courantes. D'autres scientifiques ont aussi prévu ce qui est arrivé en Europe du Sud : à la place des vertes plaines de l'Italie du Sud, de la France et de l'Espagne, nous avons maintenant le désert du Sahara de l'Europe du Sud.



**Stefan :** Dis-moi, grand-mère, est-ce que la Catastrophe était inévitable ?

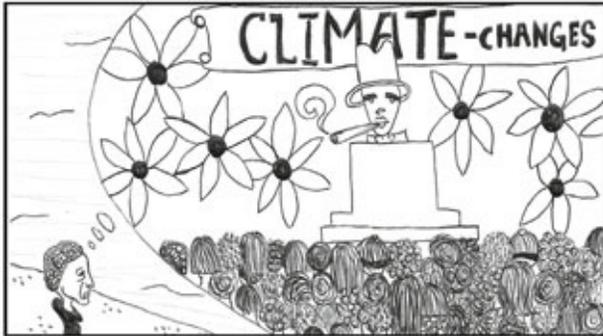
**Sarah :** Pas vraiment, mon petit. Il y a quelques dizaines d'années, il était encore possible de l'empêcher, si des changements radicaux avaient été engagés.

**Stefan :** Pourquoi est-ce que les gouvernements de ces années n'ont pas pris des initiatives ?



**Sarah :** La plupart d'entre eux servaient les intérêts des classes dominantes, qui refusaient d'envisager tout changement qui menaçait leur système économique –

l'économie de marché capitaliste –, leurs privilèges et leur mode de vie. Ils constituaient une sorte d'« oligarchie fossile » qui s'accrochait obstinément au pétrole et au charbon, et qui considérait toute proposition de les remplacer rapidement par des alternatives renouvelables (comme l'énergie solaire) comme « non réalistes » ou comme une menace pour la « compétitivité » de leurs entreprises. Le même vaut pour l'industrie automobile, le transport de marchandises par camions, etc.



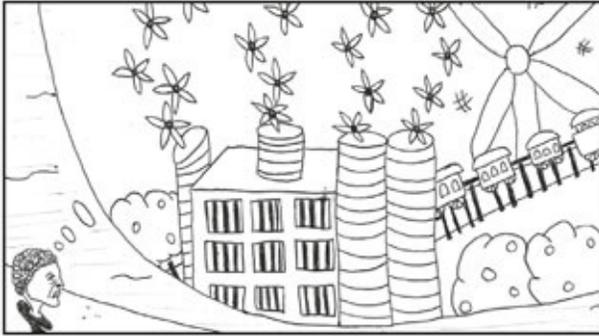
**Stefan :** Comment pouvaient-ils être aussi aveugles ?

**Sarah :** Regarde, en 2009, quand la ville de Copenhague existait encore, les maîtres du monde se sont rencontrés ici pour une conférence mondiale sur les changements climatiques. Ils ont fait de beaux discours, mais ne sont arrivés à aucune conclusion significative sur ce qu'il fallait faire dans les prochaines années ; quelques pays industriels riches ont annoncé qu'ils allaient réduire de moitié leurs émissions... vers 2050. Et en attendant, ils n'ont rien trouvé de mieux que d'établir un « marché des droits d'émission », grâce auquel les grands pollueurs ont acheté le droit de continuer à polluer.



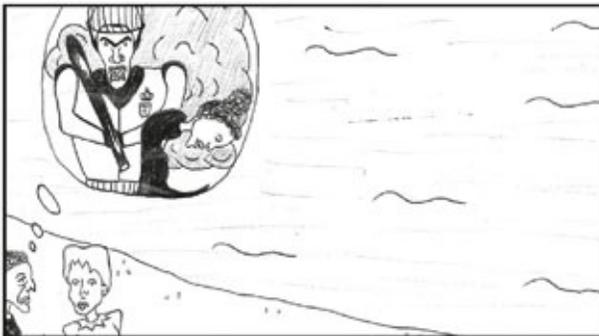
**Stefan :** Et personne n'a protesté ?

**Sarah :** Bien sûr qu'il y a eu de la protestation ! Des masses de gens en colère sont venues d'Europe, mais aussi de contrées lointaines, à Copenhague, pour exiger des mesures immédiates et radicales, comme la réduction des émissions polluantes de 40 % en 2020 (nous aurions dû exiger 80 % !). Parmi les gens qui soutenaient ces mesures, certains – j'en étais – se réclamaient de l'*écosocialisme*.



**Stefan :** Qu'est-ce que vous proposiez ?

**Sarah :** Nous disions qu'il fallait un changement social radical, enlevant les moyens de production des mains de l'oligarchie capitaliste pour la donner au peuple ; nous avons plaidé pour un nouveau mode de civilisation, un nouveau paradigme de production – utilisant l'énergie solaire – et de consommation, en supprimant la publicité et les camelotes inutiles qu'elle promouvait. À la place de la « croissance » illimitée, fondée sur le profit sans limites et l'accumulation du capital, nous avons proposé la planification démocratique de la production, en fonction des vrais besoins sociaux et de la protection de l'environnement.



**Stefan :** Tout cela me semble raisonnable ! Mais quelle a été la réponse des autorités ?

**Sarah :** Eh bien, nous et tous les jeunes protestataires fûmes reçus avec des coups de matraques et du gaz lacrymogène.



**Stefan :** Est-ce qu'on t'a frappée, grand-mère ?

**Sarah :** Eh oui ! J'ai été atteinte par un flic avec une matraque en caoutchouc, et mon oreille gauche a presque été coupée. Regarde, j'ai encore une marque ici, sous mes cheveux...

## 5.

### Cancún (2010)

#### **Changeons le système (capitaliste), pas le climat ! La perspective écosocialiste**

En novembre et décembre 2010, la conférence des Nations unies sur le climat (COP 16) se tiendra à Cancún, au Mexique. Tout indique que cette conférence sera dans le prolongement de celle qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009 : une nouvelle étape dans la politique néolibérale des grandes puissances qui veulent escamoter la responsabilité du capitalisme dans le changement climatique, tirer prétexte de la situation pour privatiser l'atmosphère, les forêts, ainsi que les autres ressources naturelles, et présenter la note de leur gabegie aux pauvres du monde entier. Incapable de rompre avec le productivisme et l'accumulation des profits, donc avec les combustibles fossiles, le grand capital veut en plus nous imposer ses folies technologiques : le nucléaire, les agrocarburants, les OGM et le prétendu « charbon propre ».

À Copenhague, les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil l'Afrique du Sud et l'Union européenne ont négocié en secret un accord parallèle qu'ils ont tenté, sans succès, d'imposer à l'Assemblée générale. Ce texte est totalement insuffisant sur le plan écologique : il implique à court terme une hausse de la température de plus de 4 °C, synonyme de très sérieuses catastrophes. Sur le plan social, il équivaut à liquider le principe de la « responsabilité commune mais différenciée » des pays capitalistes développés et des pays dits « en développement ». Les représentants de plusieurs pays du Sud ont dénoncé l'illégalité, l'irresponsabilité, le cynisme et l'injustice de cet accord entre les grands pollueurs. Hélas ! malgré leurs protestations, celui-ci a été adopté *de facto* comme le cadre de la politique climatique des Nations unies, en particulier de la convention cadre sur le climat et de son secrétariat...

C'est inacceptable ! En avril 2010, à l'appel du président bolivien Evo Morales, plus de 30 000 représentants des mouvements sociaux, des syndicats, des peuples indigènes et de certains gouvernements se sont rassemblés à Cochabamba et ont adopté une « déclaration des peuples sur le changement climatique et les droits de la

terre mère ». Cette déclaration dit clairement que le capitalisme est responsable du réchauffement global et que les pays du Nord doivent diminuer radicalement leurs émissions de gaz à effet de serre afin de limiter la hausse de la température au minimum. Sans souscrire à chaque point de ce texte, le réseau écosocialiste international appuie celles et ceux qui exigent que cette déclaration, et non le prétendu accord de Copenhague, serve de base aux négociations de Cancún. Cochabamba a fait entendre la voix des peuples indigènes, des paysans, des femmes, des travailleurs et des pauvres en général. En un mot : la voix des victimes. C'est cette voix, et non celle des multinationales, qui doit donner le ton des négociations climatiques.

L'été 2010 a été marqué par une série de catastrophes qui montrent ce que le réchauffement global nous réserve : incendies meurtriers en Russie, pluies diluviennes et inondations en Chine, au Mexique et au Pakistan. Le cas du Pakistan est dramatique et révélateur. Les inondations y ont fait vingt millions de victimes et d'énormes dégâts matériels. Déjà touché il y a quelques années par un tremblement de terre dévastateur, le Pakistan, s'il continue à suivre les recettes de la Banque mondiale et du FMI, risque de s'enfoncer dans une spirale de sous-développement. Pour l'éviter, il faut d'abord annuler la dette extérieure et exiger que le Nord paie les réparations. Mais il faut aussi créer les conditions pour éviter la reproduction de cette catastrophe dans le futur. Pour cela, il faut rompre avec le « modèle » capitaliste de développement, ce qui implique notamment une réforme agraire démocratique, une production pour les besoins et une gestion alternative des ressources hydriques et énergétiques, au service des populations.

Le changement climatique montre que le capitalisme est au bout du rouleau. Par sa course au profit productiviste, ce mode de production est en train de détruire les deux seules sources de toute richesse : la Terre et le travailleur. Face à la barbarie qui vient, une alternative de société, un choix de civilisation radical sont posés. La maximisation des profits privés sans prise en compte des limites naturelles doit céder la place à la maximisation du bien-être collectif, du bien-vivre, dans le respect de la Terre-mère. C'est le message que le réseau écosocialiste international veut promouvoir. Rejoignez-nous !

## Bibliographie sélective

- ALBERT (Michael), *Après le capitalisme. Éléments d'économie participaliste*, Marseille, Agone, coll. « Contre-feux », 2003.
- BENJAMIN (Walter), *Paris, capitale du XIX<sup>e</sup> siècle. Le Livre des Passages*, Paris, Éditions du Cerf, 2000 ;  
*Œuvres*, III, Paris, Gallimard, 2000 ;  
*Gesammelte Schriften*, Volume I/3, Suhrkamp, Francfort, 1980 ;  
*Sens unique*, Paris, Lettres Nouvelles-Maurice Nadeau, 1978.
- BENSAÏD (Daniel), *Marx l'intempestif*, Paris, Fayard, 1995.
- BERNARD (Michel) et alli (dir.), *Objectif Décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2003.
- BLOCH (Ernst), *Le Principe Espérance*, Paris, Gallimard, 1976-1991, trois volumes.
- ENGELS (Friedrich), *Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales, 1950 ; *Dialectics of Nature*, Moscou, Progress Publishers, 1934 ; *La Dialectique de la nature*, Paris, Éditions sociales, 1968.
- The Condition of the Working-Class in England*, 1844 ; *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- FOSTER (John Bellamy), CLARK (Brett), YORK (Richard), *The Ecological Rift : Capitalism's War on the Earth*, New York, Monthly

Review Press, 2010.

FOSTER (John Bellamy), *Marx's Ecology. Materialism and nature*,

New York, Monthly Review Press, 2000.

GAY (Vincent) (coord.), *Pistes pour un anticapitalisme vert*, Paris,

Syllepse, 2010.

GORZ (André), *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008.

HANSEN (James), *Storms of my Grandchildren. The truth about the coming climate catastrophe and our last chance to save humanity*,

New York, Bloomsbury, 2009.

KATZ (Claudio), *El Porvenir del Socialismo*, Buenos Aires, Herramienta/Imago Mundi, 2004.

KEMPF (Hervé), *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Paris,

Le Seuil, 2009 ;

*Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Le Seuil, 2007.

KOVEL (Joel), *The Enemy of Nature. The end of capitalism or the end of the world ?*, New York, Zed Books, 2002.

LATOUCHE (Serge), *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, Paris, Mille et une nuits, 2011 ;

*Petit Traité de la décroissance*, Paris, Mille et une nuits, 2007 ;

*Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006 ;

*La Planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*,

Paris, La

Découverte, 1991.

LAVIGNOTTE (Stéphane), *La Décroissance est-elle souhaitable ?*, Paris, Textuel, 2010.

MANDEL (Ernest), *Power and Money*, Londres, Verso, 1991.

MARX (Karl), ENGELS (Friedrich), *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1982.

MARX (Karl), Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1977 ;

*Le Capital*, Paris, Éditions sociales, 1969 ;

*Fondements de la critique de l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1967 ;

*Manuscrits de 1844. Économie politique et philosophie*, Paris, Éditions sociales, 1962 ;

*Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Éditions sociales, 1950 ;

*Misère de la philosophie*, Paris, Éditions Sociales, 1947.

MENDES (Chico), VICENTE (Pedro), GRZYBOWSKI (Candido), *Chico Mendes por ele mesmo*, Rio de Janeiro, FASE, 1989.

MÜNSTER (Arno), *Principe responsabilité ou principe espérance ?*,

Paris, Éditions Le bord de l'eau, 2010.

*Réflexions sur la crise. Écosocialisme ou barbarie*, Paris, L'Harmattan, 2009 ;

*André Gorz ou le socialisme difficile*, Paris, Lignes, 2008.

O'CONNOR (James), *Natural Causes. Essays in ecological marxism*,

New York, The Guilford Press, 1998.

POLANYI (Karl), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

RAHNEMA (Majid), BAWTREE (Victoria) (dir.), *The Post-Development Reader*, Atlantic Highlands, Zed Books, 1997.

RAWLS (John), *Libéralisme politique*, Paris, PUF, 1995.

RIECHMAN (Jorge), ¿ *Problemas con los frenos de emergencia ?*,

Madrid, Editorial Revolucion, 1991.

SINGER (Daniel), *À qui appartient l'avenir ? Pour une utopie réaliste*,

Bruxelles, Complexe, 2004.

TANURO (Daniel), *L'Impossible Capitalisme vert*, Paris, La Découverte, coll. « Les empêcheurs de penser en rond », 2010.

WEBER (Max), *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, JCB Mohr, 1923 ; *Économies et société*, Paris, Pocket, 2003.